

GREAT-WEST
LIFECO^{INC.}



Rapport de gestion
Pour l'exercice 2012



RAPPORT DE GESTION

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE 2012

DATÉ DU 7 FÉVRIER 2013

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2012 par rapport aux périodes correspondantes de 2011 et au trimestre clos le 30 septembre 2012. Il consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

ACTIVITÉS DE LIFECO

Lifeco exerce des activités au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie par l'intermédiaire de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et de Putnam Investments, LLC (Putnam).

Au Canada, la Great-West et ses filiales en exploitation, la London Life et la Canada-Vie (détenues par l'intermédiaire des sociétés de portefeuille Groupe d'assurances London Inc. [le GAL] et Corporation Financière Canada-Vie [la CFCV], respectivement), offrent un vaste éventail de solutions financières et de régimes d'avantages aux particuliers, aux familles, aux entreprises et aux organismes. Les produits sont commercialisés par l'entremise des conseillers en sécurité financière de la Financière Liberté 55^{MC} et de la Great-West, et d'un réseau de multidistribution composé de courtiers, de conseillers, d'agents généraux et d'institutions financières.

Aux États-Unis, Great-West Financial est un chef de file en matière de régimes d'épargne-retraite offerts par l'employeur du secteur public, d'organismes sans but lucratif et d'entreprises. En outre, Great-West Financial fournit des produits de rentes et d'assurance-vie à l'intention des particuliers et des entreprises ainsi que des services de gestion de fonds, de placement et de consultation. Ses produits et services sont commercialisés à l'échelle du pays par l'entremise de son équipe de vente, de courtiers, de conseillers, d'experts-conseils, de tiers administrateurs et d'institutions financières. Putnam offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement, y compris les fonds Putnam, sa gamme de fonds communs de placement exclusifs à l'intention des épargnants et des investisseurs institutionnels.

En Europe, la Canada-Vie s'articule autour de secteurs géographiques définis et offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates et de réassurance. Le secteur européen comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes, constituée des activités au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne, et l'unité Réassurance, qui exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande. Les produits de réassurance sont offerts par l'intermédiaire de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

En Asie, Putnam détient une participation de 10 % dans Nissay Asset Management (NAM), une société partenaire de Nippon Life Insurance Company. Putnam agit principalement comme sous-conseiller pour certains fonds communs de placement individuels distribués par NAM et gère également l'actif des caisses de retraite des clients de NAM.

À l'heure actuelle, Lifeco ne détient aucun autre titre et n'est engagée dans aucune affaire ou activité non liée à ses avoirs dans la Great-West, la London Life, la Canada-Vie, Great-West Financial, Putnam et leurs filiales. Cependant, Lifeco n'est pas obligée de limiter ses placements dans ces sociétés et elle pourrait dans l'avenir faire d'autres placements.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés de la Compagnie pour la période close le 31 décembre 2012.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations faites à l'égard des avantages qui devraient être retiré des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date où elles ont été formulées et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris le secteur de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future. En fait, les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux qui sont énoncés ou prévus dans les déclarations prospectives en raison, mais sans s'y limiter, d'importants facteurs comme le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, l'impôt, les conditions générales économiques, politiques et des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les changements au plan de la réglementation gouvernementale, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes et la capacité de la Compagnie d'effectuer des opérations stratégiques et d'intégrer les entreprises acquises. Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs importants précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs, y compris ceux figurant dans le présent rapport de gestion aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques ainsi que tous les facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, lesquels peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice opérationnel », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Primes et dépôts :					
Produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie	4 827 \$	4 940 \$	4 334 \$	18 820 \$	17 293 \$
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats SAS)	677	631	651	2 666	2 645
Dépôts des fonds distincts :					
Produits de l'Individuelle	2 072	1 490	1 829	6 557	7 345
Produits de la Collective	2 216	1 681	1 777	7 262	6 117
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	6 880	6 779	5 624	24 496	28 888
Total des primes et des dépôts	16 672	15 521	14 215	59 801	62 288
Honoraires et autres produits	767	720	740	2 945	2 903
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	5 122	6 607	6 340	22 451	23 043
Bénéfice opérationnel – détenteurs d'actions ordinaires	493	520	500	1 955	1 898
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	353	520	624	1 815	2 022
Par action ordinaire					
Bénéfice opérationnel	0,520 \$	0,547 \$	0,528 \$	2,059 \$	2,000 \$
Bénéfice de base	0,373	0,547	0,657	1,912	2,129
Dividendes versés	0,3075	0,3075	0,3075	1,2300	1,2300
Valeur comptable	13,18	13,01	12,61		
Rendement de l'avoir des détenteurs d'actions ordinaires (sur les quatre derniers trimestres*)					
Bénéfice opérationnel net	15,9 %	16,1 %	16,6 %		
Bénéfice net	14,7 %	17,1 %	17,6 %		
Total de l'actif	253 718 \$	249 043 \$	238 768 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	134 598	131 604	125 390		
Total de l'actif géré	388 316	380 647	364 158		
Autres actifs administrés	157 455	151 604	137 807		
Total de l'actif administré	545 771 \$	532 251 \$	501 965 \$		
Total des capitaux propres	17 586 \$	17 004 \$	16 104 \$		

La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS, qui exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2012.

* Le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires, calculé sur les quatre derniers trimestres.

POINTS SAILLANTS DE 2012

- Le total de l'actif administré a augmenté de 8,7 % par rapport au 31 décembre 2011, pour passer à près de 546 G\$.
- Le bénéfice opérationnel a augmenté de 3 % par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 1 955 M\$, malgré le maintien de faibles taux d'intérêt et une conjoncture difficile.
- La Compagnie a enregistré un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires de 15,9 % en fonction du bénéfice opérationnel, qui continue de se classer parmi les plus solides du secteur des services financiers.
- En 2012, les notations de crédit de Lifeco et de ses principales filiales en exploitation ont été maintenues par Fitch Ratings, AM Best Company, DBRS Limited, Moody's Investors Service et Standard & Poor's Ratings Services. La Compagnie continue de recevoir des notations enviabiles par rapport à celles de ses pairs nord-américains grâce à son profil de risque prudent, à la stabilité de son bénéfice net et à sa constance en matière de versement de dividendes.
- Les dividendes trimestriels sur les actions ordinaires de Lifeco sont demeurés inchangés en 2012. Le ratio de distribution fondé sur le bénéfice opérationnel est en recul constant depuis 2009 et se chiffre maintenant à 59,7 %.
- La Compagnie a maintenu une bonne capitalisation malgré le maintien de faibles taux d'intérêt et la volatilité des marchés boursiers. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMRPCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie, la principale filiale en exploitation canadienne de Lifeco, se chiffrait à 207 % au 31 décembre 2012. Cette évaluation de la vigueur du capital continue de se situer dans la partie supérieure de la fourchette cible de Lifeco.
- Au 31 décembre 2012, Lifeco détenait un montant d'environ 0,5 G\$ en trésorerie et équivalents de trésorerie par l'intermédiaire de la société de portefeuille, ce qui comprend un emprunt intersociétés remboursé le 15 janvier 2013. Comme cette trésorerie est détenue directement par la société de portefeuille, elle n'est pas comprise dans les ratios de capital réglementaire des filiales en exploitation de Lifeco. Elle accroît la position du capital et des liquidités de Lifeco, ce qui améliore la capacité de Lifeco à tirer parti des occasions présentes sur le marché.

Événement postérieur – passif éventuel

Le 24 janvier 2013, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a publié une décision par rapport au rôle joué par le compte de participation de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie et de La Great-West, compagnie d'assurance-vie, deux filiales de Great-West Lifeco, dans le cadre du financement de l'acquisition du Groupe d'assurance London en 1997. Cette question est décrite plus en détail à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie. Au cours de la période concernée par l'événement postérieur, la Compagnie a constitué une provision supplémentaire de 140 M\$ après impôt dans le compte des détenteurs d'actions ordinaires. La Compagnie détient maintenant des provisions de 290 M\$ après impôt relativement à cette procédure judiciaire.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats opérationnels de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2012 s'est chiffré à 353 M\$, contre 624 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,373 \$ par action ordinaire (0,372 \$ après dilution) pour le quatrième trimestre de 2012, comparativement à 0,657 \$ par action ordinaire (0,651 \$ après dilution) il y a un an. Les résultats du quatrième trimestre de 2012 comprennent la modification de la provision liée à des litiges présentée plus haut, laquelle a eu une incidence négative de 140 M\$ sur le bénéfice net. Les résultats du quatrième trimestre de 2011 comprennent l'incidence de la provision liée à des litiges, qui a eu pour effet d'accroître le bénéfice net de 124 M\$.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 1 815 M\$, contre 2 022 M\$ il y a un an, ce qui représente 1,912 \$ par action ordinaire (1,900 \$ après dilution) pour 2012, comparativement à 2,129 \$ par action ordinaire (2,112 \$ après dilution) il y a un an.

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL

Le bénéfice opérationnel attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2012 s'est chiffré à 493 M\$, comparativement à 500 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,520 \$ par action ordinaire (0,518 \$ après dilution) pour le quatrième trimestre de 2012, comparativement à 0,528 \$ par action ordinaire (0,523 \$ après dilution) il y a un an.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 s'est chiffré à 1 955 M\$, contre 1 898 M\$ il y a un an, soit une hausse de 3 %, ce qui représente 2,059 \$ par action ordinaire (2,046 \$ après dilution) pour 2012, comparativement à 2,000 \$ par action ordinaire (1,984 \$ après dilution) il y a un an.

Le bénéfice opérationnel, une mesure non définie par les IFRS, exclut l'incidence de la modification de 140 M\$ après impôt de la provision liée aux litiges représentant 0,147 \$ par action ordinaire au quatrième trimestre de 2012, ainsi que l'incidence de provisions liées à des litiges, lesquelles ont accru le bénéfice net de 124 M\$ après impôt au cours du quatrième trimestre de 2011, ce qui représente 0,129 \$ par action ordinaire.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011*	31 déc. 2012	31 déc. 2011*
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	11 \$	83 \$	41 \$	187 \$	293 \$
Gestion du patrimoine	69	82	80	299	267
Assurance collective	136	119	101	439	375
Exploitation générale canadienne	47	(3)	22	115	51
	263	281	244	1 040	986
Exploitation américaine					
Services financiers	96	91	87	365	355
Gestion d'actifs	(19)	(4)	(8)	(40)	15
Exploitation générale américaine	–	–	–	–	–
	77	87	79	325	370
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	92	104	117	410	445
Réassurance	64	61	73	215	130
Exploitation générale européenne	(4)	–	(9)	(7)	(13)
	152	165	181	618	562
Exploitation générale de Lifeco	1	(13)	(4)	(28)	(20)
Bénéfice opérationnel	493	520	500	1 955	1 898
Certaines provisions liées à des litiges ⁽¹⁾	(140)	–	124	(140)	124
Bénéfice net	353 \$	520 \$	624 \$	1 815 \$	2 022 \$

(1) Ce montant correspond à des provisions liées à des litiges, lesquelles sont présentées à la rubrique Résultats opérationnels de l'exploitation générale de Lifeco, dans le présent document.

* Au cours de 2012, la Compagnie a réaffecté aux unités d'exploitation pertinentes certains éléments de l'impôt et des charges sur le résultat comptabilisés initialement dans les différents secteurs d'exploitation générale, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

Incidence des marchés

Taux d'intérêt

Le contexte en matière de taux d'intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités reste difficile, et les taux sont demeurés relativement inchangés au quatrième trimestre, alors qu'ils avaient diminué au cours des neuf premiers mois de 2012, en raison du resserrement des écarts de crédit et des diminutions modérées du rendement des titres d'État. Au quatrième trimestre, la faible augmentation du rendement des titres d'État à moyenne et à longue échéance a été généralement contrebalancée par un nouveau resserrement des écarts de crédit. Aucune modification significative n'a été apportée aux marges liées aux risques de réinvestissement au quatrième trimestre. Pour l'ensemble de l'exercice, la hausse des marges liées aux risques de réinvestissement à venir a engendré une baisse du bénéfice net de 78 M\$, soit une baisse de 49 M\$ au sein de l'exploitation canadienne en réponse à la baisse du rendement à long terme, et une baisse de 29 M\$ au sein de l'exploitation européenne.

Marchés boursiers

Les marchés boursiers ont commencé 2012 en force, ont reculé au deuxième trimestre pour finalement connaître un bon second semestre. Les principaux indices boursiers ont clos l'exercice avec des hausses respectives de 4,0 %, de 13,4 % et de 5,8 % au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Si l'on compare 2012 à 2011, la moyenne des niveaux des marchés boursiers a augmenté aux États-Unis et au Royaume-Uni et a diminué au Canada.

Avec le raffermissement des marchés boursiers en 2012, les honoraires liés aux actifs de la Compagnie ont été légèrement supérieurs aux attentes, alors que le coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu sur certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie a diminué. Au quatrième trimestre, l'incidence n'a pas été significative par rapport aux attentes de la Compagnie. De façon générale, la juste valeur des actions ordinaires auxquelles sont adossés des produits assortis de passifs à durée indéterminée a évolué conformément aux attentes de la Compagnie.

Devises

L'écart de change n'a pas eu d'incidence significative sur le bénéfice net de la Compagnie en 2012.

Marchés du crédit

En 2012, la notation de la dette de la Compagnie est demeurée relativement stable, même si celle de plusieurs pays européens et de plusieurs institutions financières non européennes a continué d'être réduite et que la reprise économique mondiale a manqué d'élan.

Incidence des marchés du crédit sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (après impôt)

	Pour le trimestre clos le 31 décembre 2012			Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012		
	(Charges) recouvrements de dépréciation	Charges pour pertes sur créances futures comprises dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance	Total	(Charges) recouvrements de dépréciation	Charges pour pertes sur créances futures comprises dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance	Total
Exploitation canadienne	4 \$	(5) \$	(1) \$	3 \$	(8) \$	(5) \$
Exploitation américaine	(2)	(5)	(7)	17	(5)	12
Exploitation européenne	(7)	(22)	(29)	7	(34)	(27)
Total	(5) \$	(32) \$	(37) \$	27 \$	(47) \$	(20) \$

Au quatrième trimestre de 2012, des pertes de valeur ont eu une incidence défavorable de 5 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires. La modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions actuarielles pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 32 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires. Les réductions de notations survenues au cours du trimestre s'expliquent par la révision à la baisse des notations attribuées par les agences à certaines institutions financières et à certains avoirs liés au secteur du tourisme d'accueil au Royaume-Uni.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Compagnie a enregistré des recouvrements nets sur les actifs ayant subi une perte de valeur, recouvrements qui ont eu une incidence favorable de 27 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires. Les nouvelles pertes de valeur ont été minimales au cours de l'exercice, la reprise des provisions actuarielles pour pertes sur créances futures ayant dépassé le montant de la perte de valeur, ce qui a eu une incidence favorable de 5 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la révision des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions actuarielles pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 47 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires. Les réductions depuis le début de l'exercice s'expliquent par la révision à la baisse des notations attribuées par les agences, comme il a été présenté pour le quatrième trimestre.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Les primes et dépôts comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs.

Les souscriptions comprennent la totalité des primes uniques et des primes récurrentes annualisées sur les produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs et les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	1 037 \$	971 \$	985 \$	3 926 \$	3 673 \$
Gestion du patrimoine	2 869	2 021	2 134	9 382	8 542
Assurance collective	1 880	1 860	1 812	7 453	7 166
	5 786	4 852	4 931	20 761	19 381
Exploitation américaine					
Services financiers	1 712	1 659	1 761	6 234	5 827
Gestion d'actifs	6 683	6 630	5 455	23 784	28 164
	8 395	8 289	7 216	30 018	33 991
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	1 567	1 180	1 181	5 021	5 407
Réassurance	924	1 200	887	4 001	3 509
	2 491	2 380	2 068	9 022	8 916
Total	16 672 \$	15 521 \$	14 215 \$	59 801 \$	62 288 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Exploitation canadienne	2 678 \$	2 022 \$	2 301 \$	9 298 \$	8 944 \$
Exploitation américaine	9 533	9 071	8 890	33 512	36 834
Exploitation européenne	1 289	866	881	3 738	4 144
Total	13 500 \$	11 959 \$	12 072 \$	46 548 \$	49 922 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

PRODUITS DE PLACEMENT NETS

Produits de placement nets	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Produits de placement gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 357 \$	1 402 \$	1 348 \$	5 556 \$	5 443 \$
Recouvrement de (dotation à la provision pour) pertes sur créances sur les prêts et créances	(6)	15	2	9	13
Profits nets réalisés	29	27	32	163	151
Produits de placement réguliers	1 380	1 444	1 382	5 728	5 607
Frais de placement	(19)	(19)	(17)	(75)	(69)
Produits de placement nets réguliers	1 361	1 425	1 365	5 653	5 538
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	182	1 551	1 564	2 643	4 164
Produits de placement nets	1 543 \$	2 976 \$	2 929 \$	8 296 \$	9 702 \$

Au quatrième trimestre de 2012, les produits de placement nets, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 1 386 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation des justes valeurs au quatrième trimestre de 2012 correspond à une augmentation de 182 M\$, comparativement à une augmentation de 1 564 M\$ au quatrième trimestre de 2011, ce qui reflète une plus faible diminution des taux d'intérêt par rapport à la période précédente. Au quatrième trimestre de 2012, la juste valeur des immeubles de placement a augmenté de 13 M\$, comparativement à 16 M\$ au quatrième trimestre de 2011. La vigueur soutenue des fondamentaux immobiliers a donné lieu à des augmentations de 10 M\$ de la juste valeur du portefeuille canadien de la Compagnie, et la juste valeur des immeubles de placement compris dans son portefeuille européen est demeurée relativement stable, enregistrant une hausse de 3 M\$.

Au quatrième trimestre de 2012, les produits de placement nets réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, sont demeurés semblables à ceux enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent, avec une baisse de 4 M\$. L'incidence de la fluctuation des devises en raison du raffermissement du dollar canadien et de la baisse des rendements des titres à revenu fixe découlant du maintien des faibles taux d'intérêt a donné lieu à une diminution des produits de placement nets réguliers en 2012. Les produits de placement nets réguliers au quatrième trimestre de 2011 ont été réduits par une provision liée au règlement d'un litige portant sur le placement de la Compagnie dans une société de capital-investissement aux États-Unis.

Les produits de placement nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont diminué de 1 406 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs pour l'exercice se sont traduites par une augmentation de 2 643 M\$ en 2012, contre une augmentation de 4 164 M\$ en 2011. La réduction des taux d'intérêt a été moins marquée en 2012 qu'en 2011, ce qui a donné lieu à une hausse moins importante de la juste valeur des placements en obligations en 2012, laquelle a été quelque peu contrebalancée par la hausse de la juste valeur des actions en raison du raffermissement des marchés boursiers en 2012. La juste valeur des immeubles de placement dans le portefeuille canadien et dans le portefeuille européen a respectivement augmenté et diminué de 134 M\$ et de 30 M\$ en 2012, comparativement à des augmentations respectives de 102 M\$ et de 41 M\$ en 2011. L'augmentation nette représente un rendement de 3 % du total du portefeuille d'immeubles de placement en 2012, comparativement à 4 % en 2011.

Les produits de placement nets réguliers ont augmenté de 115 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits tirés de la croissance de l'actif et le caractère non récurrent de la provision liée à des litiges, mentionné ci-dessus, ont été contrebalancés en partie par la baisse des rendements des titres à revenu fixe. Les profits réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont chiffrés à 126 M\$ en 2012, comparativement à 124 M\$ en 2011.

Les produits de placement nets enregistrés au quatrième trimestre de 2012 ont été inférieurs de 1 433 M\$ à ceux du troisième trimestre de 2012, essentiellement en raison d'une augmentation nette de la juste valeur de 182 M\$ au quatrième trimestre de 2012, comparativement à une augmentation nette de 1 551 M\$ au trimestre précédent. La hausse de la juste valeur des placements en obligations de la Compagnie a été moins marquée au quatrième trimestre de 2012, car le rétrécissement des écarts des obligations de sociétés a été contrebalancé en partie par la hausse des taux des obligations d'État au cours de la période, par rapport au troisième trimestre de 2012, où les écarts des obligations de sociétés et les taux des obligations d'État ont diminué.

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	246 \$	235 \$	231 \$	952 \$	941 \$
Contrats SAS	37	36	35	149	147
	283	271	266	1 101	1 088
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	314	304	304	1 226	1 232
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	170	145	170	618	583
Total des honoraires et autres produits	767 \$	720 \$	740 \$	2 945 \$	2 903 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICE

Sommes versées ou créditées aux titulaires de police

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Exploitation canadienne	2 171 \$	2 733 \$	3 255 \$	9 770 \$	10 971 \$
Exploitation américaine	1 163	1 246	956	4 437	4 229
Exploitation européenne	1 788	2 628	2 129	8 244	7 843
Total	5 122 \$	6 607 \$	6 340 \$	22 451 \$	23 043 \$

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de police comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de police, les bonifications et la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant les passifs (à l'exclusion des pertes de valeur) et des variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police se sont chiffrées à 5,1 G\$, y compris un montant de 4,3 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de police et un montant de 852 M\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance. La diminution de 1,2 G\$ par rapport à la période correspondante de 2011 comprend une diminution de 1,3 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, diminution qui a été contrebalancée en partie par une hausse de 71 M\$ des paiements de prestations.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police se sont chiffrées à 22,5 G\$, y compris un montant de 17,4 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de police et un montant de 5,1 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance. La diminution de 592 M\$ par rapport à l'exercice 2011 comprend une diminution de 1,2 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'expliquent essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, diminution qui a été contrebalancée en partie par une hausse de 613 M\$ des paiements de prestations.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police ont diminué de 1,5 G\$. La baisse comprend une diminution de 1,5 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'expliquent essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, diminution qui a été contrebalancée en partie par une hausse de 23 M\$ des paiements de prestations.

AUTRES PRESTATIONS ET CHARGES

Autres prestations et charges

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Commissions	515 \$	441 \$	409 \$	1 781 \$	1 548 \$
Charges opérationnelles et frais administratifs*	642	653	640	2 572	2 448
Taxes sur les primes	75	74	76	293	264
Charges financières	71	70	73	285	289
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	24	25	28	103	100
Total	1 327 \$	1 263 \$	1 226 \$	5 034 \$	4 649 \$

* Les charges opérationnelles et les frais administratifs pour la période close le 31 décembre 2011 excluent l'incidence du litige concernant le compte de participation.

Les autres prestations et charges pour le quatrième trimestre de 2012 ont augmenté de 101 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2011, principalement en raison des commissions liées à la hausse des souscriptions et des primes dans l'exploitation canadienne et en raison des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues dans l'exploitation européenne.

Les autres prestations et charges ont augmenté de 64 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2012, ce qui s'explique par les mêmes facteurs que ceux évoqués ci-dessus pour le trimestre.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les autres prestations et charges ont augmenté de 385 M\$ par rapport à l'ensemble de l'exercice 2011. L'augmentation tient essentiellement à une hausse des commissions découlant de l'augmentation des souscriptions et des primes dans l'exploitation canadienne et des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues dans l'exploitation européenne. La hausse des charges opérationnelles de Putnam a également contribué à cette augmentation. La hausse des charges opérationnelles de Putnam découle principalement des ajustements d'un exercice à l'autre effectués à la juste valeur liés à la rémunération à base d'actions de 39 M\$.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au quatrième trimestre de 2012, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à 18 % pour le trimestre précédent et à 19 % au quatrième trimestre de 2011. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Le taux d'imposition effectif pour le quatrième trimestre de 2012 est inférieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la réduction du taux d'imposition des sociétés prévu par la loi au Canada, qui est passé de 28 % à 26,5 %. La Compagnie a inscrit des actifs d'impôt différé de 18 M\$ liés à des différences temporaires et à des pertes fiscales non utilisées qui ont été comptabilisées au quatrième trimestre de 2012. Par conséquent, le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le quatrième trimestre a été réduit de 3 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à 17 % pour l'exercice 2011. Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Compagnie a conclu une entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada (l'ARC). L'entente a réglé plusieurs questions en suspens, y compris le prix de transfert et d'autres questions de fiscalité internationale pour les exercices 2004 à 2011. La Compagnie a constitué des provisions au titre de l'impôt incertain pour ces éléments, ce qui a eu, au moment de la reprise, une incidence positive de 47 M\$ et a occasionné une réduction de 2 % du taux d'imposition effectif pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Le taux d'imposition effectif pour le quatrième trimestre était inférieur à celui du troisième trimestre de 2012, car au quatrième trimestre de 2012, une plus forte proportion du bénéfice de la Compagnie était non imposable ou assujettie à des taux d'imposition moins élevés dans des territoires étrangers. De plus, la Compagnie a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 18 M\$ liés aux différences temporaires et aux pertes fiscales non utilisées qui ont été comptabilisées au quatrième trimestre de 2012. Par conséquent, le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le quatrième trimestre a été réduit de 3 %.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	31 décembre 2012			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	58 461 \$	28 722 \$	32 828 \$	120 011 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 098	1 721	1 693	8 512
Autres actifs	3 434	3 311	13 502	20 247
Actif net des fonds distincts	54 341	23 809	26 798	104 948
Total de l'actif	121 334	57 563	74 821	253 718
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 585	131 013	–	134 598
Total de l'actif géré	124 919	188 576	74 821	388 316
Autres actifs administrés	13 184	144 164	107	157 455
Total de l'actif administré	138 103 \$	332 740 \$	74 928 \$	545 771 \$

	31 décembre 2011			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	56 374 \$	27 403 \$	30 851 \$	114 628 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 089	1 769	1 697	8 555
Autres actifs	3 453	3 050	12 500	19 003
Actif net des fonds distincts	49 622	22 359	24 601	96 582
Total de l'actif	114 538	54 581	69 649	238 768
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 318	122 072	–	125 390
Total de l'actif géré	117 856	176 653	69 649	364 158
Autres actifs administrés	11 458	126 247	102	137 807
Total de l'actif administré	129 314 \$	302 900 \$	69 751 \$	501 965 \$

Au 31 décembre 2012, le total de l'actif administré a augmenté de 43,8 G\$ par rapport au 31 décembre 2011. Les fonds distincts ont augmenté de 8,4 G\$ et l'actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels a augmenté de 9,2 G\$, essentiellement en raison du recul des taux des obligations d'État et, dans une moindre mesure, de la progression des marchés boursiers aux États-Unis. Les autres actifs administrés ont augmenté de 19,6 G\$, ce qui s'explique essentiellement par les nouvelles souscriptions de régimes et l'amélioration des marchés boursiers aux États-Unis. L'actif investi a augmenté de 5,4 G\$, essentiellement en raison de la croissance de l'actif et de l'augmentation de la juste valeur des obligations découlant du recul des taux des obligations d'État.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

Répartition de l'actif investi

	31 décembre 2012				
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total	
Obligations					
Obligations d'État et obligations connexes	16 028 \$	5 655 \$	11 235 \$	32 918 \$	27 %
Obligations de sociétés et autres obligations	19 522	14 952	15 144	49 618	41
Total partiel des obligations	35 550	20 607	26 379	82 536	68
Prêts hypothécaires	11 908	3 060	2 907	17 875	15
Actions	6 529	279	290	7 098	6
Immeubles de placement	1 315	8	2 202	3 525	3
Total partiel des titres en portefeuille	55 302	23 954	31 778	111 034	92
Trésorerie et équivalents de trésorerie	671	250	974	1 895	2
Avances consenties aux titulaires de police	2 488	4 518	76	7 082	6
Total de l'actif investi	58 461 \$	28 722 \$	32 828 \$	120 011 \$	100 %

	31 décembre 2011				
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total	
Obligations					
Obligations d'État et obligations connexes	15 821 \$	5 170 \$	10 797 \$	31 788 \$	28 %
Obligations de sociétés et autres obligations	18 410	14 275	13 600	46 285	40
Total partiel des obligations	34 231	19 445	24 397	78 073	68
Prêts hypothécaires	12 020	2 810	2 602	17 432	15
Actions	6 089	318	297	6 704	6
Immeubles de placement	1 067	8	2 126	3 201	3
Total partiel des titres en portefeuille	53 407	22 581	29 422	105 410	92
Trésorerie et équivalents de trésorerie	498	206	1 352	2 056	2
Avances consenties aux titulaires de police	2 470	4 615	77	7 162	6
Total de l'actif investi	56 375 \$	27 402 \$	30 851 \$	114 628 \$	100 %

Au 31 décembre 2012, l'actif investi totalisait 120,0 G\$, soit une augmentation de 5,4 G\$ par rapport au 31 décembre 2011, principalement en raison de la croissance de l'actif et des hausses de la juste valeur des obligations découlant de la baisse des taux des obligations d'État. La répartition de l'actif n'a pas changé de manière importante et continue de s'appuyer fortement sur les obligations et les prêts hypothécaires.

Qualité des obligations du portefeuille

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
AAA	29 302 \$	35 %	29 612 \$	38 %
AA	13 463	16	12 894	17
A	23 767	29	22 066	28
BBB	14 662	18	12 399	16
BB ou inférieure	1 342	2	1 102	1
Total	82 536 \$	100 %	78 073 \$	100 %

Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 31 décembre 2012, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 82,5 G\$, soit 68 % de l'actif investi, contre 78,1 G\$, ou 68 % de l'actif investi, au 31 décembre 2011. Les titres des gouvernements fédéral et provinciaux et d'autres administrations composaient 40 % du portefeuille d'obligations, comparativement à 41 % en 2011. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 98 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 80 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Les obligations de moins bonne qualité détenues dans le portefeuille sont le résultat de révisions à la baisse des notations qui sont survenues après leur acquisition. Au 31 décembre 2012, le montant des obligations de moins bonne qualité s'établissait à 1,3 G\$, soit 1,6 % du portefeuille d'obligations, comparativement à 1,1 G\$, ou 1,4 % du portefeuille d'obligations, au 31 décembre 2011. La hausse nette des obligations de qualité inférieure découle de l'appréciation des valeurs de marché et des réductions nettes des notations, facteurs partiellement contrebalancés par des remboursements et des cessions.

Titres de créance de gouvernements

	Valeur comptable selon la notation – Au 31 décembre 2012					Coût amorti*	
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		Total*
Canada	9 017 \$	3 423 \$	2 445 \$	– \$	– \$	14 885 \$	13 408 \$
Royaume-Uni	9 082	903	147	498	–	10 630	9 572
États-Unis	5 865	1 146	134	10	–	7 155	6 723
	23 964	5 472	2 726	508	–	32 670	29 703
Portugal	–	–	–	–	9	9	10
Irlande	–	–	–	68	–	68	66
Italie	–	–	17	–	–	17	20
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	19	–	19	22
	–	–	17	87	9	113	118
Allemagne	827	5	–	–	–	832	802
France	413	30	–	–	–	443	420
Pays-Bas	524	–	–	–	–	524	489
Autriche	107	–	–	–	–	107	107
Australie	79	–	–	–	–	79	79
Entités supranationales	960	–	–	–	–	960	866
Autres (9 pays)	410	64	–	20	–	494	474
	3 320	99	–	20	–	3 439	3 237
Total	27 284 \$	5 571 \$	2 743 \$	615 \$	9 \$	36 222 \$	33 058 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 304 M\$ et d'un coût amorti de 3 010 M\$.

Au 31 décembre 2012, la Compagnie détenait des titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 36,2 G\$, comparativement à 35,4 G\$ au 31 décembre 2011. Sont inclus dans ce portefeuille des titres de créance émis par le Portugal, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne, d'une valeur comptable globale de 113 M\$, montant inférieur à celui de 264 M\$ enregistré au 31 décembre 2011, principalement en raison des cessions. La Compagnie ne détient aucun titre de créance émis par le gouvernement de la Grèce.

Titres de créance de banques et d'autres institutions financières

	Valeur comptable selon la notation – Au 31 décembre 2012					Coût amorti*	
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		Total*
Canada	59 \$	287 \$	1 015 \$	316 \$	– \$	1 677 \$	1 573 \$
Royaume-Uni	220	406	1 772	797	547	3 742	3 562
États-Unis	–	1 530	1 943	708	10	4 191	3 816
	279	2 223	4 730	1 821	557	9 610	8 951
Portugal	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	–	–	–	64	4	68	96
Italie	–	–	60	79	–	139	153
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	69	–	46	88	–	203	219
	69	–	106	231	4	410	468
Allemagne	1	62	59	1	–	123	116
France	74	96	232	175	–	577	563
Pays-Bas	–	198	178	–	52	428	410
Australie	114	263	122	76	–	575	552
Autres (12 institutions)	17	86	287	129	13	532	502
	206	705	878	381	65	2 235	2 143
Total	554 \$	2 928 \$	5 714 \$	2 433 \$	626 \$	12 255 \$	11 562 \$

	Valeur comptable selon le rang – Au 31 décembre 2012						Coût amorti	
	Titres couverts	Créances de premier rang	Créances de second rang	Capital de deuxième catégorie de la tranche supérieure	Titres de capital	Capital conditionnel		Total
Canada	65 \$	966 \$	276 \$	81 \$	289 \$	– \$	1 677 \$	1 573 \$
Royaume-Uni	275	1 562	887	463	349	206	3 742	3 562
États-Unis	351	2 751	896	–	193	–	4 191	3 816
	691	5 279	2 059	544	831	206	9 610	8 951
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	64	–	–	–	4	–	68	96
Italie	31	29	17	–	62	–	139	153
Grèce	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	74	–	56	35	38	–	203	219
	169	29	73	35	104	–	410	468
Allemagne	63	3	57	–	–	–	123	116
France	171	130	131	38	107	–	577	563
Pays-Bas	–	333	27	28	40	–	428	410
Australie	125	301	107	–	42	–	575	552
Autres (12 institutions)	32	202	153	97	48	–	532	502
	391	969	475	163	237	–	2 235	2 143
Total	1 251 \$	6 277 \$	2 607 \$	742 \$	1 172 \$	206 \$	12 255 \$	11 562 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 077 M\$ et d'un coût amorti de 2 753 M\$.

Au 31 décembre 2012, la Compagnie détenait des titres de créance de banques et d'autres institutions financières (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 12,3 G\$, comparativement à 10,9 G\$ au 31 décembre 2011. Sont inclus dans ce portefeuille des titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Irlande, en Italie et en Espagne, d'une valeur de 410 M\$, montant supérieur à celui de 408 M\$ enregistré au 31 décembre 2011, en raison de la hausse de la juste valeur essentiellement contrebalancée par les cessions. Les titres espagnols, d'un montant de 203 M\$, comprennent des obligations libellées en livres sterling d'un montant de 184 M\$ émises par les filiales d'institutions financières espagnoles réglementées par la Financial Services Authority (la FSA) et domiciliées au Royaume-Uni. La Compagnie ne détient pas de titres émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Grèce ou au Portugal.

Au 31 décembre 2012, 95 % de la valeur comptable de 12,3 G\$ des titres de créance investis dans des banques et d'autres institutions financières se rapportait à des titres de première qualité.

Portefeuille de prêts hypothécaires

Prêts hypothécaires par type de bien	31 décembre 2012			31 décembre 2011	
	Assurés	Non assurés	Total	Total	
Résidences unifamiliales	1 044 \$	632 \$	1 676 \$	1 670 \$	9 %
Résidences multifamiliales	2 389	1 969	4 358	4 326	25
Biens commerciaux	226	11 615	11 841	11 436	66
Total	3 659 \$	14 216 \$	17 875 \$	17 432 \$	100 %

Prêts hypothécaires commerciaux

	31 décembre 2012				31 décembre 2011			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Magasins et centres commerciaux	3 239 \$	403 \$	1 247 \$	4 889 \$	3 204 \$	393 \$	1 103 \$	4 700 \$
Immeubles de bureaux	1 431	272	639	2 342	1 519	255	656	2 430
Bâtiments industriels	1 848	1 301	444	3 593	1 907	1 243	265	3 415
Autres	464	163	390	1 017	392	107	392	891
Total	6 982 \$	2 139 \$	2 720 \$	11 841 \$	7 022 \$	1 998 \$	2 416 \$	11 436 \$

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts hypothécaires commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels, et ils procèdent conformément à des normes de tarification bien établies; ces prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique.

Au 31 décembre 2012, le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 17,9 G\$, ou 15 % de l'actif investi, comparativement à 17,4 G\$, ou 15 % de l'actif investi, au 31 décembre 2011. Le total des prêts assurés s'élevait à 3,7 G\$, soit 20 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Portefeuille de participations

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
Portefeuille de participations par type				
Actions cotées en Bourse	6 398 \$	60 %	5 928 \$	60 %
Actions non cotées en Bourse (au coût)	700	7	776	8
Total partiel	7 098	67 %	6 704	68 %
Immeubles de placement	3 525	33	3 201	32
Total	10 623 \$	100 %	9 905 \$	100 %

Immeubles de placement

	31 décembre 2012				31 décembre 2011			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Immeubles de bureaux	730 \$	1 \$	484 \$	1 215 \$	660 \$	– \$	454 \$	1 114 \$
Bâtiments industriels	137	–	480	617	127	–	465	592
Commerces de détail	199	2	961	1 162	82	–	933	1 015
Autres	249	5	277	531	198	8	274	480
Total	1 315 \$	8 \$	2 202 \$	3 525 \$	1 067 \$	8 \$	2 126 \$	3 201 \$

Portefeuille de participations – Au 31 décembre 2012, le total du portefeuille de participations s'établissait à 10,6 G\$, ou 9 % de l'actif investi, contre 9,9 G\$, ou 9 % de l'actif investi, au 31 décembre 2011. Le portefeuille de participations se compose d'actions de sociétés cotées en Bourse, d'actions de sociétés non cotées en Bourse et d'immeubles de placement. En 2012, les actions cotées en Bourse ont augmenté d'environ 0,5 G\$ en raison des achats d'actions et des hausses nettes de la valeur de marché, les actions non cotées en Bourse comptabilisées au coût connaissant un repli en raison des cessions. L'augmentation liée aux immeubles de placement tient compte d'une augmentation de la valeur de marché de 104 M\$ en 2012 et des acquisitions nettes.

Placements ayant subi une perte de valeur – Les placements ayant subi une perte de valeur comprennent les obligations en souffrance, les obligations à coupons reportés non cumulatifs, les prêts hypothécaires en souffrance ou en voie d'être saisis, les immeubles de placement saisis et d'autres actifs pour lesquels la direction n'a plus l'assurance raisonnable que la totalité des flux de trésorerie contractuels sera reçue.

Placements ayant subi une perte de valeur

	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Montant brut	Montants ayant subi une dépréciation	Valeur comptable	Montant brut	Montants ayant subi une dépréciation	Valeur comptable
Placements ayant subi une perte de valeur par catégorie⁽¹⁾						
Juste valeur par le biais du résultat net	411 \$	(46) \$	365 \$	462 \$	(172) \$	290 \$
Disponibles à la vente	33	(6)	27	80	(29)	51
Prêts et créances	62	(21)	41	71	(36)	35
Total	506 \$	(73) \$	433 \$	613 \$	(237) \$	376 \$

(1) Comprennent les pertes de valeur liées à des fonds détenus par des assureurs cédants.

Le montant brut des placements ayant subi une perte de valeur totalisait 506 M\$, ou 0,4 % du portefeuille de placements (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants), au 31 décembre 2012, comparativement à 613 M\$, ou 0,5 %, au 31 décembre 2011, soit une diminution nette de 107 M\$. La diminution des placements ayant subi une perte de valeur découle principalement des cessions et des remboursements de 208 M\$, qui ont été contrebalancés en partie par des pertes de valeur de 114 M\$ au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2012, le montant ayant subi une dépréciation s'établissait à 73 M\$, comparativement à 237 M\$ au 31 décembre 2011, soit une diminution de 164 M\$. La diminution tient essentiellement aux cessions de placements ayant précédemment subi une perte de valeur et aux augmentations de la juste valeur des placements ayant déjà subi une perte de valeur.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 31 décembre 2012, le total de la provision pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 559 M\$, comparativement à 2 500 M\$ au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 59 M\$ qui reflète essentiellement les fluctuations des notations de crédit et les résultats des activités normales.

Les provisions pour perte de valeur de 73 M\$ (237 M\$ au 31 décembre 2011) et les provisions de 2 559 M\$ (2 500 M\$ au 31 décembre 2011) pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance représentaient ensemble 2,4 % des obligations et des actifs hypothécaires au 31 décembre 2012 (2,6 % au 31 décembre 2011).

Instruments financiers dérivés

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés en 2012. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 1 724 M\$.

Au cours du troisième trimestre, la Compagnie a acheté des options de vente de titres de capitaux propres d'un montant nominal de 849 M\$ au 31 décembre 2012 à titre de macrocouverture de crédit pour le bilan.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a augmenté pour s'établir à 997 M\$ au 31 décembre 2012, comparativement à 968 M\$ au 31 décembre 2011.

Goodwill et immobilisations incorporelles

Goodwill et immobilisations incorporelles

	31 décembre	
	2012	2011
Goodwill	5 397 \$	5 401 \$
Immobilisations incorporelles à durée indéterminée	2 442	2 482
Immobilisations incorporelles à durée déterminée	673	672
Total	8 512 \$	8 555 \$

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ont diminué de 43 M\$ par rapport au 31 décembre 2011, en raison des fluctuations des devises et de l'amortissement d'immobilisations corporelles à durée déterminée, qui ont été contrebalancés en partie par les acquisitions de logiciels.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles de la Compagnie ont principalement trait à l'acquisition de la London Life, de la Canada-Vie et de Putnam. Conformément aux IFRS, la Compagnie doit évaluer à la fin de chaque période de présentation s'il existe une indication qu'un actif peut être déprécié et soumettre le goodwill et les immobilisations incorporelles à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Aucune charge de dépréciation n'a été comptabilisée en 2012 à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles.

Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie pour obtenir plus de détails sur son goodwill et ses immobilisations incorporelles. Se reporter également à la rubrique Sommaire des estimations comptables critiques du présent document pour obtenir plus de détails sur le test de dépréciation de ces actifs.

Autres actifs du fonds général

Autres actifs du fonds général

	31 décembre	
	2012	2011
Fonds détenus par des assureurs cédants	10 537 \$	9 923 \$
Autres actifs	4 893	4 283
Actif de réassurance	2 064	2 061
Actif d'impôt différé	1 088	1 140
Instruments financiers dérivés	997	968
Immeubles occupés par leur propriétaire	514	491
Immobilisations	154	137
Total	20 247 \$	19 003 \$

Les autres actifs du fonds général en date du 31 décembre 2012 totalisaient 20,2 G\$, soit 1,2 G\$ de plus qu'au 31 décembre 2011. L'augmentation tient essentiellement à une hausse de 614 M\$ des fonds détenus par des assureurs cédants et à une hausse de 610 M\$ des autres actifs.

La hausse des fonds détenus par des assureurs cédants découle principalement des augmentations de la juste valeur des actifs sous-jacents et des fluctuations des devises.

Les autres actifs comprennent plusieurs éléments, dont les primes en voie de recouvrement, les sommes payées d'avance et les débiteurs. Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie pour obtenir le détail des autres actifs.

Placements au titre des polices de fonds distincts

Fonds distincts

	31 décembre		
	2012	2011	2010
Actions	69 254 \$	63 885 \$	64 468 \$
Obligations	24 070	21 594	19 270
Prêts hypothécaires	2 303	2 303	2 058
Immeubles de placement	6 149	5 457	5 598
Trésorerie et autres	3 172	3 343	3 433
Total	104 948 \$	96 582 \$	94 827 \$
Variation d'un exercice à l'autre	9 %	2 %	

Les placements au titre des polices de fonds distincts, qui sont évalués à la valeur de marché, ont augmenté de 8,4 G\$ pour s'établir à 104,9 G\$ au 31 décembre 2012. Cette variation découle de dépôts nets de 2,0 G\$, de profits sur la valeur de marché de 5,2 G\$ et de produits de placement nets réinvestis de 1,2 G\$.

Fonds communs de placement exclusifs

Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels

	31 décembre	
	2012	2011
Fonds communs de placement		
Combinaison d'actions	16 827 \$	15 072 \$
Actions de croissance	9 380	9 765
Actions – valeur	13 518	13 067
Revenu fixe	25 658	25 795
Marché monétaire	129	146
Fonds de Great-West Financial*	3 967	3 087
Total partiel	69 479	66 932
Comptes institutionnels		
Actions	36 831	29 828
Revenu fixe	28 288	28 630
Total partiel	65 119	58 458
Total des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	134 598 \$	125 390 \$

* Compte non tenu d'actifs de 569 M\$ pour lesquels Putnam est sous-conseiller.

Au 31 décembre 2012, le total des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels comprenait des fonds de Putnam et de Great-West Financial, pour un montant de 131,0 G\$, et des fonds Quadrus, pour un montant de 3,6 G\$. L'actif géré des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels a augmenté de 9,2 G\$, principalement en raison d'une hausse de 14 G\$ des marchés boursiers, contrebalancée par l'incidence des fluctuations défavorables des devises de 3,7 G\$ et de sorties nettes de 500 M\$.

PASSIF

Total du passif

	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	120 658 \$	115 512 \$
Autres passifs du fonds général	10 526	10 570
Placements et contrats d'assurance au titre des polices de fonds distincts	104 948	96 582
Total	236 132 \$	222 664 \$

Le total du passif a augmenté de 13,5 G\$, passant ainsi à 236,1 G\$ au 31 décembre 2012, en raison de la hausse des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement et des placements et contrats d'assurance au titre des polices de fonds distincts de 5,1 G\$ et de 8,4 G\$, respectivement.

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement représentent les montants qui, augmentés des primes estimatives et du revenu de placement futurs, suffiront à payer les charges estimatives futures au titre des prestations, des participations et des frais afférents aux polices en vigueur. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont déterminés selon des pratiques actuarielles généralement reconnues, conformément aux normes établies par l'Institut canadien des actuaires. Se reporter également à la rubrique Sommaire des estimations comptables critiques du présent document pour plus de détails.

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté d'environ 5,1 G\$, principalement en raison de l'incidence des nouvelles affaires et du recul des taux d'intérêt. La variation des taux d'intérêt a eu la même influence sur les actifs investis couvrant ces passifs.

Actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	Compte de participation	Sans participation			Total
		Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	
31 décembre 2012					
Obligations	17 999 \$	17 519 \$	14 280 \$	22 420 \$	72 218 \$
Prêts hypothécaires	7 131	4 428	2 464	2 827	16 850
Actions	4 383	1 565	–	127	6 075
Immeubles de placement	951	3	–	2 173	3 127
Autres actifs	7 570	3 768	612	10 438	22 388
Total de l'actif	38 034 \$	27 283 \$	17 356 \$	37 985 \$	120 658 \$
Total des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	38 034 \$	27 283 \$	17 356 \$	37 985 \$	120 658 \$
31 décembre 2011					
Obligations	16 776 \$	16 674 \$	13 523 \$	20 449 \$	67 422 \$
Prêts hypothécaires	6 894	4 738	2 369	2 506	16 507
Actions	4 040	1 329	–	119	5 488
Immeubles de placement	529	20	–	2 092	2 641
Autres actifs	8 100	4 338	765	10 251	23 454
Total de l'actif	36 339 \$	27 099 \$	16 657 \$	35 417 \$	115 512 \$
Total des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	36 339 \$	27 099 \$	16 657 \$	35 417 \$	115 512 \$

Les autres actifs comprennent : les primes en voie de recouvrement, les intérêts à payer et les intérêts courus, les autres sommes à recevoir sur les placements, l'impôt exigible, les charges payées d'avance, les débiteurs et les coûts d'acquisition différés.

Les flux de trésorerie de l'actif et du passif sont appariés avec soin, dans des limites raisonnables, afin de réduire les répercussions financières des fluctuations des taux d'intérêt. Cette pratique est en vigueur depuis plusieurs années et aide à protéger la situation financière de la Compagnie des variations des taux d'intérêt.

Autres passifs du fonds général

Autres passifs du fonds général

	31 décembre	
	2012	2011
Débitures et autres instruments d'emprunt	4 283 \$	4 313 \$
Autres passifs	4 579	4 287
Passif d'impôt différé	868	929
Titres de fiducies de capital	119	533
Instruments financiers dérivés	342	316
Fonds détenus en vertu de contrats de réassurance	335	169
Conventions de rachat	–	23
Total	10 526 \$	10 570 \$

Les autres passifs du fonds général en date du 31 décembre 2012 comprennent une diminution de 414 M\$ des titres de fiducie de capital, contrebalancée en partie par une hausse de 292 M\$ des autres passifs.

La diminution des titres de fiducies de capital se compose du rachat de titres de la Fiducie de capital Canada-Vie de série A (les CLiCS de série A) et de titres de la Fiducie de capital Great-West (les GREATs) de série A au cours de l'exercice, pour un montant de 650 M\$ (ce qui comprend un montant de 238 M\$ précédemment détenu par la Compagnie à titre de placement à long terme), et de l'augmentation de 2 M\$ de la juste valeur au cours de l'exercice.

Les autres passifs comprennent l'impôt exigible, les crédateurs, les prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, les provisions au titre des produits différés, les découverts bancaires et d'autres soldes de passifs. Se reporter à la note 17 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie pour la ventilation des soldes et à la note 16 pour le détail des débetures et autres instruments de créance.

Garanties liées aux placements à l'égard des produits de gestion du patrimoine

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

La Compagnie utilise des traités de réassurance internes pour regrouper les activités et ainsi atténuer le risque. Le regroupement permet à la Compagnie de profiter de la diversification des risques liés aux fonds distincts au sein d'une seule entité juridique, d'un processus de couverture plus efficient et rentable et d'une meilleure gestion du risque de liquidité associé à la couverture. Puisqu'il permet à la Compagnie de refléter les opérations de sens inverse sur une base consolidée, le regroupement de plusieurs profils de risques a également pour effet de réduire le montant de capital requis et les provisions techniques de la Compagnie.

Au Canada, la Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers par l'entremise de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ces produits procurent des prestations minimales garanties au décès ainsi que des prestations minimales garanties de capitalisation ou à l'échéance. En 2009, la Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont lancé de nouveaux fonds distincts offerts aux particuliers, offrant trois niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance, des avenants de rétablissement de garantie et des garanties de retrait minimum à vie.

En Europe, la Compagnie offre des produits unitaires à profit qui sont semblables aux produits de fonds distincts, mais offrent le regroupement des fonds des titulaires de police et des taux d'intérêt crédités minimaux. Un produit assorti d'une garantie de retrait minimum a été lancé au premier trimestre de 2009 en Allemagne, et en Irlande au quatrième trimestre de 2011.

Aux États-Unis, la Compagnie offre des rentes variables assorties de prestations minimales garanties au décès par l'intermédiaire de Great-West Financial et de Great-West Life & Annuity Insurance Company of New York. La plupart prennent la forme de primes au décès, et la garantie vient à échéance lorsque le titulaire de police atteint 70 ans. Au cours du deuxième trimestre de 2010, un produit assorti d'une garantie de retrait minimum offert par l'intermédiaire de Great-West Financial a été lancé aux États-Unis.

Les garanties liées aux activités de fonds distincts offerts aux particuliers au Canada de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie ont été réassurées par le Groupe de réassurance London Inc. (le GRL), exclusion faite des nouveaux produits lancés en 2009, qui ont été réassurés par la London Life. Outre les garanties de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie que le GRL a réassurées, ce dernier détient également un portefeuille de produits de prestations minimales garanties au décès, de prestations minimales garanties de capitalisation ou à l'échéance et de prestations minimales garanties de revenu d'autres compagnies d'assurance-vie et de réassurance américaines et canadiennes qu'il a réassurées.

En ce qui a trait aux polices liées à ces garanties, la Compagnie calcule généralement les provisions mathématiques selon un niveau d'ECU (75) (l'espérance conditionnelle unilatérale 75). L'ECU (75) permet de déterminer le montant des provisions mathématiques comme étant le montant requis en excédent des fonds des titulaires de police selon la moyenne de la tranche de 25 % des scénarios les plus défavorables parmi les pires envisagés, générés selon des processus de création de scénarios qui cadrent avec les normes de pratiques de l'Institut canadien des actuaires. De façon générale, si ce montant est inférieur à zéro, aucune provision mathématique n'est constituée à l'égard des garanties.

Aux fins du calcul du capital requis pour ces garanties, le total brut du capital requis (le TBCR) est calculé et le capital requis correspond au TBCR moins les provisions mathématiques détenues. Le TBCR était de 30 M\$ au 31 décembre 2012 (43 M\$ au 31 décembre 2011). Les règles du Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) en matière de TBCR exigent une ECU (98) pour les flux de trésorerie à moins de un an, une ECU (95) pour les flux de trésorerie de un an à cinq ans et une ECU se situant entre (90) et (95) pour les flux de trésorerie au-delà de cinq ans. Le TBCR est déterminé séparément pour les affaires souscrites à compte du 1^{er} janvier 2011, puisque ces affaires sont assujetties à des normes plus strictes et ne peuvent être contrebalancées par des affaires souscrites avant 2011. Toutes les affaires de l'exploitation canadienne sont évaluées au moyen des modèles internes approuvés par le BSIF ou au moyen des facteurs approuvés par le BSIF.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum offerts par la Compagnie au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne offrent aux titulaires de police un revenu annuel minimal garanti à vie. Ce revenu minimal peut augmenter en fonction de la croissance de la valeur de marché des fonds des titulaires de police. Lorsque la valeur de marché des fonds des titulaires de police ne suffit finalement pas à répondre aux exigences des garanties souscrites par le titulaire de police, la Compagnie est tenue de suppléer à l'insuffisance.

Ces produits sont liés à des flux de trésorerie dont l'ampleur et l'échéancier sont incertains et dépendent du rendement des titres de participation et du marché des titres à revenu fixe, des taux d'intérêt, des marchés des devises, de la volatilité sur le marché, du comportement des titulaires de police ainsi que de la longévité de ceux-ci.

La Compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum. Ce programme se fonde sur une méthode permettant de quantifier la valeur de l'option intégrée et sa sensibilité aux fluctuations des marchés boursiers, des marchés des devises et des taux d'intérêt. Des instruments dérivés sur indices, sur devises et sur taux sont utilisés en vue d'atténuer les variations de la valeur de l'option intégrée découlant de la fluctuation des marchés boursiers, des marchés des devises et des marchés des taux d'intérêt, respectivement. Le programme de couverture, de par sa nature, exige un suivi et un rééquilibrage constants en vue d'éviter les positions de couverture excédentaires ou insuffisantes. Les périodes de volatilité accrue sur le marché accroissent la fréquence de rééquilibrage de la couverture.

De par leur nature, les produits assortis d'une garantie de retrait minimum comportent certains risques qui ne peuvent être couverts, ou ne peuvent être couverts de façon rentable. Ces risques comprennent le comportement des titulaires de police, la longévité de ces derniers, le risque de corrélation et la volatilité du marché. Par conséquent, le programme de couverture n'atténuera pas tous les risques que court la Compagnie à l'égard des produits assortis d'une garantie de retrait minimum, et pourrait exposer la Compagnie à des risques additionnels, y compris le risque opérationnel lié au recours à des modèles complexes et le risque de crédit lié à la contrepartie attribuable à l'utilisation d'instruments dérivés.

D'autres processus de gestion des risques sont en place et visent à restreindre de façon appropriée l'exposition de la Compagnie aux risques qu'elle ne couvre pas, ou qui sont autrement inhérents à son programme de couverture des produits assortis d'une garantie de retrait minimum. En particulier, le produit assorti d'une garantie de retrait minimum a été conçu précisément en vue de restreindre l'antisélection des titulaires de police, et la gamme de fonds de placement offerts aux titulaires de police a été établie en vue de réduire au minimum le risque de corrélation sous-jacent.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 31 décembre 2012, les produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne représentaient 2 110 M\$ (1 256 M\$ au 31 décembre 2011).

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

	Valeur de marché	31 décembre 2012			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	24 192 \$	– \$	29 \$	181 \$	181 \$
Exploitation américaine	7 272	–	–	59	59
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	2 709	–	39	40	40
Réassurance**	956	552	1	31	584
	3 665	552	40	71	624
Total	35 129 \$	552 \$	69 \$	311 \$	864 \$

* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne au 31 décembre 2012 pour chaque police.

** L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 31 décembre 2012. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à environ 8 M\$ pour le trimestre et à 40 M\$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'exploitation européenne.

STRUCTURE DU CAPITAL DE LIFECO

DÉBENTURES ET AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT

Les débentures et autres instruments d'emprunt ont diminué de 30 M\$ par rapport à 2011, ce qui s'explique par l'amortissement des charges financières au cours de l'exercice. Se reporter à la note 16 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie pour obtenir plus de détails sur ses débentures et autres instruments d'emprunt.

Au 31 décembre 2012, une filiale de Putnam avait une facilité de crédit renouvelable auprès d'un syndicat de banques pour un montant de 500 M\$ US. Au 31 décembre 2012, elle avait prélevé un montant de 200 M\$ US (200 M\$ US au 31 décembre 2011) sur cette facilité de crédit, qui arrivera à échéance le 17 juin 2013.

Le 18 octobre 2012, la Compagnie a renouvelé, pour une durée de trois ans, une facilité d'emprunt à terme non renouvelable d'un montant de 304 M\$ US de Putnam, garantie par Lifeco.

TITRES DE FIDUCIES DE CAPITAL

Titres de la Fiducie de capital Great-West (GREATs) – Au cours de l'exercice, la Fiducie de capital Great-West (la FCGW) a racheté à la valeur nominale la totalité du capital de 350 M\$ des GREATs en circulation. La Compagnie détenait auparavant une tranche de 116 M\$ de ces GREATs à titre de placements à long terme.

Titres de la Fiducie de capital Canada-Vie (CLiCS) – Au cours de l'exercice, la Fiducie de capital Canada-Vie (la FCCV) a racheté la totalité du capital de 300 M\$ de ses CLiCS de série A en circulation. Avant le rachat, la Compagnie détenait une tranche de 122 M\$ de ces CLiCS de série A à titre de placements à long terme. Au 31 décembre 2012, les titres de la Fiducie de capital Canada-Vie de série B (les CLiCS de série B) en circulation représentaient un montant en capital de 150 M\$, montant duquel la Compagnie détient une tranche de 45 M\$ à titre de placement (44 M\$ au 31 décembre 2011).

Chaque CLiCS de série B confère à son porteur le droit de recevoir une distribution semestrielle fixe et non cumulative de 37,645 \$ en espèces par CLiCS de série B, ce qui représente un rendement annuel de 7,529 %, payable à même les fonds distribuables de la FCCV. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, la FCCV peut racheter les CLiCS, en tout ou en partie, en tout temps, et ceux-ci sont remboursables par anticipation à la valeur nominale le 30 juin 2032.

CAPITAUX PROPRES

Pour déterminer la composition appropriée du capital nécessaire au soutien des activités de la Compagnie et de ses filiales, la direction utilise des instruments de créance, de capitaux propres ainsi que d'autres instruments hybrides en tenant compte des besoins à court et à long terme de la Compagnie.

Au 31 décembre 2012, le capital social en circulation se chiffrait à 8 392 M\$, dont 5 848 M\$ d'actions ordinaires, 2 064 M\$ d'actions privilégiées à taux fixe de premier rang et 480 M\$ d'actions privilégiées à taux rajusté de premier rang.

Actions ordinaires

Au 31 décembre 2012, 950 596 440 actions ordinaires de la Compagnie d'une valeur attribuée de 5 848 M\$ étaient en circulation, comparativement à 949 764 141 actions ordinaires d'une valeur attribuée de 5 828 M\$ au 31 décembre 2011.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de la Compagnie dans le cours normal de ses activités. En vertu de son régime d'options sur actions, la Compagnie a émis 832 299 actions pour un produit total de 20 M\$, ou une moyenne de 19,33 \$ par action.

Actions privilégiées

Au 31 décembre 2012, la Compagnie avait en circulation neuf séries d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe et deux séries d'actions privilégiées perpétuelles à taux rajusté dont la valeur attribuée globale s'établissait à 2 064 M\$ et à 480 M\$, respectivement. Les modalités des actions privilégiées sont présentées dans les tableaux suivants :

	Great-West Lifeco Inc.					
	Série F	Série G	Série H	Série I	Série J ⁽¹⁾	Série L
Type	Perpétuelle à taux fixe	Perpétuelle à taux fixe	Perpétuelle à taux fixe	Perpétuelle à taux fixe	Taux rajusté tous les cinq ans	Perpétuelle à taux fixe
Dividende cumulatif ou non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif
Date de l'émission	10 juillet 2003	14 septembre 2004	12 août 2005	12 avril 2006	27 novembre 2008	2 octobre 2009
Actions en circulation	7 740 032	12 000 000	12 000 000	12 000 000	9 200 000	6 800 000
Actions en cours (valeur nominale)	193 500 800 \$	300 000 000 \$	300 000 000 \$	300 000 000 \$	230 000 000 \$	170 000 000 \$
Rendement	5,90 %	5,20 %	4,85 %	4,50 %	6,00 %	5,65 %
Première date de rachat par l'émetteur	30 septembre 2008	31 décembre 2009	30 septembre 2010	30 juin 2011	31 décembre 2013	31 décembre 2014

	Great-West Lifeco Inc.				
	Série M	Série N ⁽²⁾	Série P	Série Q	Série R
Type	Perpétuelle à taux fixe	Taux rajusté tous les cinq ans	Perpétuelle à taux fixe	Perpétuelle à taux fixe	Perpétuelle à taux fixe
Dividende cumulatif ou non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif
Date de l'émission	4 mars 2010	23 novembre 2010	22 février 2012	6 juillet 2012	11 octobre 2012
Actions en circulation	6 000 000	10 000 000	10 000 000	8 000 000	8 000 000
Actions en cours (valeur nominale)	150 000 000 \$	250 000 000 \$	250 000 000 \$	200 000 000 \$	200 000 000 \$
Rendement	5,80 %	3,65 %	5,40 %	5,15 %	4,80 %
Première date de rachat par l'émetteur	31 mars 2015	31 décembre 2015	31 mars 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2017

- (1) Le 31 décembre 2013 et le 31 décembre tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende des actions privilégiées de premier rang, série J, de Lifeco sera ajusté pour correspondre au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans alors en vigueur, plus 3,07 %. Lifeco aura le droit de racheter ses actions privilégiées de premier rang, série J, en totalité ou en partie le 31 décembre 2013 et le 31 décembre tous les cinq ans par la suite, contre un montant en espèces de 25,00 \$ par action, plus les dividendes déclarés et impayés. Sous réserve du droit de rachat de Lifeco et de certaines autres restrictions à la conversion décrites dans les statuts de Lifeco, chaque action privilégiée de premier rang, série J, de Lifeco peut être convertie, au gré du détenteur, le 31 décembre 2013 et le 31 décembre tous les cinq ans par la suite en une action privilégiée de premier rang, série K, de Lifeco, assortie d'un dividende en espèces privilégié non cumulatif variable, dont le montant et la date de paiement seront déterminés par le conseil d'administration.
- (2) Le 31 décembre 2015 et le 31 décembre tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende des actions privilégiées de premier rang, série N, de Lifeco sera ajusté pour correspondre au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans alors en vigueur, plus 1,30 %. Lifeco aura le droit de racheter ses actions privilégiées de premier rang, série N, en totalité ou en partie le 31 décembre 2015 et le 31 décembre tous les cinq ans par la suite, contre un montant en espèces de 25,00 \$ par action, plus les dividendes déclarés et impayés. Sous réserve du droit de rachat de Lifeco et de certaines autres restrictions à la conversion décrites dans les statuts de Lifeco, chaque action privilégiée de premier rang, série N, de Lifeco peut être convertie, au gré du détenteur, le 31 décembre 2015 et le 31 décembre tous les cinq ans par la suite en une action privilégiée de premier rang, série O, de Lifeco, assortie d'un dividende en espèces privilégié non cumulatif variable, dont le montant et la date de paiement seront déterminés par le conseil d'administration.

Les modalités des actions de séries F, G, H, I, J, L, M, N, P, Q et R ne permettent pas au porteur de les convertir en actions ordinaires de la Compagnie ou autrement d'obliger leur rachat par la Compagnie. Ce type d'actions privilégiées est communément appelé « actions privilégiées perpétuelles » et constitue une forme de financement qui n'est pas assorti d'une échéance fixe.

Activités en 2012

Pour 2012, les pertes de change latentes découlant de la conversion de l'investissement net dans les établissements à l'étranger ont totalisé 78 M\$ et sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments de la perte globale, dans les capitaux propres.

Le 22 février 2012, la Compagnie a émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 5,40 %, série P, pour un produit brut de 250 M\$ dans le cadre d'un placement qui a pris fin le 22 février 2012.

Le 6 juillet 2012, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 5,15 %, série Q, pour un produit brut de 200 M\$ dans le cadre d'un placement qui a pris fin le 6 juillet 2012.

Le 11 octobre 2012, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 4,80 %, série R, pour un produit de 200 M\$ dans le cadre d'un placement qui a pris fin le 11 octobre 2012.

Le 6 décembre 2012, la Compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 6 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, offre qui débute le 9 décembre 2012 et se termine le 8 décembre 2013.

CAPITAUX PROPRES BLOQUÉS – INFORMATION POUR LES AGENCES DE NOTATION

La Compagnie considère les actions privilégiées de séries F, G, H, I, L, M, P, Q et R comme faisant partie de ses capitaux propres de base ou bloqués. Les actions de séries F, G, H, I, L et M sont assorties d'un engagement relatif au remplacement de capital et la Compagnie prévoit seulement racheter ces actions avec le produit provenant de nouveaux instruments de capital qui représentent un avantage équivalent ou supérieur à celui des actions actuellement en circulation. Les actions privilégiées de séries P, Q et R ne sont pas assorties d'un engagement relatif au remplacement de capital.

La Compagnie considère les deux séries de débetures subordonnées totalisant 1 500 M\$ émises par deux filiales, Great-West Lifeco Finance (Delaware) LP et LP II, comme faisant partie de ses capitaux propres de base ou bloqués. Par conséquent, la Compagnie prévoit seulement racheter les débetures subordonnées avant l'échéance pour des nouveaux instruments de capital composés de titres similaires ou de rang inférieur. Les débetures subordonnées de 1 000 M\$ exigibles le 21 juin 2067 portent intérêt à un taux de 5,691 % jusqu'en 2017 et, par la suite, à un taux équivalant au taux des acceptations bancaires canadiennes de 90 jours majoré de 1,49 %, non garanties. Les débetures subordonnées de 500 M\$ exigibles le 26 juin 2068 portent intérêt à un taux de 7,127 % jusqu'en 2018 et, par la suite, à un taux équivalant au taux des acceptations bancaires canadiennes de 90 jours majoré de 3,78 %, non garanties.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable au compte de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales. Se reporter à la note 19 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie pour obtenir plus de détails

Participations ne donnant pas le contrôle

	31 décembre	
	2012	2011
Surplus attribuable au compte de participation de filiales :		
Great-West	559 \$	510 \$
London Life	1 866	1 651
Canada-Vie	69	55
Great-West Financial	11	11
	2 505 \$	2 227 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	5 \$	3 \$

LIQUIDITÉS, GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Au 31 décembre 2012, Lifeco détenait de la trésorerie et des placements à court terme auprès de gouvernements d'un montant de 5,0 G\$ (5,5 G\$ au 31 décembre 2011) et des obligations d'État d'un montant de 25,8 G\$ (25,1 G\$ au 31 décembre 2011). La Compagnie détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie directement par l'intermédiaire de la société de portefeuille de Lifeco et des filiales consolidées de Lifeco. Au 31 décembre 2012, la Compagnie détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie d'environ 0,5 G\$ par l'intermédiaire de la société de portefeuille Lifeco, ce qui comprend un emprunt intersociétés remboursé le 15 janvier 2013. De plus, la Compagnie dispose d'importantes marges de crédit auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités. La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie.

Liquidités et autres titres négociables

	31 décembre	
	2012	2011
Liquidités		
Trésorerie, bons du Trésor et certificats de dépôt	4 992 \$	5 468 \$
Obligations d'État	25 792	25 051
Total des liquidités	30 784	30 519
Autres titres négociables		
Obligations de sociétés	32 548	32 738
Actions ordinaires ou privilégiées (public)	6 395	5 921
Prêts hypothécaires résidentiels (assurés)	3 433	3 667
Total	73 160 \$	72 845 \$

Caractéristiques du passif relatif aux contrats encaissables

	31 décembre	
	2012	2011
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement rachetables		
Valeur de marché	14 483 \$	14 101 \$
Valeur comptable	35 721	33 867
Total	50 204 \$	47 968 \$

Les actifs liquides et les autres titres négociables sont en majeure partie constitués de titres à revenu fixe dont la valeur est inversement liée aux taux d'intérêt. Par conséquent, une hausse importante des taux d'intérêt en vigueur se traduirait par une baisse de la valeur de ces actifs liquides. De plus, un contexte de taux d'intérêt élevés pourrait inciter les titulaires de certains types de polices à les résilier, ce qui exercerait des pressions sur les liquidités de la Compagnie.

La valeur comptable des actifs liquides et des autres titres négociables de la Compagnie est d'environ 73,2 G\$, ou 1,5 fois le total prévu des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement rachetables. La Compagnie estime qu'elle détient un montant suffisant d'actifs liquides pour répondre aux exigences imprévues en flux de trésorerie avant leur échéance.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 31 décembre		Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Opérations	1 347 \$	1 268 \$	4 722 \$	4 844 \$
Financement	(345)	(291)	(1 037)	(1 245)
Investissement	(1 001)	(827)	(3 838)	(3 407)
	1	150	(153)	192
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	23	(48)	(8)	24
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	24	102	(161)	216
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 871	1 954	2 056	1 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 895 \$	2 056 \$	1 895 \$	2 056 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits de placement nets et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de police et des sinistres, ainsi que des charges opérationnelles et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au quatrième trimestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 24 M\$ par rapport au 30 septembre 2012. Au cours du quatrième trimestre de 2012, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 1 347 M\$, en hausse de 79 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2011. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2012, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 001 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels, des flux de trésorerie de 324 M\$ au paiement de dividendes à l'intention des détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires, et des flux de trésorerie de 21 M\$ à d'autres activités de financement. Les autres activités de financement comprennent principalement la trésorerie affectée au rachat de titres de fiducies de capital pour un montant de 231 M\$, montant contrebalancé en partie par la trésorerie de 200 M\$ reçue de l'émission d'action privilégiées.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 161 M\$ par rapport au 31 décembre 2011. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 4 722 M\$, une baisse de 122 M\$ par rapport à 2011. En 2012, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 3 838 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels, des flux de trésorerie de 1 283 M\$ au paiement de dividendes à l'intention des détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires, et un montant de 246 M\$ a été reçu d'autres activités de financement. Les autres activités de financement comprennent principalement la trésorerie reçue de l'émission d'actions privilégiées, soit 650 M\$, montant contrebalancé en partie par la trésorerie affectée au rachat de titres de fiducies de capital, pour un montant de 409 M\$.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Engagements et obligations contractuels

Au 31 décembre 2012

	Paiements exigibles par période						Plus de 5 ans
	Total	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1) Débentures et autres instruments d'emprunt	4 312 \$	296 \$	1 \$	301 \$	– \$	– \$	3 714 \$
2) Contrats de location simple							
– bureaux	430	91	82	70	60	48	79
– matériel	15	8	5	2	–	–	–
3) Obligations d'achat	83	58	13	10	2	–	–
4) Ententes liées aux créances							
a) Engagements contractuels	516	470	46	–	–	–	–
b) Lettres de crédit	Se reporter à la note 4b) ci-dessous.						
5) Cotisations au titre des régimes de retraite	133	133	–	–	–	–	–
Total des obligations contractuelles	5 489 \$	1 056 \$	147 \$	383 \$	62 \$	48 \$	3 793 \$

- 1) Se reporter à la note 7 des états financiers consolidés annuels de Lifeco.
- 2) Les contrats de location simple comprennent des locaux à bureaux et certains éléments du matériel utilisés dans le cours normal des activités. Les paiements de location sont imputés aux résultats sur la période d'utilisation.
- 3) Les obligations d'achat sont des engagements d'achat de biens et de services, essentiellement liés aux services d'information.
- 4) a) Les engagements contractuels sont essentiellement des engagements à l'égard des opérations d'investissement effectuées dans le cours normal des activités conformément aux politiques et aux lignes directrices; ces engagements doivent être payés lorsque certaines conditions contractuelles sont remplies.
- b) Les lettres de crédit sont des engagements écrits fournis par une banque. Les lettres de crédit totalisent 3,0 G\$ US, montant duquel une tranche de 2,7 G\$ US a été émise.

L'unité Réassurance utilise parfois des lettres de crédit qui sont principalement données en garantie aux termes de certains contrats de réassurance pour les provisions mathématiques figurant au bilan. La Compagnie, par l'intermédiaire de certaines de ses filiales, émet des lettres de crédit comme suit :

À des parties externes

En vertu des lois américaines sur les assurances, les clients résidant aux États-Unis sont tenus d'obtenir des lettres de crédit émises au nom de la Compagnie par des banques autorisées en vue de couvrir davantage les obligations de la Compagnie à l'égard de certains contrats de réassurance. Le 7 novembre 2012, la Great-West a conclu une entente de prise en charge et de novation avec le GRL visant à résilier une facilité bancaire de lettres de crédit consortiales prévoyant un crédit maximal de 650 M\$ US. Par la suite, la Great-West a conclu une entente de lettre de crédit et de remboursement modifiée et mise à jour avec le consortium bancaire afin d'obtenir une facilité sous forme de lettres de crédit prévoyant un crédit maximal de 650 M\$ US. La Great-West et certaines filiales de la Compagnie ont par la suite conclu des ententes de remboursement en vertu desquelles certaines filiales peuvent utiliser la facilité de lettres de crédit de la Great-West. Au 31 décembre 2012, ces filiales avaient utilisé une tranche de 525 M\$ US des lettres de crédit émises à la Great-West en vertu de la facilité, dont une tranche de 364 M\$ US avait été émise par les filiales du GRL à la Canada-Vie, à la London Life ou à d'autres filiales du GRL. Au 31 décembre 2011, la Compagnie avait émis un montant de 479 M\$ US sous la forme de lettres de crédit en vertu de la facilité de lettres de crédit consortiales, y compris une tranche de 259 M\$ émise par les filiales du GRL à la London Life ou à d'autres filiales du GRL. De la facilité de 325 M\$ décrite précédemment, la Canada-Vie a émis une tranche de 72 M\$ US à des parties externes en appui aux contrats de réassurance.

De plus, certaines filiales du GRL, à titre de demandeurs, ont fourni à des parties externes des lettres de crédit totalisant 9 M\$ US.

À des parties internes

GWL&A Financial Inc. a fourni, en tant que demandeur, des lettres de crédit relativement aux activités suivantes :

- des lettres de crédit de 1 141 M\$ US à la filiale américaine de la Canada-Vie en tant que bénéficiaire pour lui permettre d'obtenir un crédit pour le capital réglementaire à l'égard des réserves cédées à Great-West Life & Annuity Insurance Company of South Carolina. Ces lettres de crédit sont fournies en vertu d'une convention de 1,2 G\$ US conclue avec une tierce institution financière et venant à échéance en 2027;
- une lettre de crédit de 70 M\$ US à Great-West Life & Annuity Insurance Company of South Carolina, en tant que bénéficiaire, pour lui permettre d'obtenir un crédit pour le capital réglementaire y afférent.

Le 31 décembre 2012, la Compagnie a conclu une entente de prise en charge et de novation avec la Canada-Vie visant à résilier la facilité bancaire de lettres de crédit prévoyant un crédit maximal de 325 M\$ US. Par la suite, la Great-West a conclu une entente de lettre de crédit et de remboursement modifiée et mise à jour avec la banque afin d'obtenir une facilité de lettres de crédit prévoyant un crédit maximal de 325 M\$ US. La Great-West et certaines filiales de la Compagnie ont par la suite conclu des ententes de remboursement en vertu desquelles certaines filiales peuvent utiliser la facilité de lettres de crédit de la Great-West.

La Great-West et la Canada-Vie ont fourni, en tant que demandeurs, des lettres de crédit se rapportant aux activités exercées au sein du groupe de sociétés de la Canada-Vie à l'égard de ce qui suit :

- une lettre de crédit de 647 M\$ US à sa filiale américaine en tant que bénéficiaire pour permettre à la Canada-Vie d'obtenir un crédit pour le capital réglementaire dans le cas des passifs de réassurance-vie cédés à Canada Life International Re Limited;
- une lettre de crédit de 116 M£ à Canada Life Ireland Holdings Limited (CLIHL), une filiale de Canada Life Limited (CLL), en tant que bénéficiaire, afin de permettre à CLL d'obtenir un crédit pour le capital réglementaire au Royaume-Uni à l'égard d'un prêt consenti à The Canada Life Group (U.K.) Limited.

Par ailleurs, certaines filiales du GRL, en tant que demandeurs, ont fourni des lettres de crédit totalisant 3 M\$ US à la London Life ou à d'autres filiales du GRL, à titre de bénéficiaires, afin de leur permettre d'obtenir un crédit pour le capital réglementaire dans le cas de provisions cédées à d'autres filiales.

- 5) Les cotisations au titre des régimes de retraite sont susceptibles de changer, étant donné que les décisions en matière de cotisations sont influencées par de nombreux facteurs, notamment le rendement des marchés, les exigences réglementaires et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation. Les estimations en matière de capitalisation au-delà de un an ne sont pas prises en compte en raison de la variabilité importante des hypothèses nécessaires pour planifier le moment des cotisations futures.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Au niveau de la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences en capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences en capital réglementaires minimales appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE). La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MPRCE pour les principales filiales d'exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 200 % (sur une base consolidée).

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 31 décembre 2012 s'établissait à 207 % (204 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MPRCE de la London Life au 31 décembre 2012 s'établissait à 243 % (239 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 31 décembre 2012 était de 203 % (204 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,5 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille.

Au 31 décembre 2012, la valeur estimative du ratio des fonds propres à risque de Great-West Financial, la société en exploitation américaine réglementée de Lifeco, s'établissait à 440 % du seuil d'intervention de la société fixé par la National Association of Insurance Commissions. Great-West Financial présente ce ratio aux organismes de réglementation américains en matière d'assurance une fois par année.

Aux termes du préavis du BSIF, intitulé *Passage des entités fédérales aux Normes internationales d'information financière*, les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale ont choisi d'appliquer progressivement, sur huit trimestres, l'incidence de 636 M\$ de la transition aux IFRS sur le capital à l'égard de l'information à fournir sur le MPRCE aux termes de la réglementation, cela à partir du 1^{er} janvier 2011. La phase d'application progressive était terminée au 31 décembre 2012. En raison des modifications proposées à l'IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et de la nature évolutive des IFRS, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences en matière de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

Les modifications apportées en 2013 à la ligne directrice sur le MMRCE du BSIF relativement au risque de déchéance devraient avoir une incidence favorable de 3 à 4 points de pourcentage sur le ratio de la Great-West au cours du premier trimestre de 2013. L'incidence de la transition à IAS 19R, *Avantages du personnel*, sera observée progressivement sur plus de huit trimestres, aux fins de la présentation d'un MMRCE conforme à la réglementation, cela à compter du premier trimestre de 2013. Cette transition devrait avoir une incidence négative de 1 à 1,5 point de pourcentage par trimestre.

La situation du MMRCE de la Great-West est influencée défavorablement par un goodwill et des immobilisations incorporelles importants, lesquels, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles dans le MMRCE au Canada, ne sont pas pris en compte dans le calcul du capital réglementaire disponible.

La capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiendra également compte des opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

La Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti transféré au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques importants. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan de capital annuel. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie et des plans d'affaires de celle-ci.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le BSIF a commencé à travailler sur un certain nombre d'initiatives qui auront, ou pourraient avoir, une incidence sur le calcul et la présentation du MMRCE de la Compagnie ou de certaines de ses filiales.

Ces initiatives sont présentées dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie du BSIF pour 2012 et sont classées selon trois grandes catégories, en ce qui concerne les montants du capital réglementaire : l'examen de la méthode utilisée pour déterminer les exigences en matière de capital relativement aux garanties de fonds distincts, l'examen des critères d'admissibilité et des composantes du capital disponible, ainsi que le nouveau modèle servant à calculer les exigences en matière de capital relatives aux risques de crédit, aux risques de marché, aux risques d'assurance et aux risques opérationnels. En outre, le BSIF tiendra compte des avantages de la diversification et des crédits de couverture dans son nouveau cadre.

La Compagnie évalue actuellement les propositions du BSIF présentées aux intervenants du secteur et participe à des discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur. De plus, la Compagnie participe activement aux études d'impact quantitatives du BSIF qui portent sur les risques de crédit, de marché et d'assurance. À l'heure actuelle, la Compagnie n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces initiatives.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

Selon la méthode de répartition du capital de la Compagnie, les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement La Great-West, compagnie d'assurance-vie), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences en capital réglementaires, alors que pour les activités des Services financiers et de la Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio emprunts/capitaux propres de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres

	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011
Exploitation canadienne	21,7 %	21,6 %	21,7 %
Services financiers, exploitation américaine ⁽¹⁾	20,3 %	19,4 %	20,7 %
Gestion d'actifs, exploitation américaine (Putnam)	(2,4) %	(1,7) %	0,9 %
Exploitation européenne	17,3 %	18,7 %	17,5 %
Exploitation générale de Lifeco ⁽²⁾	(5,8) %	(8,2) %	(5,5) %
Total du bénéfice net de Lifeco	14,7 %	17,1 %	17,6 %
Total du bénéfice opérationnel de Lifeco⁽²⁾	15,9 %	16,1 %	16,6 %

(1) Comprend l'exploitation générale américaine.

(2) La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS, qui exclut l'incidence de certaines provisions décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2012.

Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires calculé sur quatre trimestres.

La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires fondé sur le bénéfice net de 14,7 %, comparativement à 17,6 % au 31 décembre 2011. Si la Compagnie continue de maintenir un bénéfice net positif, en revanche, la croissance de son capital a surpassé celle de son bénéfice net, ce qui a donné lieu à une diminution du rendement des capitaux propres par rapport au 31 décembre 2011. Le rendement de l'avoir des détenteurs d'actions ordinaires de la Compagnie relativement au bénéfice d'exploitation s'est élevé à 15,9 %, ce qui se compare favorablement à l'objectif à long terme fixé à 15,0 %.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Lifeco et ses principales filiales en exploitation affichent d'excellentes notations de crédit, attribuées par les cinq agences de notation et présentées dans le tableau suivant. Les sociétés en exploitation ci-dessous ont reçu les mêmes notations en matière de santé financière de la part de chaque agence de notation, une approche de notation groupée essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. En 2012, les notations de crédit de la Compagnie n'ont subi aucune modification.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	NR
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

L'activité commerciale des compagnies d'assurance consiste à évaluer, à structurer, à prendre en charge et à gérer des risques et à en fixer le prix. Les types de risques sont nombreux et variés, et ils peuvent être influencés par des facteurs internes et externes liés aux activités exercées par l'assureur. Ces risques, et les pratiques relatives au contrôle servant à gérer ces risques, peuvent être répartis en quatre catégories :

1. Risques d'assurance
2. Risques d'investissement ou risques de marché
3. Risques opérationnels
4. Autres risques

Les catégories de risques ci-dessus ont été classées conformément à leur incidence sur les activités sur une base continue et, par conséquent, requièrent une gestion plus active. Les risques propres à l'unité Gestion d'actifs sont présentés à la rubrique Risques opérationnels. Il faut noter, cependant, que les éléments inclus dans la troisième et la quatrième catégories, c'est-à-dire les risques juridiques et les risques liés aux notations de crédit, à la réglementation ou à la réputation, peuvent néanmoins être substantiels, même s'il est moins probable qu'ils se réalisent ou s'ils sont de moindre importance.

RISQUES D'ASSURANCE

GÉNÉRALITÉS

En raison de leur nature, les produits d'assurance comportent des engagements par l'assureur d'assumer des obligations financières et de fournir une couverture pour de longues périodes. Pour garantir la rentabilité de la couverture, l'assureur doit concevoir des produits et en établir le prix de façon à ce que les primes reçues et le revenu de placement gagné sur ces primes soient suffisants pour payer les demandes de règlement futures liées au produit. Ainsi, l'assureur doit, dans l'établissement des prix des produits et des passifs relatifs aux contrats d'assurance, formuler des hypothèses concernant les montants prévus des produits et des charges. Bien que les taux de certains produits soient garantis pendant toute la durée du contrat, les hypothèses qui sous-tendent l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance doivent être révisées régulièrement en fonction des derniers résultats techniques. La rentabilité finale dépendra de la relation entre les résultats réels et les hypothèses utilisées lors de l'établissement de taux sur la durée du contrat.

La Compagnie a instauré des politiques de gestion du risque lié à la conception et à l'établissement des prix des produits ainsi que des politiques de gestion du risque en matière de réassurance cédée, lesquelles sont passées en revue et approuvées par les conseils d'administration des principales filiales en exploitation. Ces types de politiques visent à s'assurer que des directives et des normes uniformes au chapitre des processus de gestion du risque lié à la conception et à l'établissement des prix des produits et des pratiques de gestion du risque en matière de réassurance cédée relativement aux activités d'assurance sont appliquées au sein de la Compagnie. Ces politiques décrivent chacune les normes respectives (y compris les processus d'approbation) que chaque unité d'exploitation doit élaborer, mettre en place et respecter. Une fois par année, les actuaires nommés présentent aux comités d'audit des rapports confirmant la conformité avec les politiques de la Compagnie.

La Compagnie a également instauré une politique d'évaluation actuarielle, également passée en revue et approuvée par le conseil d'administration des principales filiales en exploitation, qui établit les normes de documentation et de contrôle conçues pour s'assurer que les normes d'évaluation de l'Institut canadien des actuaires et de la Compagnie sont appliquées uniformément au sein de toutes les unités d'exploitation et de tous les territoires. Les actuaires chargés de la certification attestent trimestriellement qu'ils sont en conformité avec ces politiques.

La Compagnie émet des polices d'assurance-vie avec participation et sans participation. La Compagnie tient les comptes liés aux polices avec participation séparément des comptes liés aux autres polices, comme l'exige la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada). Les polices avec participation permettent à leur titulaire de participer aux bénéfices de la Compagnie, conformément à une politique qui détermine les dividendes qui seront versés aux titulaires de polices avec participation. La Compagnie a établi des politiques en matière de participation des titulaires de polices avec participation, approuvées par le conseil d'administration des principales filiales en exploitation. Ces politiques prévoient la distribution d'une partie du bénéfice net dans le compte de participation, laquelle représente les participations versées aux titulaires de polices avec participation. La Compagnie a également établi des méthodes de répartition des montants liés aux charges relatives au compte de participation de la Compagnie ainsi que du revenu de placement, des pertes et des charges. Ces méthodes ont également été approuvées par le conseil d'administration des principales filiales en exploitation, et les actuaires désignés présentent l'information annuellement au conseil d'administration des principales filiales en exploitation en exprimant une opinion sur le caractère fidèle et équitable de ces méthodes et sur la conformité des participations versées aux titulaires de polices avec participation avec les politiques en matière de participation des titulaires de polices avec participation.

Les paragraphes ci-dessous présentent les principaux risques d'assurance ainsi que les mesures de gestion du risque prises par la Compagnie.

Risque	Gestion du risque
<p>Sinistres (mortalité et morbidité)</p> <p>La mortalité a trait à la fréquence des décès et la morbidité, à l'incidence et à la durée des sinistres liés à l'assurance-invalidité, à l'incidence des affections graves à l'égard de l'assurance contre les maladies graves et au recours aux prestations de soins de santé. Il existe un risque que la Compagnie estime mal le taux de mortalité et de morbidité ou qu'elle accepte des clients dont le taux de mortalité ou de morbidité se révèle plus élevé que prévu.</p>	<p>Des études et des analyses sont effectuées régulièrement pour déterminer les hypothèses en matière d'établissement des taux et les hypothèses actuarielles qui reflètent adéquatement les risques liés à l'assurance et à la réassurance dans les marchés sur lesquels la Compagnie est active.</p> <p>Les limites de souscription contrôlent l'exposition aux risques.</p> <p>Des pratiques en matière de souscriptions permettent de contrôler le choix des risques garantis conformément aux prévisions en matière de sinistres.</p> <p>Des politiques en matière de souscriptions ont été conçues de manière à soutenir la viabilité à long terme des affaires. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance constitués à l'égard des sinistres futurs comprennent une marge servant à couvrir les écarts défavorables, dont le taux est fixé conformément aux normes de la profession. Cette marge est essentielle pour parer à l'éventualité d'une mauvaise évaluation ou de la détérioration future des hypothèses les plus probables.</p> <p>En général, la Compagnie établit des limites de conservation en ce qui a trait aux risques liés à la mortalité et à la morbidité et s'y conforme. Le risque global est géré au moyen de solutions liées à la réassurance et aux marchés financiers de manière à transférer le risque.</p> <p>La Compagnie gère d'importants blocs d'affaires qui, dans leur ensemble, devraient donner lieu à des fluctuations statistiquement peu élevées pour une période donnée.</p> <p>Pour certaines polices, les frais d'assurance pourraient être augmentés, si nécessaire, à leur maximum contractuel.</p> <p>Le risque lié à la morbidité est atténué par des pratiques efficaces d'élaboration des régimes et de prise de décisions en matière de sinistres.</p>
<p>Concentration</p> <p>En ce qui concerne les produits d'assurance-vie collective, l'exposition à un risque de décès multiples, en raison de la concentration d'employés couverts en un même lieu, par exemple, pourrait avoir une incidence sur les résultats financiers.</p>	<p>Les concentrations de risque à l'égard des nouvelles affaires et des renouvellements sont surveillées. Les caractéristiques d'élaboration des régimes et les souscriptions médicales limitent le montant d'assurance couvrant une seule et même personne. La Compagnie impose une limite d'un seul événement à l'égard de certains régimes collectifs et refuse d'offrir de l'assurance à certains endroits où le risque global est jugé excessif.</p>

<p>Augmentation du prix des soins de santé</p> <p>En ce qui concerne les produits collectifs de soins de santé, l'ampleur du coût des demandes de règlement dépend de l'inflation et de l'utilisation. Bien qu'il soit relativement aisé de prévoir les tendances inflationnistes, il en est autrement pour les demandes de règlement. Le vieillissement de la population, qui joue un rôle dans l'utilisation, est bien documenté. Cependant, le lancement de nouveaux services, comme des pharmacothérapies de pointe, peut faire monter de façon marquée les coûts liés aux régimes d'avantages du personnel.</p>	<p>La Compagnie gère les effets de ces facteurs et d'autres facteurs analogues en concevant des régimes qui limitent les nouveaux coûts et les garanties à long terme au moyen d'une tarification qui tient compte de la démographie et des autres facteurs tendanciel.</p>
<p>Longévité</p> <p>Les rentiers pourraient vivre plus longtemps que ce qui est estimé par la Compagnie.</p>	<p>La Compagnie établit la tarification en fonction d'hypothèses de mortalité prudentes qui tiennent compte des résultats techniques récents obtenus par elle et l'ensemble du secteur ainsi que des résultats de recherches récentes sur les tendances futures que suivra la mortalité à l'égard des rentes.</p> <p>En général, la Compagnie établit des limites de conservation en ce qui a trait aux risques liés à la longévité et s'y conforme. Le risque global est géré au moyen de solutions liées à la réassurance et aux marchés financiers de manière à transférer le risque.</p> <p>La Compagnie a instauré des processus pour confirmer l'admissibilité des rentiers aux prestations de revenu qui leur sont versées de façon continue. Ces processus sont conçus de manière à restreindre les paiements de rentes aux personnes qui ont le droit d'en recevoir en vertu de leur contrat et contribuent à ce que les données sur la mortalité utilisées pour élaborer les hypothèses en matière de tarification soient aussi complètes que possible.</p>
<p>Résiliation de polices</p> <p>Bon nombre de produits sont évalués et tarifés en fonction de la période prévue pendant laquelle les titulaires de police conserveront leur contrat. Il existe un risque que des contrats soient résiliés avant que les charges puissent être recouvrées, dans la mesure où des coûts plus élevés sont engagés au cours des premières années des contrats. Il existe également un risque que des contrats liés à certains produits à prime uniforme de longue durée, dont les coûts augmentent au fil du temps, prennent fin plus tard que prévu. Le risque englobe également le coût éventuel résultant d'une discordance des flux de trésorerie liés aux produits à la valeur comptable.</p>	<p>La Compagnie établit la tarification en fonction d'hypothèses prudentes en matière de résiliation de polices. Ces hypothèses tiennent compte des résultats techniques récents obtenus par elle et l'ensemble du secteur ainsi que des résultats de recherches récentes sur les tendances futures. Les hypothèses font régulièrement l'objet d'examen et sont mises à jour pour tenir compte des nouveaux aspects, si nécessaire.</p> <p>En général, la Compagnie établit des limites de conservation en ce qui a trait aux risques liés aux résiliations de polices et s'y conforme. Le risque global est géré au moyen de solutions liées à la réassurance et aux marchés financiers de manière à transférer le risque.</p> <p>La Compagnie inclut également des charges pour rachat anticipé dans ses contrats ainsi que des droits de reprise des commissions dans ses ententes de distribution, afin de réduire les charges non recouvrées. Les règles d'imposition des titulaires de police dans la plupart des territoires favorisent également le maintien d'une couverture d'assurance.</p>
<p>Gestion des dépenses</p> <p>L'augmentation des frais d'exploitation pourrait entraîner une diminution des marges bénéficiaires.</p>	<p>Les programmes de gestion des dépenses sont vérifiés régulièrement en vue d'assurer le contrôle des coûts unitaires et constituent une composante des régimes de rémunération à base de primes de la direction.</p>

<p>Établissement et modification des taux d'intérêt</p>	<p>Les responsables de l'établissement des taux, de l'évaluation et de la gestion des placements communiquent de façon régulière et continue. Les responsables de l'établissement des taux et de l'évaluation gèrent ce risque en imposant des marges plus élevées lorsque le rendement est incertain. Pour évaluer le risque, l'établissement des taux et l'évaluation pour les garanties en cas de décès, à l'échéance et les garanties de revenu rattachées aux contrats à capital variable sont fondés sur la modélisation stochastique du rendement futur des investissements. Les expositions aux risques sont surveillées et comparées à des seuils définis. En outre, des mesures progressives ont été établies et seront prises dans l'éventualité où ces expositions excéderaient les seuils.</p>
<p>Appariement des flux de trésorerie</p>	<p>Les marges sur les produits non ajustables sont protégées grâce à l'appariement, dans les limites raisonnables, de l'actif et du passif. Les marges sur les produits ajustables sont protégées grâce à la surveillance fréquente des positions de l'actif et du passif. L'évaluation de ces deux types de produits s'appuie sur la modélisation à partir de multiples scénarios de taux d'intérêt futurs ainsi que sur la constitution de réserves prudentes, y compris des provisions pour écarts défavorables. La Compagnie utilise un processus officiel pour l'appariement de l'actif et du passif, lequel comprend le regroupement de l'actif et du passif du fonds général par secteur. L'actif de chaque secteur est ciblé et géré en fonction du passif du secteur. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont essentiellement contrebalancées par les variations de la juste valeur des passifs liés aux contrats d'assurance et d'investissement. Les variations de la juste valeur des actifs couvrant le capital et le surplus, moins l'impôt sur le résultat, entraîneraient une variation correspondante du surplus avec le temps, conformément aux conventions suivies à l'égard des placements.</p>
<p>Réassurance prise en charge</p>	<p>La Compagnie limite le montant maximal total des sinistres en vertu de tous les contrats. La Compagnie surveille de façon continue les résultats en matière de sinistres des sociétés cédantes et intègre ces résultats dans les modèles d'établissement des taux pour s'assurer que la contrepartie est adéquate compte tenu du risque pris en charge.</p>
<p>Les activités de réassurance sont particulièrement exposées au risque lié aux catastrophes naturelles, qui entraînent des dommages matériels. À titre de récessionnaire à l'égard du risque qu'une catastrophe frappe des biens immobiliers, la Compagnie est généralement exposée à un risque de perte de plus haut niveau que les assureurs principaux et les réassureurs. En effet, il faut en général qu'un événement de grande envergure survienne pour que la Compagnie ait à régler un sinistre. Si un sinistre se produit, il est probable qu'il sera très important.</p>	

Garanties à l'égard des placements	
<p>Une baisse importante des valeurs de marché pourrait faire augmenter le coût engagé par la Compagnie pour les garanties en cas de décès, à l'échéance ou à la sortie des fonds distincts, ou encore à l'égard du revenu. En outre, la baisse des taux d'intérêt et la hausse de l'utilisation par les titulaires de police pourraient donner lieu à une hausse du coût engagé par la Compagnie pour les garanties liées au fonds général, les garanties à la sortie ou le revenu relativement aux fonds distincts.</p>	<p>Une conception prudente des produits, une mise en marché efficace, la répartition de l'actif à l'intérieur des portefeuilles de clients et notre vaste réseau de distribution de produits au Canada et aux États-Unis contribuent à diversifier sensiblement le profil des contrats de fonds distincts en vigueur, établis régulièrement sur plusieurs années, ce qui permet d'atténuer le risque inhérent aux garanties rattachées aux fonds distincts au Canada et aux États-Unis.</p> <p>La Compagnie a mis sur pied un programme de couverture pour les fonds distincts avec garantie à la sortie. Ce programme vise à conclure des contrats à terme standardisés d'actions, des contrats de change à terme de gré à gré, des contrats à terme sur taux d'intérêt et des swaps de taux d'intérêt en vue d'atténuer l'exposition aux fluctuations du coût des garanties à la sortie en raison des variations sur les marchés financiers.</p>

RISQUES D'INVESTISSEMENT OU RISQUES DE MARCHÉ

La Compagnie acquiert et gère des portefeuilles d'actifs afin d'obtenir des rendements qui, après ajustement en fonction des risques, permettent de couvrir les obligations envers les titulaires de police et d'assurer la rentabilité de la société. Les titres en portefeuille consistent en des obligations, des actions, des prêts hypothécaires et des immeubles de placement. Les instruments financiers dérivés sont des contrats sur taux d'intérêt (contrats à terme standardisés, swaps, options vendues ou achetées), des contrats de change (contrats à terme de gré à gré, swaps de devises) et d'autres contrats dérivés (contrats sur actions, swaps sur défaillance). Les conseils d'administration ou les comités de direction et les comités de placements des conseils d'administration de certaines des principales filiales de Lifeco approuvent chaque année des politiques en matière de placement et de crédit ainsi que des procédures et des lignes directrices en matière de placement. Les placements sont effectués conformément à ces politiques en matière de placement, qui fournissent des lignes directrices à l'égard de la composition de l'actif admissible pour chaque catégorie de produits.

Un rapport détaillé sur la conformité avec ces politiques et lignes directrices est présenté annuellement aux conseils d'administration ou aux comités de placements, alors que le service d'audit interne procède, à intervalles réguliers, à un examen indépendant de la conformité avec les politiques, les procédures et les lignes directrices en matière de placement.

Les risques importants d'investissement ou de marché liés à l'exploitation sont décrits ci-dessous :

Risque	Gestion du risque
<p>Risque de taux d'intérêt</p> <p>Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas d'appariement parfait entre les flux de trésorerie du passif et ceux de l'actif couvrant les passifs concernés et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.</p>	<p>Le risque de taux d'intérêt est géré par l'investissement dans des actifs compatibles avec les produits vendus.</p> <p>Lorsque ces produits sont liés à des paiements de prestations ou de sommes qui sont tributaires de l'inflation (rentes, régimes de retraite et demandes d'indemnisation relatives à l'assurance-invalidité indexés en fonction de l'inflation), la Compagnie investit habituellement dans des instruments à rendement réel dans le but de couvrir le montant réel de ses flux de trésorerie liés au passif. La Compagnie bénéficie d'une certaine protection contre les fluctuations de l'indice d'inflation puisque toute variation connexe de la juste valeur de l'actif sera largement contrebalancée par une variation semblable de la juste valeur du passif.</p> <p>Pour les produits accordant des prestations fixes et fortement prévisibles, les placements sont effectués dans des instruments à revenu fixe qui répondent de manière efficace aux flux de trésorerie relatifs aux passifs.</p> <p>En l'absence de placements permanents convenables, on a recours, au besoin, à des instruments de couverture pour réduire les risques de pertes attribuables à la fluctuation des taux d'intérêt. On obtient ainsi une protection contre la fluctuation des taux d'intérêt, toute variation de la juste valeur de marché des passifs étant compensée par une variation semblable de la juste valeur des actifs.</p> <p>Pour les produits dont la date de versement des prestations est moins prévisible, la Compagnie investit dans des placements à revenu fixe dont les flux de trésorerie sont d'une durée qui prend fin avant le versement des prestations prévues. Aux États-Unis, la Compagnie suit régulièrement les faits nouveaux à l'égard du marché et du passif et elle peut, de temps à autre, mettre en œuvre des programmes de réduction des risques, notamment de couverture. Par exemple, aux États-Unis, la Compagnie a mis en place au cours de 2012 un programme de couverture en vue d'atténuer le risque lié à la hausse rapide des taux d'intérêt pour certains produits d'assurance-vie et certains contrats de rente différée.</p>
<p>Risque du marché boursier</p> <p>Les marchés boursiers sont volatils et leur repli peut nuire aux résultats d'un exercice malgré les attentes à long terme de la Compagnie à l'égard du rendement approprié des placements pour cette catégorie d'actif.</p> <p>Les rendements des titres de participation couvrant une partie des passifs relatifs aux contrats d'assurance-vie et de protection du vivant non ajustables pourraient se révéler insuffisants.</p>	<p>La politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, dans des limites clairement définies. L'exposition aux actions ordinaires et aux immeubles de placement est gérée de façon à procurer des rendements conformes aux exigences du secteur sous-jacent.</p> <p>La politique de placement établit des limites en matière de placement dans des titres de participation. En ce qui concerne les titres couvrant les polices non ajustables, les placements ont un horizon à très long terme, et les éléments couverts par ces titres de participation présentent peu ou pas de risque de liquidité. Le nombre permis de titres de participation a été établi après une évaluation minutieuse de la tolérance à la volatilité à court terme du compte de résultat et de l'équilibre entre cette volatilité et la valeur économique à long terme.</p>

Risque de crédit	
<p>Risque qu'un créancier, une partie ou un intermédiaire manquent à l'une de leurs obligations financières ou refusent de la respecter.</p>	<p>La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des placements de première qualité et de réduire la concentration excessive de l'actif dans une seule région, un seul secteur et une seule société.</p> <p>Des lignes directrices précisent les limites minimales et maximales à respecter relativement à chaque catégorie d'actif. Les notations utilisées pour les obligations proviennent d'évaluations internes et tiennent compte des notations attribuées par des agences de notation externes reconnues. Ces portefeuilles font l'objet d'une surveillance continue et d'examen réguliers par les conseils d'administration ou les comités de placements de ces conseils.</p> <p>Les instruments dérivés sont négociés avec des contreparties qui sont approuvées par les conseils d'administration ou les comités de placements de ces conseils. Le risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés est évalué trimestriellement selon la méthode d'évaluation du risque courant, et conformément à des pratiques jugées aussi prudentes que celles recommandées par les organismes de réglementation.</p> <p>La solidité financière des sociétés qui fournissent de la réassurance à la Compagnie est revue dans le cadre du processus continu de surveillance. La Compagnie suit régulièrement le marché des placements et la conjoncture économique et elle peut, de temps à autre, mettre en œuvre des programmes de réduction des risques, notamment de couverture. Par exemple, en Europe, la Compagnie a mis en place en 2012 un programme de couverture en vue d'atténuer le risque lié au déclin possible des résultats au chapitre du crédit en raison des faits nouveaux défavorables pouvant survenir dans la zone euro.</p>
Risque de liquidité	
<p>Risque que la Compagnie ne dispose pas de fonds suffisants pour répondre à ses engagements d'exploitation et de financement et à ses besoins de trésorerie imprévus et, ainsi, subisse une perte.</p> <p>Il existe un risque de défaillance dans l'éventualité où la Compagnie ne serait pas en mesure de fournir des garanties adéquates auprès de contreparties aux contrats sur instruments dérivés.</p> <p>Dans le cours normal de ses activités de réassurance, la Compagnie fournit des lettres de crédit à d'autres parties ou à des bénéficiaires. Un bénéficiaire détiendra normalement une lettre de crédit à titre de garantie visant à protéger un crédit statutaire pour les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement cédés à la Compagnie ou payables par celle-ci. La Compagnie pourrait être tenue de rechercher des solutions de rechange aux garanties si elle se révélait incapable de renouveler les lettres de crédit existantes à leur échéance.</p>	<p>La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et préserve des sources de liquidités adéquates pour couvrir les paiements imprévus. La Compagnie établit des prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires pour assurer une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de police et le rendement de l'actif.</p> <p>La Compagnie procède à un examen approfondi afin de savoir si elle conclura des ententes liées aux instruments dérivés en y incluant des garanties ou non. Lorsque la Compagnie ou ses filiales concluent des ententes en y incluant des garanties, la Compagnie effectue régulièrement des tests pour évaluer la disponibilité des garanties adéquates dans des situations à risque.</p> <p>La direction surveille régulièrement l'utilisation de lettres de crédit et évalue continuellement la disponibilité de ces formes de crédit d'exploitation et d'autres formes de crédit. La Compagnie a le droit contractuel de réduire le montant des lettres de crédit émises à l'intention des bénéficiaires de ces lettres de crédit en vertu de certains traités de réassurance.</p>

Risque de change	
<p>Les produits, les charges et le bénéfice de la Compagnie libellés en une monnaie autre que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises. Ces fluctuations ont une incidence sur les résultats financiers. La Compagnie est exposée à un risque important à l'égard du dollar américain en raison des activités de Great-West Financial et de Putnam au sein du secteur d'exploitation américain et de l'unité Réassurance, ainsi qu'à l'égard de la livre sterling et de l'euro en raison des activités qu'elle exerce au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne par l'entremise de l'exploitation européenne.</p> <p>La Compagnie détient des placements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. Conformément aux IFRS, les profits et les pertes de change sur l'investissement net dans les établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale). Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total du capital social et du surplus de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des fonds propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.</p> <p>Une hausse (baisse) de 1 % du taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling et à l'euro, conjointement, se traduirait par une diminution (augmentation) du bénéfice opérationnel de 10 M\$ en 2012.</p> <p>Une hausse (baisse) de 1 % du cours moyen du dollar canadien par rapport au cours moyen du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro, conjointement, se traduirait par une diminution (augmentation) des pertes de change latentes comptabilisées dans le cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de 80 M\$ au 31 décembre 2012.</p>	<p>La direction utilise à l'occasion des contrats de change à terme afin de réduire la volatilité découlant de la fluctuation des taux, laquelle a une incidence sur les résultats opérationnels libellés en devises.</p> <p>La Compagnie utilise certaines mesures financières non définies par les IFRS, par exemple des calculs selon un taux de change constant, pour mieux exprimer l'incidence des fluctuations liées à la conversion des devises sur les résultats financiers.</p> <p>Les placements sont normalement libellés dans la même devise que celle du passif qu'ils couvrent.</p> <p>Tout actif en devises qui est acquis afin de couvrir un passif est généralement reconverti dans la monnaie du passif en question au moyen de contrats de change.</p>

Instruments dérivés	
Il existe un risque de perte advenant le cas où les dérivés seraient utilisés à des fins inappropriées.	<p>Les politiques approuvées n'autorisent le recours aux dérivés que pour couvrir des déséquilibres entre les positions de l'actif et du passif ou pour remplacer les instruments de trésorerie; aucun instrument n'est utilisé aux fins de spéculation.</p> <p>Le processus de gestion du risque de la Compagnie régissant l'utilisation des instruments dérivés exige que la Compagnie n'agisse qu'à titre d'utilisateur final des produits dérivés, et non à titre de teneur de marché. Les dérivés utilisés peuvent comprendre des swaps de taux d'intérêt, sur devises et sur actions, des options, des contrats à terme standardisés et de gré à gré ainsi que des plafonds, des planchers et des tunnels de taux. Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie et de ses filiales relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés en 2012.</p>

RISQUES OPÉRATIONNELS

Les principaux risques opérationnels associés aux activités de la Compagnie sont les suivants.

Risque	Gestion du risque
Risque opérationnel	
Il existe un risque de perte directe ou indirecte résultant de processus internes et de systèmes inadéquats ou manquants, d'erreurs commises par des personnes ou encore d'événements externes.	<p>La Compagnie gère et atténue les risques opérationnels internes au moyen de politiques, de procédures, de procédés et de pratiques intégrés et complémentaires. L'embauche, l'évaluation du rendement, les promotions et les pratiques de rémunération sont conçues pour attirer, conserver et former le personnel qualifié requis. Un processus complet d'évaluation des emplois est en vigueur, et des programmes de formation et de perfectionnement sont en place. Chaque secteur fournit une formation conçue en fonction de ses besoins précis et a élaboré des contrôles internes appropriés. Les processus et les contrôles sont surveillés et révisés par les secteurs et sont examinés périodiquement par le service d'audit interne de la Compagnie. Les processus et les contrôles relatifs à la présentation de l'information financière font l'objet d'un examen supplémentaire par les auditeurs externes. La Compagnie applique une discipline de gestion de projet rigoureuse pour toutes les initiatives majeures. Des mesures de sécurité appropriées protègent les locaux et l'information. La Compagnie dispose de procédures d'urgence en cas d'incident à court terme ou d'interruption de service et est déterminée à assurer la continuité des opérations et à mettre à exécution des plans de secours dans tous les lieux de travail, notamment en prévoyant des installations externes où sont stockées les copies de sécurité et d'autres locaux de travail externes, pour guider la reprise des activités critiques en cas de catastrophe.</p>

<p>Variations de la valeur de l'actif géré</p> <p>Les activités liées aux fonds de placement qu'exerce la Compagnie sont fondées sur des honoraires, les produits et la rentabilité étant principalement basés sur la valeur de marché de l'actif géré des fonds de placement. Par conséquent, l'augmentation ou la diminution des honoraires provenant de la gestion des fonds de placement est généralement directement liée aux variations de l'actif géré, lesquelles subissent l'incidence de la conjoncture observée sur le marché, ainsi que des entrées et des sorties d'actifs de clients (y compris les achats et les rachats). Les facteurs qui pourraient donner lieu à une diminution de l'actif géré et des produits comprennent les replis des marchés boursiers, les fluctuations des marchés des titres à revenu fixe, les variations des taux d'intérêt et des défaillances, les rachats et les autres retraits, les risques politiques et les autres risques économiques, l'évolution des tendances en matière de placement et le rendement de placement relatif. Le risque provient du fait que les honoraires peuvent fluctuer, mais que les charges et le recouvrement des charges initiales demeurent relativement fixes, ainsi que du fait que la conjoncture du marché peut entraîner une modification de la composition de l'actif se traduisant éventuellement par une variation des produits et du bénéfice.</p>	<p>Au moyen de sa gamme variée de fonds, la Compagnie cherche à limiter le risque associé à un marché en particulier. Dans le cadre de ses activités canadiennes de fonds distincts, la Compagnie encourage ses clients à adopter une approche de répartition diversifiée de l'actif à long terme, de façon à réduire la variabilité des rendements et la fréquence des substitutions entre les fonds. Cette approche permet qu'une partie importante des fonds distincts individuels soit placée dans un groupe de fonds diversifiés ou dans des « fonds de fonds », qui sont conçus de manière à faciliter l'obtention de rendements optimaux pour un niveau de risque donné.</p> <p>Le processus de placement de l'actif géré s'appuie essentiellement sur la recherche fondamentale, ainsi que sur l'analyse quantitative et la gestion du risque. La recherche fondamentale comprend l'analyse d'évaluations, des recherches économiques et politiques et des recherches sur les secteurs et les entreprises, des visites d'entreprises ainsi que la consultation de sources telles que les activités et les documents publics des entreprises, des entrevues avec la direction des entreprises, l'information préparée par les entreprises et les autres renseignements accessibles au public ainsi que les analyses de fournisseurs, de clients ou de concurrents. L'analyse quantitative comprend l'analyse des tendances passées et l'utilisation de modèles financiers complexes de façon à évaluer le rendement éventuel de titres de participation particuliers. Les ressources en gestion du risque de Putnam analysent les titres de participation de tous les fonds Putnam et des autres portefeuilles de manière à repérer les cas de surpondération et à cibler les autres risques éventuels.</p> <p>Dans certains cas, la Compagnie facture des honoraires qui ne sont pas liés à l'actif, mais qui sont fondés sur des primes ou d'autres paramètres.</p>
<p>Recrutement et conservation du personnel</p> <p>La Compagnie dépend en grande partie de sa capacité à attirer et à conserver un personnel hautement qualifié et souvent très spécialisé et à le motiver. Ce personnel est constitué des gestionnaires de portefeuille, des analystes de recherche, des conseillers financiers, des négociateurs, du personnel des ventes et de gestion ainsi que des cadres dirigeants. Le marché pour ces professionnels est très compétitif et se caractérise de plus en plus par un mouvement fréquent des gestionnaires de portefeuille, des analystes et du personnel de vente entre les différentes sociétés. La perte de membres du personnel clés ou l'incapacité d'attirer du personnel qualifié de remplacement ou du personnel qualifié supplémentaire pourraient avoir une incidence défavorable sur le rendement financier. L'incapacité d'offrir ou de maintenir un système de rémunération concurrentiel pourrait se traduire par un taux de roulement accru de ces professionnels. Toute augmentation de la rémunération versée afin d'attirer ou de conserver des membres du personnel clés pourrait se traduire par une diminution du bénéfice net. Le départ de membres du personnel clés pourrait se traduire par la perte de clients, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats opérationnels et la situation financière.</p>	<p>La Compagnie fait appel à des consultants externes pour obtenir des données de référence à l'égard de la rémunération et travaille en étroite collaboration avec le conseil d'administration afin d'être en mesure d'élaborer un système de rémunération concurrentiel pour ses membres du personnel clés.</p> <p>La Compagnie utilise également des instruments de rémunération à base de primes, tels que des attributions d'options sur actions de Putnam et de Lifeco, pour attirer ou conserver des membres du personnel clés. Une telle forme de rémunération établit généralement un lien entre le rendement de la Compagnie et la rémunération finale des employés.</p>

<p>Résiliation de contrats</p> <p>Les services de retraite et de placement ainsi que les activités de gestion de l'actif et du patrimoine tirent la presque totalité de leurs produits et de leur bénéfice net des ententes de services-conseils en placement et de services à l'égard des fonds communs de placement, ainsi que d'autres produits de placement. Les contrats peuvent être résiliés après un préavis relativement court, sans justification, et les frais de gestion et de placement doivent être approuvés une fois par année. La résiliation de l'une ou de plusieurs de ces ententes ou l'incapacité de les renouveler, ou encore la réduction des honoraires liés à ces ententes, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les produits et le bénéfice de la Compagnie.</p>	<p>La Compagnie consacre des ressources importantes à son processus de gestion de placements et cherche à obtenir un rendement constant, sûr et supérieur au fil du temps pour tous les portefeuilles de ses clients. L'actif géré est réparti selon un large éventail d'objectifs de placement, ce qui amène une diversité au sein des gammes de produits.</p> <p>Le risque auquel la Compagnie est exposée à l'égard des fonds distincts et des fonds communs de placement est réparti entre de nombreux fonds individuels. Des ressources importantes sont consacrées au maintien de solides relations avec les fiduciaires des régimes ou les autres administrateurs des fonds, s'il y a lieu, en vertu des ententes applicables. Les représentants de la Compagnie rencontrent les différents comités, les fiduciaires des régimes et les autres fiduciaires (en ce qui concerne Putnam, au moins huit fois par année) afin de respecter les obligations juridiques de rendre compte, de les informer des faits nouveaux, de renégocier les contrats ou de régler les questions qu'ils pourraient soulever.</p>
<p>Accès à un réseau de distribution</p> <p>La capacité de la Compagnie de commercialiser ses produits dépend en grande partie de l'accès à une clientèle composée de particuliers, de fonds de pension d'employés de sociétés privées ou d'État, d'administrateurs de régimes à cotisations définies, de fonds de dotation, d'institutions ou de gouvernements nationaux ou étrangers, de compagnies d'assurance, de maisons de courtage, de courtiers, de banques et d'autres intermédiaires. Ces intermédiaires offrent habituellement à leurs clients des produits qui s'ajoutent et font concurrence aux produits de la Compagnie, et ne sont pas tenus de continuer à travailler avec la Compagnie. En outre, certains investisseurs institutionnels se fient à des consultants qui les orientent sur le choix d'un conseiller en placement, et ces consultants peuvent ne pas toujours songer à la Compagnie ou la recommander. La perte de l'accès à un canal de distribution, l'incapacité d'entretenir des relations efficaces avec les intermédiaires ou l'incapacité de s'adapter aux changements des canaux de distribution pourraient avoir une incidence importante sur la capacité de la Compagnie de générer des souscriptions.</p>	<p>La Compagnie dispose d'un vaste réseau de relations en matière de distribution. Les produits sont distribués par l'entremise de nombreux courtiers, agents généraux, planificateurs financiers et autres institutions financières. En outre, Putnam a conclu certaines alliances stratégiques avec des sociétés de gestion de placements à l'échelle internationale. Putnam dépend de son vaste réseau de distribution international pour commercialiser les fonds Putnam et ses autres produits d'investissement dans tous les canaux importants de distribution de détail, institutionnels et de régimes de retraite.</p>

Structure de la société de portefeuille	
<p>La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à payer des intérêts, à verser des dividendes et à acquitter les autres charges opérationnelles de même qu'à faire face à ses engagements dépend généralement de la capacité de ses principales filiales à lui fournir des fonds suffisants ainsi que de sa capacité à obtenir du capital additionnel. Advenant le cas où l'une de ces filiales ferait faillite, serait liquidée ou serait restructurée, les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement de ces filiales seraient entièrement assurés avant que tout actif de ces filiales ne soit rendu disponible aux fins de distribution à la Compagnie. En outre, les autres créanciers de ces filiales auraient généralement le droit de recevoir le paiement de leurs créances avant que tout actif de ces filiales ne soit rendu disponible aux fins de distribution à la Compagnie, sauf dans la mesure où la Compagnie serait elle-même reconnue comme un créancier de ces filiales.</p> <p>Tout paiement (y compris le paiement d'intérêts et le versement de dividendes) par les principales filiales est soumis à des restrictions stipulées par les lois et les règlements pertinents sur les sociétés, sur les valeurs mobilières et sur les assurances ou autres (y compris les pouvoirs d'intervention prévus dont bénéficie le BSIF), lesquelles exigent de la Great-West, de la London Life, de la CFCV, de la Canada-Vie, de Great-West Financial et de leurs filiales, ainsi que de certaines filiales de Putnam, qu'elles respectent certaines normes quant à leur solvabilité et à leur capitalisation. Cette structure comporte un nombre important de risques et d'avantages du personnel.</p>	<p>La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies et des marchés financiers. La direction suit de près les lois et les règlements au niveau de la société de portefeuille et de la société en exploitation.</p>

AUTRES RISQUES

Les autres risques qui ne sont pas expressément définis ailleurs sont les suivants :

Risque	Gestion du risque
Notations de crédit	
<p>La santé financière, les notations indiquant la capacité de paiement des sinistres et les notations liées à l'émission d'instruments financiers reflètent l'opinion des agences de notation à l'égard de la capacité financière de Lifeco et de ses principales filiales de respecter leurs obligations en vertu des polices d'assurance. De plus, elles constituent d'importants facteurs dans l'établissement de la position concurrentielle des compagnies d'assurance-vie et pourraient avoir une incidence sur les frais de financement. Les agences de notation analysent régulièrement le rendement financier et la situation financière des assureurs, y compris ceux des filiales de la Compagnie. Toute réduction, ou toute éventualité de réduction, des notations des filiales de la Compagnie pourrait augmenter le nombre de rachats de produits d'assurance et de rentes et réduire la capacité de la Compagnie à commercialiser et à distribuer ses produits et services, et pourrait nuire aux relations de la Compagnie avec ses créanciers, ce qui pourrait avoir des répercussions défavorables sur ses perspectives commerciales. Ces notations représentent un facteur important dans la préservation de la confiance des clients envers les filiales de la Compagnie et la capacité de ces dernières à vendre des produits d'assurance et de rentes.</p>	<p>La Compagnie ajuste sa gestion en fonction d'une notation de crédit cible, en surveillant de façon diligente l'évolution des critères et des processus de notation des diverses agences.</p>
Acquisitions futures	
<p>À l'occasion, Lifeco et ses filiales examinent les entreprises, les activités, les produits et les services déjà existants, et de tels examens pourraient faire en sorte que Lifeco ou ses filiales cèdent ou acquièrent des activités, offrent de nouveaux produits et services ou cessent d'offrir des produits ou des services existants. Dans le cours normal de leurs activités, la Compagnie et ses filiales étudient l'achat ou la vente d'entreprises, d'activités ou de secteurs d'exploitation, et en discutent avec des tierces parties. Si elles se réalisaient, de telles opérations pourraient être importantes pour la Compagnie du point de vue de l'envergure et de la portée, et pourraient se traduire par des variations de la valeur des titres de Lifeco, y compris de ses actions ordinaires.</p>	<p>Lifeco effectue un contrôle diligent complet lorsqu'elle considère toute acquisition ou cession d'entreprises ou d'activités, toute offre de nouveaux produits ou services ou tout abandon de produits ou de services existants.</p> <p>Lorsqu'elle étudie des possibilités d'acquisitions stratégiques, la Compagnie peut choisir, par prudence, de conserver du capital additionnel pour les éventualités qui pourraient survenir au cours de la période d'intégration.</p>

<p>Fonctions de contrôle réglementaire</p> <p>Selon la définition du BSIF, les fonctions de contrôle comprennent l'audit de la gestion du risque et de la conformité, ainsi que l'audit actuariel et financier. Le modèle d'affaires et de gouvernance de la Compagnie est décentralisé. Bien que ce choix permette de simplifier le modèle de prise de décision, qui se fonde ainsi sur les conditions des marchés locaux, il peut aussi, dans certaines circonstances, susciter des obstacles pour les fonctions de contrôle en ce qui concerne le regroupement, la présentation de l'information, la cohérence et l'indépendance. La Compagnie reconnaît l'avantage que confère le regroupement des risques de façon cohérente au sein de tous ses secteurs.</p> <p>La Compagnie reconnaît également l'importance d'utiliser des fonctions de contrôle indépendantes et d'adopter une approche cohérente relativement à ces fonctions au sein de l'ensemble des secteurs d'activité.</p>	<p>En 2012, la Compagnie a retiré au comité de direction la responsabilité de surveillance de la fonction des risques pour la confier au comité de gestion des risques du conseil d'administration, comité qui a été constitué récemment.</p> <p>La Compagnie a retenu les services de conseillers externes afin d'obtenir des recommandations au sujet de la création et de la mise en place d'un plan portant sur la fonction des risques, qui sera mis en œuvre par la Compagnie sur une période couvrant trois exercices.</p> <p>La Compagnie a également retenu les services d'un tiers afin que celui-ci examine et évalue l'indépendance des fonctions de contrôle définies par le BSIF. La Compagnie appliquera les recommandations ainsi obtenues en 2013.</p>
<p>Risque juridique et risque lié à la réglementation</p>	
<p>Risque – La Compagnie et certaines de ses principales filiales sont soumises à diverses exigences juridiques et réglementaires imposées par la <i>common law</i> et le droit civil, ainsi que les lois et les règlements du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres territoires de compétence pertinents aux émetteurs assujettis, aux compagnies d'assurances et aux sociétés offrant des services de gestion de placements et d'autres services financiers (y compris la supervision par les autorités gouvernementales dans les territoires où elles exercent des activités). Ces exigences, qui comprennent des exigences en matière d'adéquation du capital, de liquidités et de solvabilité, des restrictions relatives aux placements, des restrictions liées à la vente et à la commercialisation de produits d'assurances et de rentes ainsi que des exigences portant sur les normes de conduite adoptées par les assureurs, les gestionnaires d'actif et les conseillers en placement, visent d'abord à protéger les titulaires de police, leurs bénéficiaires et les clients des services-conseils en placement, et non les actionnaires. Des modifications importantes apportées au cadre juridique et réglementaire, ou le non-respect de certaines exigences juridiques et réglementaires, lequel mènerait à des sanctions financières ou à des amendes et à des atteintes à la réputation de la Compagnie, pourraient avoir une incidence négative importante sur la Compagnie. Les organismes de réglementation peuvent, à l'occasion, réévaluer les exigences en capital et exiger que des capitaux supplémentaires soient détenus par diverses filiales réglementées.</p>	<p>La Compagnie surveille la conformité avec les normes et les exigences juridiques, réglementaires, comptables et autres dans tous les territoires où elle exerce ses activités et évalue les tendances relatives aux changements juridiques et réglementaires pour que les activités soient conformes et flexibles.</p> <p>Le risque de poursuite judiciaire est géré au moyen des diverses pratiques de gestion du risque et de contrôle décrites à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle, dans le présent rapport de gestion.</p> <p>Un des établissements à l'étranger est actuellement en pourparlers avec un organisme de réglementation au sujet de l'admissibilité de certains actifs au calcul des exigences réglementaires locales.</p>

<p>Risque juridique et risque lié à la réglementation (suite)</p>	
<p>De plus, les exigences en capital réglementaires influent sur les liquidités et sur le montant de capital qui doivent être détenus par diverses filiales réglementées de la Compagnie dans certains territoires et limitent le mouvement de capital d'un territoire à l'autre, et, par conséquent, ces exigences pourraient restreindre la capacité de ces filiales de déclarer et de verser des dividendes à la Compagnie.</p> <p>Les éventuelles modifications à la réglementation au Canada comprennent de nouveaux principes directeurs en matière d'exigences en capital pour les fonds distincts et d'autres projets du BSIF, ainsi que de nouvelles exigences en capital pour les entités européennes actuellement passées en revue par la Commission européenne (Solvabilité II).</p> <p>La Compagnie a adopté les Normes internationales d'information financière (les IFRS) le 1^{er} janvier 2011, ce qui a eu une incidence sur son surplus et son bénéfice net d'ouverture. De plus, de nouveaux principes directeurs conformes aux IFRS sont élaborés, y compris une norme révisée portant sur les contrats des compagnies d'assurance, ce qui pourrait donner lieu à une hausse des passifs relatifs aux contrats d'assurance au moment de leur entrée en vigueur.</p> <p>Bien qu'il existe d'importantes incertitudes, ces faits nouveaux en matière de comptabilité et de réglementation, selon leur version préliminaire, pourraient avoir une incidence sur la situation financière de la Compagnie en soumettant cette dernière aux fluctuations importantes des exigences en matière de réserves et de capital, ce qui ferait croître la volatilité des résultats et le risque d'insolvabilité technique et aurait par la même occasion une incidence sur la capacité de la Compagnie à distribuer des fonds à ses fournisseurs de capital dans l'avenir.</p> <p>La Compagnie et ses filiales exercent leurs activités dans un environnement de plus en plus réglementé et litigieux. Par conséquent, elle fait de temps à autre l'objet de poursuites, y compris des arbitrages et des recours collectifs survenant dans le cours normal des activités. Il est intrinsèquement difficile de prédire avec certitude l'issue de ces instances judiciaires, et l'issue défavorable de l'une de ces instances pourrait avoir une incidence importante sur la Compagnie ou porter atteinte à sa réputation, ce qui pourrait nuire à ses perspectives commerciales.</p>	

<p>Risque lié à la réputation</p> <p>Dans le cours de ses activités, la Compagnie peut être exposée au risque que certaines actions portent atteinte à sa réputation et causent des dommages à ses clients potentiels. Ces actions peuvent inclure des activités non autorisées d'employés ou d'autres personnes liées à la Compagnie, des négligences de la Compagnie qui sont rendues publiques et qui portent atteinte à sa réputation, des activités régulières ou passées de la Compagnie qui font l'objet d'un examen minutieux de la part d'un organisme de réglementation ou des médias en raison d'un changement dans la perception du public à son égard et qui portent atteinte à la Compagnie, ou toute autre action ou activité qui porte atteinte à la réputation générale de la Compagnie.</p>	<p>La Compagnie dispose de contrôles permanents visant à limiter les activités non autorisées de personnes liées à la Compagnie. Elle a adopté un code de conduite professionnelle et de déontologie, qui définit les normes de conduite que doivent respecter tous ses administrateurs, dirigeants et employés. En outre, les administrateurs, les dirigeants et les employés sont tenus d'attester leur conformité au code de conduite professionnelle et de déontologie une fois par année. De plus, la Compagnie prend des mesures pour régler les situations qui pourraient dégénérer et ainsi porter atteinte à sa réputation.</p>
<p>Réassurance</p> <p>Par l'intermédiaire de ses filiales, la Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle cédée, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti demandé au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité. La Compagnie doit donner des montants en garantie ou déposer des montants auprès de contreparties à certaines opérations de réassurance, aux termes de clauses contractuelles. Ces arrangements pourraient susciter des exigences additionnelles, en fonction des faits nouveaux à l'égard de la réglementation et du marché. Bien que ces faits et leur incidence sur la situation financière de la Compagnie fassent l'objet d'incertitudes importantes, ils pourraient limiter la souplesse financière de la Compagnie.</p>	<p>La Compagnie comptabilise toutes ses opérations de réassurance conformément aux IFRS. Dans certains cas, le traitement comptable prévu aux termes des IFRS peut différer de celui qu'appliquent les réassureurs ou les réassurés de la Compagnie, en fonction des règles applicables dans leurs territoires. La Compagnie croit que les opérations de réassurance qu'elle a conclues sont appropriées et comptabilisées adéquatement. Malgré tout, la Compagnie peut, dans le cadre de ce type de réassurance, être exposée à des risques liés à la réputation ou à d'autres risques dépendant d'événements futurs.</p> <p>La Compagnie a instauré une politique de gestion du risque pour la réassurance cédée, laquelle est passée en revue et approuvée par les principales filiales en exploitation. Une fois par année, les actuaires nommés présentent aux comités d'audit des rapports confirmant la conformité avec la politique de la Compagnie.</p>

<p>Systèmes de soutien et fonctions de service à la clientèle</p>	<p>Les unités d'exploitation de la Compagnie travaillent avec ses fournisseurs de systèmes et de services pour garantir la fiabilité et l'efficacité des systèmes d'information. La Compagnie utilise des systèmes externes de grande qualité et a mis en place des contrôles à l'égard de la sécurité de l'information, et elle travaille également avec ses fournisseurs de services pour vérifier et évaluer le caractère suffisant de leurs contrôles.</p>
<p>Risque lié aux régimes de retraite</p>	<p>La gestion du risque lié aux régimes de retraite s'effectue au moyen d'un suivi régulier des régimes, de la réglementation liée aux régimes de retraite et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les charges et les flux de trésorerie de la Compagnie.</p> <p>La Compagnie a un comité de retraite qui s'occupe de la supervision de ses régimes de retraite. La réglementation liée aux régimes de retraite est suivie de façon continue afin d'évaluer l'incidence des modifications apportées à la réglementation gouvernementale sur la situation, les obligations de capitalisation et les résultats financiers de la Compagnie.</p> <p>Les hypothèses liées aux régimes sont examinées régulièrement par des personnes à l'interne ainsi que des conseillers externes et sont mises à jour, au besoin, de manière à refléter les recherches récentes sur les tendances futures. Les régimes de retraite et les hypothèses font l'objet d'un audit externe annuellement.</p>

Risque environnemental	
<p>Le risque environnemental constitue le risque de perte directe ou indirecte à l'égard des résultats financiers ou d'exploitation de la Compagnie, ou encore de sa réputation, résultant de l'incidence de questions environnementales ou de coûts liés à des modifications de lois ou de règlements sur l'environnement.</p>	<p>La Compagnie s'efforce de respecter l'environnement et d'adopter une façon équilibrée et durable sur le plan environnemental d'exercer ses activités.</p> <p>La Compagnie ne fera pas sciemment l'acquisition de placements présentant des risques environnementaux importants. La Compagnie a instauré des politiques et des lignes directrices en matière d'environnement pour l'acquisition et la gestion continue des immeubles de placement, des prêts garantis par des biens immobiliers et des placements en titres de capitaux propres et à revenu fixe. Ces politiques sont approuvées par son conseil d'administration et sont passées en revue annuellement.</p> <p>Une des filiales de la Compagnie, Conseillers immobiliers GWL inc., dispose d'un plan de gestion environnementale conçu pour assurer la conformité avec les lois et les règlements applicables en matière d'environnement et établir les procédures et les lignes directrices sur les meilleures pratiques relatives aux pratiques de gestion responsable visant à protéger et à préserver l'environnement ainsi qu'à suivre les questions environnementales qui concernent les biens immobiliers détenus par la Compagnie (la Great-West, la London Life et la Canada-Vie) et par des tiers clients. Les biens immobiliers à l'égard desquels Conseillers immobiliers GWL inc. fournit des services de gestion sont également administrés selon un plan de gestion environnementale permettant d'assurer la conformité avec les lois, les règlements, les politiques et les codes fédéraux, provinciaux et municipaux applicables en matière d'environnement et adoptent une position de chef de file auprès des clients et au sein du secteur immobilier. Conseillers immobiliers GWL inc. effectue un examen continu des objectifs, des programmes, des politiques et des procédures liés à l'environnement pour en assurer la cohérence, l'efficacité, la qualité et l'application. De plus, elle établit et maintient de meilleures pratiques grâce à des programmes et à des projets d'entreprises et met l'accent sur la sensibilisation à l'environnement auprès du personnel, des fournisseurs de services et des clients.</p> <p>Dans le but de quantifier les efforts déployés en matière de durabilité, Conseillers immobiliers GWL inc. a conçu une carte de pointage qui présente de l'information sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour ses sièges sociaux et ses bureaux régionaux partout au Canada. Les actifs commerciaux gérés font l'objet d'un suivi à l'échelle nationale et d'une évaluation du rendement environnemental, notamment des émissions de GES, du réacheminement des déchets et de la gestion de l'eau; ce suivi est effectué par un tiers expert-conseil spécialisé en environnement.</p> <p>Les fonctions de gestion et de location des biens immobiliers de Conseillers immobiliers GWL inc. sont exercées conformément aux lois sur l'environnement et à des pratiques de secteur prudentes, et la Compagnie cherche à réduire son empreinte environnementale au moyen de l'économie d'énergie et de la réduction des déchets, notamment par des programmes de recyclage, des vérifications périodiques du réacheminement des déchets et des tests de performance. Pour obtenir plus d'information sur les politiques et les projets de la Compagnie en matière d'environnement, se reporter à la Déclaration sur les responsabilités envers la collectivité, sur les sites Web des filiales canadiennes en exploitation.</p> <p>La Compagnie surveille les nouveaux enjeux ainsi que l'évolution de la réglementation et des exigences applicables en collaboration avec des conseillers environnementaux et juridiques. Le comité environnemental de Conseillers immobiliers GWL inc. examine les politiques et les procédures annuellement et apporte des ajustements aux politiques et aux lignes directrices établies, au besoin.</p>

MÉTHODES COMPTABLES

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Pour dresser des états financiers conformes aux IFRS, la direction doit faire des estimations, porter des jugements et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture, ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pendant la période visée. Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements portés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions ainsi que du change à l'échelle mondiale. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement dépend des notations de crédit des placements. La pratique de la Compagnie consiste à avoir recours à des notations de crédit de tiers indépendants, dans la mesure du possible.

Les principales estimations comptables comprennent les suivantes :

Évaluation de la juste valeur

Les instruments financiers et autres que détient la Compagnie comprennent des titres en portefeuille, divers instruments financiers dérivés ainsi que des débetures et d'autres instruments d'emprunt.

La valeur comptable des instruments financiers reflète le manque de liquidités observé sur les marchés et les primes de liquidité, qui ont été pris en compte dans les méthodes d'établissement des prix du marché sur lesquelles la Compagnie s'appuie.

Conformément à IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, la Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Le niveau 1 utilise des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès.

Le niveau 2 utilise des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement.

Les données du niveau 3 sont des données non observables; il s'agit de cas où il y a peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif.

Dans certains cas, il se peut que les données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur soient classées dans différents niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Dans ces cas, le classement de l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité dans un des niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur a été déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité. L'appréciation par la Compagnie de l'importance d'une donnée précise dans l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité requiert l'exercice du jugement, compte tenu des facteurs propres à l'actif ou au passif considéré.

Se reporter à la note 8 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie pour consulter les informations sur l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers de la Compagnie au 31 décembre 2012.

La juste valeur des obligations classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme détenues à des fins de transaction ou disponibles à la vente est déterminée selon les cours du marché. Lorsque les cours ne proviennent pas d'un marché normalement actif, la juste valeur est déterminée selon des modèles d'évaluation essentiellement à partir de données observables sur le marché. La valeur de marché des obligations et des prêts hypothécaires classés comme prêts et créances est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus aux taux en vigueur sur le marché.

La juste valeur des titres de sociétés ouvertes est généralement déterminée selon les derniers cours acheteurs de la Bourse où se négocient principalement les titres en question. La juste valeur des actions pour lesquelles il n'existe pas de marché actif est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus en fonction des dividendes prévus. La valeur de marché des immeubles de placement est déterminée en faisant appel à des services d'évaluation indépendants et reflète les ajustements effectués par la direction pour tenir compte des variations importantes des flux de trésorerie liés aux immeubles de placement, des dépenses en immobilisations ou de la conjoncture générale des marchés observées entre deux évaluations.

Dépréciation de placements

Les placements font individuellement l'objet d'examen réguliers afin de déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. Différents facteurs sont pris en compte par la Compagnie au moment d'évaluer la perte de valeur, y compris, sans s'y limiter, la situation financière de l'émetteur, les conditions défavorables propres à un secteur ou à une région, une baisse de la juste valeur sans lien avec les taux d'intérêt, une faillite, une défaillance ou un défaut de paiement des intérêts ou du capital. Les placements sont réputés avoir subi une dépréciation lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable quant à la possibilité de recouvrement ultime du montant total du capital et des intérêts. La valeur de marché d'un placement n'est pas en soi un indicateur définitif de dépréciation, puisqu'elle peut être grandement influencée par d'autres facteurs, y compris la durée résiduelle jusqu'à l'échéance et la liquidité de l'actif. Cependant, le prix sur le marché doit être pris en compte dans l'évaluation de la dépréciation.

En ce qui a trait aux obligations et aux prêts hypothécaires classés comme des prêts et créances et ayant subi une perte de valeur, des provisions sont établies ou des radiations comptabilisées dans le but d'ajuster la valeur comptable afin qu'elle corresponde au montant réalisable estimatif. Dans la mesure du possible, la juste valeur du bien garantissant les prêts ou le prix du marché observable est utilisée aux fins de l'établissement de la valeur de réalisation estimative. En ce qui a trait aux prêts disponibles à la vente ayant subi une perte de valeur qui sont comptabilisés à la juste valeur, la perte cumulée comptabilisée dans le cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) est reclassée dans le revenu de placement net. Une perte de valeur sur un instrument de créance disponible à la vente est contrepassée s'il existe une preuve objective d'un recouvrement durable. Les profits et les pertes sur les obligations classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont déjà comptabilisés en résultats, et par conséquent, une réduction imputable à la dépréciation d'actifs sera comptabilisée dans le résultat. De plus, lorsqu'une dépréciation a été établie, les intérêts ne sont plus comptabilisés et les intérêts à recevoir sont contrepassés.

Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles

Le goodwill et les immobilisations incorporelles sont soumis à un test de dépréciation tous les ans, ou plus souvent si les circonstances indiquent qu'il pourrait y avoir dépréciation. Les immobilisations incorporelles ayant déjà subi une perte de valeur font l'objet d'un examen à chaque date de clôture afin d'évaluer si une reprise est nécessaire. Si certaines conditions sont respectées, la Compagnie pourrait être tenue d'effectuer la reprise du montant de la perte de valeur ou d'une partie de ce montant.

Le goodwill a été attribué aux unités génératrices de trésorerie, soit le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi aux fins de l'information interne. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation en comparant la valeur comptable des groupes d'unités génératrices de trésorerie à la valeur recouvrable à laquelle le goodwill a été attribué. Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable. Si la valeur comptable des actifs excède leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant correspondant à cet excédent est comptabilisée.

La valeur recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur des actifs diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité, habituellement calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés.

Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement représentent les montants qui, en plus des primes et du revenu de placement futurs, sont requis pour le paiement des prestations futures, des participations, des commissions et des frais afférents à l'administration de toutes les polices d'assurance et de rentes en vigueur de la Compagnie. Les actuaires nommés par les filiales de la Compagnie ont pour responsabilité de déterminer le montant des passifs requis pour couvrir les obligations de la Compagnie à l'égard des titulaires de police. Les actuaires nommés calculent le montant des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement selon des pratiques actuarielles généralement reconnues, conformément aux normes établies par l'Institut canadien des actuaires. L'évaluation des contrats d'assurance est effectuée à l'aide de la méthode du report variable, qui tient compte des événements futurs prévus afin de déterminer le montant de l'actif présentement requis en vue de couvrir toutes les obligations futures, et nécessite une part importante de jugement.

Dans le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance, des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de mortalité et de morbidité, au rendement des placements, aux frais d'exploitation, aux taux de résiliation des polices et aux taux d'utilisation des options facultatives liées aux polices ou aux provisions. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des résultats futurs et incluent des marges pour tenir compte des écarts défavorables. Ces marges sont nécessaires pour parer à l'éventualité d'une mauvaise évaluation ou de la détérioration future des hypothèses les plus probables, et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses possibilités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Les méthodes qui ont servi à établir les hypothèses actuarielles sont les suivantes :

Mortalité – Une étude de la mortalité en assurance-vie est effectuée annuellement pour chacun des principaux blocs de produits d'assurance. Les résultats de chaque étude permettent de réviser les tables de mortalité du bloc utilisées par la Compagnie à des fins actuarielles. Lorsque les données sont insuffisantes, les derniers résultats du secteur servent à établir une hypothèse de mortalité estimative appropriée. On prévoit une amélioration des résultats au chapitre de la mortalité pour les 25 prochaines années. En outre, des provisions appropriées ont été constituées en prévision de la détérioration des résultats au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance temporaire. Une augmentation de 2 % de l'hypothèse la plus probable se traduirait par une diminution d'environ 208 M\$ du bénéfice net.

Pour ce qui est des rentes, la mortalité fait également l'objet d'études régulières. Les résultats servent à modifier les tables de mortalité du secteur à cet égard. On prévoit, pour les années à venir, une amélioration au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes. Une diminution de 2 % de l'hypothèse la plus probable se traduirait par une diminution d'environ 274 M\$ du bénéfice net.

Morbidité – La Compagnie utilise des tables de morbidité conçues par le secteur et modifiées selon les nouveaux résultats techniques de la Compagnie. Le bilan des sinistres et les résiliations sont étudiés régulièrement, et les nouveaux résultats enregistrés sont pris en compte dans les estimations courantes. Dans le cas des produits pour lesquels la morbidité a une incidence importante, une diminution de 5 % de l'hypothèse la plus probable au titre de la résiliation à l'égard du passif lié aux sinistres et une augmentation de 5 % de l'hypothèse la plus probable au titre de l'incidence à l'égard du passif lié à la vie active entraîneraient une diminution d'environ 188 M\$ du bénéfice net.

Réassurance IARD – Les passifs relatifs aux contrats d'assurance liés à la réassurance IARD souscrite par le GRL, une filiale de la London Life, sont établis suivant des pratiques actuarielles reconnues pour les assureurs IARD au Canada. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont fondés sur des états de cession fournis par les sociétés cédantes. Dans certains cas, la direction du GRL rajuste les montants présentés dans les états de cession afin de tenir compte de l'interprétation de l'entente par la direction. Le recours à des audits et à d'autres moyens d'atténuation des pertes permet d'éliminer les écarts. De plus, les passifs relatifs aux contrats d'assurance comprennent également un montant au titre des sinistres survenus mais non déclarés, lequel peut différer sensiblement de celui des sinistres définitifs. Les estimations et la méthode sous-jacente sont continuellement examinées et mises à jour, et les ajustements apportés aux estimations sont comptabilisés en résultat net. Le GRL

analyse les nouveaux sinistres par rapport aux hypothèses prévues pour chaque contrat de réassurance et pour le portefeuille dans son ensemble. Une analyse plus approfondie des résultats de la société cédante est effectuée au besoin.

Rendement des placements – Les actifs qui correspondent aux différentes catégories de passif sont répartis par segments. Pour chaque segment, les flux de trésorerie prévus des actifs et des passifs courants sont utilisés dans la méthode du report variable pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. Les flux de trésorerie des actifs sont réduits pour qu'il soit tenu compte des pertes prévues pour rendement insuffisant de l'actif. Le risque de réinvestissement est déterminé au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt et de capitaux propres (qui prévoient tour à tour l'augmentation et la diminution des taux).

Une façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement se répercutant sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Compagnie. Ces variations de taux d'intérêt auraient une incidence sur les flux de trésorerie projetés.

- L'incidence d'une augmentation parallèle de 1 % de la courbe de rendement correspondrait à une baisse d'environ 181 M\$ de ces passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, ce qui causerait une hausse d'environ 121 M\$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution parallèle de 1 % de la courbe de rendement correspondrait à une hausse d'environ 715 M\$ de ces passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, ce qui causerait une diminution d'environ 504 M\$ du bénéfice net.

En outre, dans l'éventualité où la variation de la courbe de rendement persisterait pour une période prolongée, la portée des scénarios envisagés pourrait varier. Une diminution ou une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement pendant un an aurait une incidence additionnelle négligeable sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement présentés.

La Compagnie, en plus d'être exposée au risque de taux d'intérêt, est exposée au risque du marché boursier.

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des actions de sociétés non cotées en Bourse, notamment celles liées aux produits de fonds distincts et aux produits liés à des flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des marchés boursiers. Leur montant pourrait donc varier en conséquence.

- Une remontée de 10 % des marchés boursiers donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement des polices sans participation d'environ 22 M\$, entraînant à son tour une augmentation du bénéfice net d'environ 18 M\$.
- Un recul de 10 % des marchés boursiers entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement des polices sans participation d'environ 128 M\$, ce qui causerait une baisse d'environ 96 M\$ du bénéfice net.

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur des moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif.

- L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 443 M\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance des polices sans participation, ce qui donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 342 M\$.
- L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 492 M\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance des polices sans participation, ce qui donnerait lieu à une diminution du bénéfice net d'environ 376 M\$.

Frais – Les frais contractuels afférents aux polices (les commissions, par exemple) et l'impôt sont comptabilisés selon les hypothèses les plus probables. Les études portant sur les frais d'exploitation indirects sont révisées régulièrement afin de permettre une estimation appropriée des frais d'exploitation futurs à l'égard du type de passif visé. Les projections ne tiennent pas compte de l'amélioration des frais d'exploitation unitaires. L'évaluation des frais d'exploitation futurs tient compte d'hypothèses sur l'inflation conformes aux scénarios de taux d'intérêt utilisés dans la méthode du report variable, compte tenu du fait que l'inflation est liée aux taux d'intérêt de l'argent frais. Une hausse de 5 % de l'hypothèse la plus probable concernant les frais unitaires de tenue de compte entraînerait une baisse d'environ 56 M\$ du bénéfice net.

Résiliation de polices – Les études servant à déterminer les taux de résiliation de polices sont révisées régulièrement afin qu'elles forment la base de cette estimation. Il est également possible d'avoir recours à des données du secteur lorsque la Compagnie n'a pas de statistiques relativement à certains types de polices ou lorsque son risque à ce chapitre est limité. La Compagnie est largement exposée aux produits T-100 et d'assurance-vie universelle à coût nivelé au Canada, et au taux de résiliation des polices à l'échéance de la période de renouvellement pour les polices temporaires renouvelables au Canada et dans l'unité Réassurance. Nous nous sommes fondés sur l'information disponible dans le secteur pour établir nos hypothèses en matière de maintien en vigueur de ces produits, notre propre expérience à cet égard étant très restreinte. Une variation négative de 10 % de l'hypothèse la plus probable au chapitre de la résiliation de polices se traduirait par une diminution d'environ 473 M\$ du bénéfice net.

Utilisation d'options facultatives liées aux polices – Une vaste gamme d'options facultatives est intégrée aux polices offertes par la Compagnie. Ces options comprennent la reconduction à terme, la conversion en produits d'assurance-vie entière (assurance temporaire), l'achat de rentes à règlement à des taux garantis (rentes de dépôt) et le rétablissement de garanties (garantie à l'échéance des fonds distincts). Les hypothèses relatives aux taux d'utilisation sont fondées sur les données de la Compagnie ou du secteur, le cas échéant. En l'absence de telles données, ces hypothèses sont fondées sur le jugement en fonction des mesures d'encouragement relatives à l'utilisation de l'option. De façon générale, nous présumons qu'un titulaire de police avisé utilisera une option lorsqu'il est clairement avantageux pour lui de le faire.

Participations des titulaires de police et caractéristiques ajustables des polices – Les futures participations des titulaires de police et autres caractéristiques ajustables des polices sont comprises dans le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance selon l'hypothèse que les participations ou les prestations ajustables différeront dans l'avenir, selon les résultats appropriés. Les ajustements aux participations et aux polices sont déterminés selon les attentes raisonnables des titulaires de police, ces attentes étant influencées par les politiques en matière de participation des titulaires de polices avec participation, ou par les communications avec les titulaires de police, les documents publicitaires et les pratiques antérieures. Nous croyons que les changements aux participations des titulaires de police ou aux prestations ajustables liés aux polices avec participation, ou alors aux activités ajustables, correspondront aux modifications apportées aux hypothèses les plus probables, ce qui donnera lieu à une modification nette négligeable des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Dans les cas où les garanties sous-jacentes pourraient restreindre la capacité de transférer ces résultats aux titulaires de police, l'incidence de ce caractère non ajustable sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires est reflétée dans l'incidence des modifications apportées aux hypothèses les plus probables mentionnées ci-dessus.

Impôt sur le résultat – La Compagnie est assujettie aux lois fiscales dans divers territoires. Les activités de la Compagnie sont complexes et les interprétations, ainsi que les lois et les règlements fiscaux qui s'appliquent à ses activités, font continuellement l'objet de changements. En tant que compagnies d'assurance-vie multinationales, les principales filiales en exploitation canadiennes de la Compagnie sont soumises à un régime de règles particulières prescrites en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) afin de déterminer le montant du bénéfice des sociétés qui sera imposable au Canada.

La Compagnie a recours à des stratégies de planification fiscale qui comprennent plusieurs territoires dans le but de profiter d'efficiences fiscales. La Compagnie évalue continuellement l'incertitude liée à ces stratégies et détient un niveau approprié de provisions au titre de l'impôt incertain. Par conséquent, la provision pour impôt sur le résultat représente l'interprétation de la direction des lois fiscales pertinentes et son estimation des incidences sur l'impôt exigible et différé des transactions et des événements survenus au cours de la période. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont comptabilisés selon les prévisions des taux d'imposition à venir et les hypothèses de la direction quant au moment de la reprise des différences temporaires. La Compagnie a d'importants actifs d'impôt différé. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le bénéficiaire futur suffira pour réaliser l'avantage différé. Le montant de l'actif comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la contrepassation de l'actif.

Les activités d'audit et d'examen de l'Agence du revenu du Canada et des autorités fiscales d'autres territoires ont une incidence sur la détermination finale de l'impôt à payer ou à recevoir, des actifs et des passifs d'impôt différé et de la charge d'impôt. Par conséquent, rien ne garantit que l'impôt sera exigible comme prévu ni que le montant et le moment de la réception ou de l'affectation des actifs liés à l'impôt correspondront aux prévisions actuelles. L'expérience de la direction indique que les autorités fiscales mettent davantage d'énergie à régler les questions d'ordre fiscal et ont augmenté les ressources déployées à ces fins.

Avantages du personnel futurs – Les filiales de la Compagnie ont établi des régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations et à cotisations définies à l'intention de certains salariés et conseillers. Les régimes de retraite à prestations définies prévoient des rentes établies d'après les années de service et le salaire moyen de fin de carrière. Dans la majorité des régimes, les participants actifs partagent le coût des prestations sous la forme de cotisations des employés. Certaines prestations de retraite sont indexées de façon ponctuelle ou sur une base garantie. Depuis le 1^{er} janvier 2013, le régime de retraite des employés canadiens de La Great-West, compagnie d'assurance-vie et le régime de retraite du personnel de la London Life comprennent un volet cotisations définies. Tous les employés embauchés après cette date ne sont admissibles qu'aux prestations en vertu des régimes à cotisations définies. Ce changement contribuera à atténuer l'exposition de la Compagnie au titre des régimes à prestations définies au cours des exercices à venir. Les régimes de retraite à cotisations définies prévoient des prestations de retraite établies d'après les cotisations salariales et patronales cumulées. Les filiales de la Compagnie offrent également aux salariés et aux conseillers admissibles, de même qu'aux personnes à leur charge, des prestations d'assurance-maladie, d'assurance dentaire et d'assurance-vie postérieures à l'emploi. Pour de plus amples renseignements sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés annuels de 2012 de la Compagnie.

La comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi repose sur des estimations à l'égard des rendements futurs de l'actif des régimes, des augmentations prévues en matière de taux de rémunération, des tendances à l'égard du coût des soins de santé, de la période au cours de laquelle les prestations seront versées ainsi que du taux d'actualisation approprié pour calculer les obligations au titre des prestations définies. Ces hypothèses sont établies par la direction selon des méthodes actuarielles et sont révisées et approuvées annuellement. Les faits nouveaux différant de ces hypothèses seront détectés dans les évaluations futures et auront une incidence sur la situation financière future des régimes et sur les coûts futurs nets des prestations de la période.

Principales hypothèses – Avantages du personnel futurs

Aux 31 décembre

	Régimes de retraite à prestations définies		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2012	2011	2012	2011
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le calcul du coût des prestations				
Taux d'actualisation	5,1 %	5,5 %	5,1 %	5,5 %
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes	5,7 %	6,1 %	– %	– %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,5 %	3,6 %	– %	– %
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le calcul de l'obligation au titre des prestations définies				
Taux d'actualisation	4,4 %	5,1 %	4,2 %	5,1 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,1 %	3,5 %	– %	– %

Taux tendanciel moyen pondéré du coût des soins de santé – Pour calculer le coût prévu des prestations de soins de santé, il a été présumé que le coût des soins de santé augmenterait de 6,5 % en 2012 et diminuerait graduellement par la suite pour s'établir à 4,5 % sur 12 ans. En 2012, l'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point de pourcentage du taux hypothétique du coût des soins de santé correspond à une augmentation d'environ 40 M\$ (41 M\$ en 2011) et à une diminution d'environ 33 M\$ (34 M\$ en 2011), respectivement, des obligations au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi, puis à une augmentation d'environ 2 M\$ (2 M\$ en 2011) et à une diminution d'environ 2 M\$ (2 M\$ en 2011), respectivement, des coûts des services rendus au cours de la période à l'égard des avantages postérieurs à l'emploi et de la charge d'intérêts.

Principales hypothèses – L'hypothèse en matière de taux d'actualisation utilisée pour déterminer les obligations au titre des prestations et des avantages postérieurs à l'emploi ainsi que la charge nette au titre des prestations reflète les rendements sur le marché, à la date d'évaluation, des instruments de créance de grande qualité dont les flux de trésorerie sont appariés aux paiements de prestations prévus.

Le taux de rendement global prévu des actifs du régime pour l'exercice est déterminé en fonction des prévisions à long terme du marché en vigueur au début de l'exercice pour chaque catégorie d'actifs, lesquelles sont pondérées en fonction de leur affectation au portefeuille, moins une provision relative à toutes les charges prévues du fonds. Le futur rendement à long terme prévu de chaque catégorie d'actifs est pris en compte et reflète les meilleures estimations de la direction relativement à l'inflation future prévue et au rendement réel prévu des titres à revenu fixe et des actions. Les autres hypothèses sont fondées sur les résultats réels des régimes ainsi que sur les meilleures estimations.

L'évaluation de la période au cours de laquelle il est prévu que des prestations seront versées repose sur les hypothèses les plus probables au chapitre de la mortalité future, y compris les provisions liées à l'amélioration des résultats au chapitre de la mortalité. Les hypothèses quant à la mortalité sont déterminantes pour l'évaluation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies. Ces hypothèses ont été appliquées par la Compagnie compte tenu de l'espérance de vie moyenne, y compris des provisions liées à l'amélioration au chapitre de la mortalité, le cas échéant, et reflètent les variations de facteurs tels l'âge, le genre et l'emplacement géographique. Les hypothèses tiennent également compte d'une estimation des améliorations futures au chapitre de la longévité. Cette estimation fait l'objet d'une grande incertitude et la formulation des hypothèses nécessite l'exercice d'un jugement.

Les tables de mortalité sont passées en revue au moins une fois par année, et les hypothèses formulées sont conformes aux normes actuarielles au Canada. Les nouveaux résultats à l'égard des régimes sont passés en revue et inclus dans le calcul des meilleures estimations en matière de mortalité future.

Comme ces hypothèses ont trait à des facteurs dont la nature est à long terme, elles sont assujetties à un certain degré d'incertitude. Les écarts entre les résultats réels et les hypothèses, ainsi que les modifications des hypothèses découlant des modifications des attentes futures, se traduisent par des augmentations ou des diminutions de la charge de retraite, de la charge afférente aux avantages postérieurs à l'emploi et de l'obligation au titre des prestations définies pour les exercices futurs. Rien ne garantit que les régimes seront en mesure d'enregistrer les taux de rendement présumés, et les modifications générées par les marchés pourraient avoir une incidence sur les cotisations et les charges futures.

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation de certaines hypothèses clés relatives aux prestations et aux avantages postérieurs à l'emploi.

Incidence d'une variation de 1,0 % des principales hypothèses

	Régimes de retraite à prestations définies		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	Obligation	Charge	Obligation	Charge
Taux d'actualisation				
Augmentation	(551)	(12)	(48)	1
Diminution	705	16	59	(1)
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes				
Augmentation	s.o.	(31)	s.o.	s.o.
Diminution	s.o.	31	s.o.	s.o.
Taux d'augmentation de la rémunération				
Augmentation	124	14	–	–
Diminution	(109)	(12)	–	–
Taux tendanciel du coût des soins de santé				
Augmentation	s.o.	s.o.	40	2
Diminution	s.o.	s.o.	(33)	(2)

Capitalisation – Les filiales de la Compagnie possèdent des régimes de retraite capitalisés et non capitalisés, de même que des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi, lesquels ne sont pas capitalisés. Le montant capitalisé des régimes de retraite capitalisés de la Compagnie est supérieur ou égal aux montants exigés en vertu des lois applicables. Au cours de l'exercice, la Compagnie a versé une cotisation de 121 M\$ (123 M\$ en 2011) dans les régimes de retraite et a effectué des paiements de prestations correspondants de 17 M\$ (17 M\$ en 2011) au titre des avantages postérieurs à l'emploi. La Compagnie prévoit diminuer les cotisations à ses régimes de retraite à prestations définies d'environ 8 M\$ en 2013.

Normes internationales d'information financière – Les états financiers annuels consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été les premiers à être préparés par la Compagnie selon les Normes internationales d'information financière.

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes pourraient avoir une incidence sur la Compagnie dans l'avenir. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) afin d'évaluer si elles sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie. En outre, la Compagnie évalue l'incidence que ces modifications pourraient avoir sur la présentation de l'information financière, les contrôles et les procédures de communication de l'information ou les systèmes d'information de la Compagnie.

Les tableaux suivants présentent les IFRS qui seront modifiées et qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie.

Normes entrant en vigueur en 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>	<p>L'IASB a publié une version modifiée de cette norme en juin 2011, qui élimine l'approche du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels. Ces écarts seraient constatés immédiatement dans les autres éléments du bénéfice global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondront à la situation de capitalisation complète du régime de retraite dans les bilans consolidés. En vertu de la version révisée d'IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le même taux d'actualisation doit être appliqué à l'évaluation de l'obligation au titre des prestations ainsi qu'aux actifs du régime lors de la détermination du montant net des charges (produits) d'intérêts. Ce taux d'actualisation est déterminé relativement au rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, à la clôture de la période de présentation de l'information financière. De plus, la norme révisée comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime et des composantes de la charge de retraite dans les états financiers d'une entité.</p> <p>La Compagnie continuera d'utiliser l'approche du corridor jusqu'à ce que la révision de la norme portant sur les avantages du personnel soit en vigueur, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19, cette modification relative aux IFRS sera appliquée de façon rétroactive, ce qui devrait donner lieu à une diminution des capitaux propres d'ouverture d'environ 400 M\$ au 1^{er} janvier 2012, et à une diminution additionnelle des capitaux propres d'ouverture d'environ 200 M\$ au 1^{er} janvier 2013.</p> <p>Pour obtenir plus de détails sur les régimes d'avantages du personnel de la Compagnie, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés au 31 décembre 2012.</p>

<p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>; IFRS 11, <i>Partenariats</i>; IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i></p>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie prévoit adopter IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, IFRS 11, <i>Partenariats</i>, et IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, aux fins de la préparation et de la présentation de ses états financiers consolidés.</p> <p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, utilise des principes de consolidation fondés sur une définition révisée du contrôle. Le contrôle est lié au pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, à sa capacité de tirer des avantages variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et au lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des avantages.</p> <p>IFRS 11, <i>Partenariats</i>, sépare les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agit d'activités conjointes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option pour une entité d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, celle-ci devant dorénavant utiliser la méthode de la mise en équivalence à cette fin.</p> <p>IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, propose de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux participations qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées. Cette norme exige la présentation d'informations supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés dans les états financiers.</p> <p>En juin 2012, l'IASB a publié des modifications qui clarifient les dispositions transitoires présentées dans IFRS 10 et offre une dispense transitoire supplémentaire dans IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 qui limite l'obligation de fournir des informations comparatives ajustées portant seulement sur la période précédente. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence des normes susmentionnées sur ses procédures de consolidation et sur les informations à fournir en vue de leur entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, mais elle ne s'attend pas à ce que cette incidence soit importante.</p> <p>En octobre 2012, l'IASB a publié des modifications à IFRS 10 et à IFRS 12 qui établissent une dispense de consolidation pour les entités contrôlées par des entités d'investissement. La Compagnie poursuit son examen de l'information financière à l'égard des fonds distincts liés aux polices présentée dans ses états financiers, afin de déterminer si elle serait différente de la présentation actuelle en vertu des IFRS.</p>
<p>IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i></p>	<p>La Compagnie adoptera IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i>, qui vise à accroître la cohérence et la comparabilité des évaluations à la juste valeur et des informations fournies à leur sujet, à l'aide d'une hiérarchie des justes valeurs. La norme sera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette hiérarchie classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation. La hiérarchie place au niveau le plus haut les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables.</p> <p>La norme porte principalement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera le guide d'application fourni dans la version modifiée d'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>. La norme modifiée exige que les autres éléments du bénéfice global soient classés par nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en bénéfice net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas.</p> <p>Cette norme révisée porte seulement sur la présentation et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>
IFRS 7, <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IFRS 7, <i>Instruments financiers</i>. La norme ainsi modifiée présente de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions de compensation globale.</p> <p>La norme révisée porte seulement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

Normes qui devraient entrer en vigueur après 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage proposant des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juillet 2010. Aux termes de cette proposition, l'assureur serait tenu d'évaluer les passifs d'assurance au moyen d'un modèle axé sur le montant, l'échéance et le degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs associés aux contrats d'assurance. Cette proposition diffère grandement du lien entre les actifs et les passifs au titre des polices d'assurance pris en compte aux termes de la méthode du report variable, et elle pourrait entraîner une variation significative des résultats de la Compagnie. L'exposé-sondage propose également des modifications à la présentation et aux informations à fournir dans les états financiers.</p> <p>Depuis la publication de l'exposé-sondage, des membres du secteur de l'assurance ainsi que des organismes de normalisation comptable du monde entier ont recommandé que d'importantes modifications soient apportées à l'exposé-sondage de 2010. À l'heure actuelle, aucune nouvelle norme n'a été publiée ou n'a été présentée en exposé-sondage.</p> <p>Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon la méthode du report variable. L'entrée en vigueur d'une norme définitive n'est pas prévue avant plusieurs années. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p>

<p>IFRS 9, <i>Instruments financiers</i></p>	<p>La nouvelle norme exige que tous les actifs financiers soient classés au coût amorti ou à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et que les catégories « disponible à la vente », « détenu jusqu'à son échéance » et « prêts et créances » soient éliminées.</p> <p>La nouvelle norme exige également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les dérivés incorporés soient évalués aux fins du classement avec leur actif financier hôte; • qu'une méthode de dépréciation soit utilisée pour les actifs financiers; • que des modifications soient apportées aux critères liés à l'application de la comptabilité de couverture et à l'évaluation de l'efficacité. <p>L'incidence d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, sur la Compagnie sera évaluée de façon approfondie lorsque les éléments restants du projet de l'IASB qui vise à remplacer IAS 39, <i>Instruments financiers</i>, soit la méthode de dépréciation, la comptabilité de couverture et la compensation des actifs et des passifs, auront été finalisés. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p> <p>Selon l'échéancier actuel, l'adoption d'IFRS 9 est prévue pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2015. La Compagnie continue toutefois de suivre l'évolution de cette norme en considérant les changements apportés à IFRS 4.</p>
<p>IAS 17, <i>Contrats de location</i></p>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose un nouveau modèle comptable pour les contrats de location, aux termes duquel le preneur et le bailleur auront à constater les actifs et les passifs au bilan à la valeur actualisée des paiements de location découlant de tous les contrats de location. Le nouveau classement serait le modèle reposant sur le droit d'utilisation, qui remplacerait les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sur les contrats de location sera publiée.</p>
<p>IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i></p>	<p>L'IASB a publié un deuxième exposé-sondage en novembre 2011, qui propose la création d'une norme unique portant sur la comptabilisation des produits afin d'uniformiser la présentation de l'information financière sur les produits provenant de contrats clients et les coûts connexes. Une société serait ainsi tenue de comptabiliser, lors de la prestation de services ou de la vente de biens à un client, un produit correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée une fois que la version finale de la norme sur la comptabilisation des produits sera publiée, ce qui est prévu en 2013.</p>
<p>IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i></p>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2014, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>. Cette norme révisée précise les exigences en matière de compensation des actifs et des passifs financiers.</p> <p>La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur la présentation de ses états financiers.</p>

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS SECTORIELS

Les résultats opérationnels consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS après la répartition du capital. Les résultats opérationnels comprennent ceux de la Great-West, de la London Life, de la Canada-Vie, de Great-West Financial et de Putnam.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats opérationnels consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats opérationnels de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

PROFIL

ASSURANCE INDIVIDUELLE

L'unité d'exploitation Assurance individuelle de l'exploitation canadienne regroupe les secteurs d'activité Assurance-vie individuelle et Protection du vivant. Les produits et les services sont distribués par l'entremise de canaux diversifiés et complémentaires formés de conseillers et de courtiers en sécurité financière associés à la Great-West, de conseillers en sécurité financière associés à la division Financière Liberté 55^{MC} de la London Life et du Groupe de planification successorale et patrimoniale et grâce au soutien des réseaux de distribution de la Canada-Vie, y compris les conseillers indépendants associés à des agences de gestion générale et à des agents nationaux, dont le Groupe Investors.

Les divers canaux de distribution sont accessibles par l'intermédiaire des marques distinctes proposées par la Great-West, la London Life et la Canada-Vie. Des produits et des services uniques sont offerts pour répondre aux besoins de chaque canal de distribution, de façon à permettre à la Compagnie de maximiser les occasions tout en réduisant au minimum les conflits au sein des canaux.

GESTION DU PATRIMOINE

L'unité Gestion du patrimoine comprend les secteurs d'activité Retraite et investissement de l'Individuelle et Services de retraite collectifs. La Compagnie emploie divers canaux de distribution complémentaires et, au Canada, est un chef de file en ce qui a trait à tous les produits de gestion du patrimoine. Les produits sont distribués par les mêmes canaux que ceux présentés pour l'unité d'exploitation Assurance individuelle, ainsi que par des courtiers indépendants, des conseillers et les Affaires directes, en ce qui concerne les Services de retraite collectifs.

Le secteur de l'assurance individuelle accède aux divers canaux de distribution par l'intermédiaire des marques distinctes proposées par la Great-West, la London Life, la Canada-Vie et les Services d'investissement Quadrus ltée (Quadrus). Des produits et des services uniques sont offerts pour répondre aux besoins de chaque canal de distribution de façon à permettre à la Compagnie de maximiser les occasions tout en réduisant au minimum les conflits au sein des canaux.

ASSURANCE COLLECTIVE

Au Canada, la Compagnie offre des solutions efficaces à tous les groupes d'employés, de petite et de grande taille. Ses produits sont distribués par des courtiers et des conseillers en sécurité financière par l'entremise du vaste réseau de bureaux de ventes en matière d'assurance collective et de centres de ventes et de marketing de la Compagnie situés partout au pays. La Compagnie offre une vaste gamme de produits et de services, y compris des produits collectifs d'assurance-vie, d'assurance en cas de décès ou de mutilation par accident, d'assurance-invalidité, d'assurance-maladie et d'assurance dentaire.

Par l'intermédiaire de sa filiale la Canada-Vie, la Compagnie obtient des souscriptions relatives à des produits d'assurance créances et de nouvelles ventes directes en offrant des solutions efficaces en matière d'avantages du personnel aux grandes institutions financières, aux sociétés émettrices de cartes de crédit, aux concessionnaires automobiles, aux associations d'anciens étudiants et autres groupes. La Canada-Vie est un chef de file reconnu en matière d'assurance créances et enregistre annuellement 1,9 G\$ de primes directes.

APERÇU DU MARCHÉ

PRODUITS ET SERVICES

Assurance individuelle

La Compagnie offre une gamme de produits d'assurance individuelle qui sont distribués par l'intermédiaire de plusieurs réseaux de vente. Les produits sont commercialisés sous les marques Great-West, London Life et Canada-Vie.

PART DE MARCHÉ	PRODUITS ET SERVICES	DISTRIBUTION
<ul style="list-style-type: none"> Gestion du portefeuille de produits d'assurance-vie le plus important au Canada au chapitre des primes Fournisseur prédominant de produits individuels d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves avec 30 % des primes en vigueur 	<p>Assurance-vie individuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurance-vie temporaire Assurance-vie universelle Assurance-vie avec participation <p>Protection du vivant</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurance-invalidité Assurance contre les maladies graves 	<p>Association avec :</p> <p>Réseau de distribution de la Great-West</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 758 conseillers en sécurité financière de la Great-West 2 492 conseillers associés en vertu de nombreux arrangements interentreprises 6 375 courtiers indépendants <p>Réseau de distribution de la London Life</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 476 conseillers en sécurité financière de la Financière Liberté 55 et du Groupe de planification successorale et patrimoniale <p>Réseau de distribution de la Canada-Vie</p> <ul style="list-style-type: none"> 9 603 courtiers indépendants associés aux 56 agents généraux 1 909 conseillers associés aux 17 agents nationaux 3 465 conseillers du Groupe Investors qui vendent activement des produits de la Canada-Vie 249 courtiers directs et groupes de producteurs

Gestion du patrimoine

La Compagnie offre une gamme de produits d'épargne et de produits axés sur le revenu qui sont distribués par l'intermédiaire de plusieurs réseaux de vente. Les produits sont commercialisés sous les marques Great-West, London Life, Canada-Vie et Quadrus.

La Compagnie offre un vaste éventail de fonds distincts par l'intermédiaire de ses multiples canaux de distribution, y compris 85 fonds distincts de la London Life aux clients individuels de la Financière Liberté 55^{MC}, 73 fonds distincts de la Canada-Vie aux clients individuels de la Canada-Vie, 78 fonds distincts de la Great-West aux clients de l'Individuelle de la Great-West et 224 fonds distincts aux clients des régimes de capitalisation collectifs Envision.

Quadrus offre 44 fonds communs de placement faisant partie de la Gamme de fonds Quadrus^{MC} et plus de 3 500 fonds communs de placement de tiers. La Corporation Financière Mackenzie, membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power, est responsable de l'administration de la Gamme de fonds Quadrus.

PART DE MARCHÉ	PRODUITS ET SERVICES		DISTRIBUTION
<ul style="list-style-type: none"> • 26 % des fonds distincts individuels • 18 % des régimes de capitalisation collectifs 	<p>Services de retraite collectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régimes de capitalisation collectifs <ul style="list-style-type: none"> • Régimes d'épargne non enregistrés • Régimes de participation différée aux bénéfices • Régimes de retraite à cotisations définies • CELI et REER collectifs Investis dans : <ul style="list-style-type: none"> • Fonds distincts • Options de placement garanties • Actions d'une seule société • Régimes de revenu de retraite <ul style="list-style-type: none"> • Rentes immédiates • Rentes différées • Fonds de revenu de retraite • Fonds de revenu viager • Régimes de services de gestion de placements uniquement <ul style="list-style-type: none"> Investis dans : <ul style="list-style-type: none"> • Fonds distincts • Options de placement garanties • Valeurs mobilières 	<p>Retraite et investissement de l'Individuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régimes d'épargne <ul style="list-style-type: none"> • Régimes d'épargne-retraite enregistrés • Régimes d'épargne non enregistrés • CELI Investis dans : <ul style="list-style-type: none"> • Fonds distincts • Fonds communs de placement • Options de placement garanties • Régimes de revenu de retraite <ul style="list-style-type: none"> • Fonds distincts avec avenants liés aux produits assortis d'une garantie de retrait minimum • Fonds de revenu de retraite • Fonds de revenu viager • Rentes immédiates • Rentes différées • Prêts hypothécaires résidentiels • Produits bancaires 	<p>Association avec :</p> <p>Réseau de distribution de la Great-West</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 758 conseillers en sécurité financière de la Great-West • 2 492 conseillers associés en vertu de nombreux arrangements interentreprises • 6 375 courtiers indépendants <p>Réseau de distribution de la London Life</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 476 conseillers en sécurité financière de la Financière Liberté 55 et du Groupe de planification successorale et patrimoniale <p>Réseau de distribution de la Canada-Vie</p> <ul style="list-style-type: none"> • 9 603 courtiers indépendants associés aux 56 agents généraux • 1 909 conseillers associés à 17 agents nationaux • 3 465 conseillers du Groupe Investors qui vendent activement des produits de la Canada-Vie • 249 courtiers directs et groupes de producteurs <p>Services d'investissement Quadrus Itée (compris aussi dans le compte des conseillers de la Great-West et de la London Life) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 813 représentants en placement <p>Services de retraite collectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conseillers en avantages du personnel, courtiers et experts-conseils affiliés (comme ci-dessus)

Assurance collective

La Compagnie offre une gamme de produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie et d'assurance créances qui sont distribués principalement par l'intermédiaire de bureaux de vente de la Collective dans tout le pays.

PART DE MARCHÉ	PRODUITS ET SERVICES	DISTRIBUTION
<ul style="list-style-type: none"> • Régimes d'avantages du personnel à l'intention de plus de 30 000 promoteurs de régimes • 22 % des régimes à l'intention des employés et des employeurs • Détient la plus importante part de marché des régimes d'assurance créances 	<p>Assurance-vie et assurance-maladie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurance-vie • Assurance-invalidité • Assurance contre les maladies graves • Assurance en cas de décès ou de mutilation par accident • Assurance dentaire • Garantie d'expatriation • Assurance-maladie complémentaire <p>Assurance créances</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurance créances en cas de décès • Assurance créances en cas d'invalidité • Assurance créances contre la perte d'emploi • Assurance créances contre les maladies graves 	<ul style="list-style-type: none"> • 114 gestionnaires de comptes et membres du personnel de vente répartis dans 17 bureaux de la Collective • 101 gestionnaires régionaux d'avantages du personnel et spécialistes Selectpac situés dans les centres de ventes et de marketing

CONCURRENCE

Assurance individuelle

Le marché de l'assurance individuelle est très concurrentiel. La concurrence s'exerce surtout sur le plan du service, de la technologie, des caractéristiques des produits, du prix ainsi que de la santé financière indiquée par les notations publiées par les agences reconnues à l'échelle nationale.

Gestion du patrimoine

Le marché des services de gestion du patrimoine est fortement concurrentiel. Les concurrents de la Compagnie comprennent des sociétés de fonds communs de placement, des compagnies d'assurance, des banques, des conseillers en placement ainsi que d'autres entreprises de services et organismes professionnels. La concurrence s'exerce surtout sur le plan du service, de la variété des options de placement, du rendement des placements, des caractéristiques des produits, du prix ainsi que de la santé financière indiquée par les notations publiées par les agences reconnues à l'échelle nationale.

Assurance collective

Il existe trois grandes compagnies d'assurance au Canada qui détiennent une part importante du marché. La Compagnie détient une part de marché de 22 %. Il existe de nombreuses petites compagnies d'assurance qui exercent leurs activités à l'échelle nationale ainsi que plusieurs concurrents régionaux à marché spécialisé. Le marché de l'assurance collective est hautement concurrentiel. Détenir une solide part de marché constitue un avantage distinctif pour faire face avec succès à la concurrence dans le marché canadien de l'assurance collective.

Dans le secteur des petites et des moyennes affaires, d'importantes pressions sont exercées sur les prix tandis que les employeurs cherchent à trouver des moyens de contrer les pressions inflationnistes en matière de soins de santé. Une société dont les coûts opérationnels sont faibles, dont les canaux de distribution sont étendus, dont la capacité des services est forte et dont les produits permettent de maîtriser les coûts bénéficie d'un avantage concurrentiel sur ces marchés. Dans le secteur des grandes affaires, même si des coûts peu élevés sont un facteur à ne pas négliger, l'excellence du service et les produits novateurs en matière de maîtrise des coûts sont des facteurs tout aussi importants. Sur ce marché, une société qui peut concevoir et mettre en œuvre efficacement des produits novateurs et des processus de gestion efficaces au moyen de l'utilisation de nouvelles technologies afin de répondre aux nouvelles exigences des clients se distinguera et possédera un avantage concurrentiel.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Primes et dépôts	5 786 \$	4 852 \$	4 931 \$	20 761 \$	19 381 \$
Souscriptions	2 678	2 022	2 301	9 298	8 944
Honoraires et autres produits	283	271	266	1 101	1 088
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	263	281	244	1 040	986
Total de l'actif	121 334 \$	119 485 \$	114 538 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs	3 585	3 523	3 318		
Total de l'actif géré	124 919	123 008	117 856		
Autres actifs administrés	13 184	12 907	11 458		
Total de l'actif administré	138 103 \$	135 915 \$	129 314 \$		

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011*
Assurance individuelle	11 \$	83 \$	41 \$	187 \$	293 \$
Gestion du patrimoine	69	82	80	299	267
Assurance collective	136	119	101	439	375
Exploitation générale	47	(3)	22	115	51
Bénéfice net	263 \$	281 \$	244 \$	1 040 \$	986 \$

* Au cours de l'exercice, la Compagnie a réaffecté à diverses unités de l'exploitation canadienne certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Le bénéfice net pour l'exercice considéré s'est chiffré à 1 040 M\$, en hausse de 5 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 263 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012, comparativement à 244 M\$ au quatrième trimestre de 2011.
- Pour l'exercice considéré, les souscriptions se sont chiffrées à 9 298 M\$, soit 4 % de plus que pour l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, les souscriptions se sont chiffrées à 2 678 M\$, en hausse de 16 % par rapport au quatrième trimestre de 2011.
- Les primes et dépôts se sont chiffrés à 20 761 M\$ pour l'exercice considéré, en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent. Les primes et dépôts se sont établis à 5 786 M\$, en hausse de 17 % par rapport au quatrième trimestre de 2011.
- Le Fonds Catégorie Société titres spécialisés américains et internationaux Quadrus a remporté un prix Lipper Award pour son rendement quinquennal. Le fonds occupe la première place dans la catégorie des actions de sociétés mondiales à petite et moyenne capitalisation grâce à son rendement vigoureux et soutenu au cours des cinq dernières années. En 2011, ce même fonds avait remporté le prix pour son rendement quinquennal et triennal.
- En mai, l'unité Gestion du patrimoine a lancé un nouveau produit de fonds distincts destiné aux particuliers à valeur nette élevée qui maintiennent un solde de plus de 500 000 \$ dans des comptes d'épargne de détail gérés par la Great-West. Ce produit offre des frais réduits et souples ainsi que des améliorations en matière de présentation de l'information financière. Le produit a permis de générer des dépôts de près de 200 M\$ au cours de ses sept premiers mois d'existence, un résultat nettement supérieur aux prévisions effectuées avant son lancement.
- Les bas taux d'intérêt ont entraîné une diminution des marges bénéficiaires de l'unité Assurance individuelle, exerçant par le fait même une pression à la hausse sur les tarifs. Les tarifs de la gamme de produits sans participation de l'unité Assurance individuelle de la Compagnie sont gérés activement, et certains de ces tarifs ont été augmentés en 2012 afin de maintenir des marges bénéficiaires adéquates. De plus, la Compagnie s'est positionnée de façon à pouvoir réaliser des gains au chapitre de la mortalité supplémentaires à l'égard des nouvelles souscriptions d'assurance-vie en assumant des risques plus importants relativement à la mortalité.
- L'unité Gestion du patrimoine a mis en place une nouvelle solution et un nouveau processus de communication de l'information destinés aux employés qui prennent leur retraite ou qui sortent de leurs régimes collectifs, ce qui permettra d'améliorer la rétention des actifs dans le régime Prochaine étape^{MC}.
- De nouvelles solutions novatrices liées à la gestion des médicaments sur ordonnance ont été lancées sur le marché tout au long de 2012, ce qui s'est concrétisé, notamment, par l'amélioration de la gestion des médicaments génériques, le lancement de services de gestion des dossiers médicaux pour les médicaments onéreux et la création d'un partenariat avec Costco visant la fourniture de prescriptions économiques.

- L'accessibilité aux services du système électronique de paiement *Demandes de règlement électroniques – Fournisseurs*, qui s'adresse aux fournisseurs qui offrent des services aux participants des régimes collectifs, a été étendue de façon importante; en effet, des services sont maintenant proposés aux massothérapeutes et aux naturopathes. En tenant compte des chiropraticiens, des physiothérapeutes et des opticiens, ce réseau de fournisseurs inscrits compte maintenant plus de 13 000 membres.
- Les participants aux régimes ont bénéficié du lancement des services mobiles au printemps 2012 avec l'arrivée d'une application iPhone qui leur permet d'accéder au portail Web *GroupNet pour les participants de régime*. Des applications pour les téléphones Blackberry et Android ont été lancées plus tard au cours de l'exercice et jusqu'à maintenant, ces applications ont fait l'objet de plus de 40 000 téléchargements de la part des participants à nos régimes.
- La Compagnie a continué de soutenir vigoureusement la cause de la santé mentale au travail au Canada par l'entremise du Centre pour la santé mentale en milieu de travail de la Great-West. En 2012, le Centre a retenu les services d'Ipsos Reid pour mener un sondage sur la santé mentale au travail. Réalisé auprès de 6 000 Canadiens, ce sondage fournit des données aux employeurs, aux organismes en santé mentale et aux autorités en matière de santé publique en plus de leur donner une vue d'ensemble sur cet enjeu majeur. La Compagnie a également soutenu activement la Commission de la santé mentale du Canada dans la création de la Norme nationale du Canada sur la santé et la sécurité psychologiques en milieu de travail.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011*
Primes et dépôts	1 037 \$	971 \$	985 \$	3 926 \$	3 673 \$
Souscriptions	138	115	117	489	425
Bénéfice net	11	83	41	187	293

* Au cours de l'exercice, la Compagnie a réaffecté à l'unité Assurance individuelle certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Primes et dépôts

Au cours du trimestre, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 52 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 037 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 49 M\$, pour s'établir à 957 M\$ au cours du trimestre, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de 6 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 3 M\$ au cours du trimestre, pour se chiffrer à 80 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 7 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 3 926 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 239 M\$, pour atteindre 3 608 M\$, par rapport à l'exercice précédent. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 14 M\$, pour s'établir à 318 M\$, par rapport à l'exercice précédent.

Les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 66 M\$, pour se chiffrer à 1 037 M\$, par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une augmentation de 11 % des primes d'assurance-vie avec participation attribuable au caractère saisonnier normal des souscriptions d'assurance-vie.

Souscriptions

Pour le trimestre, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 18 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 124 M\$. La hausse tient à une augmentation de 67 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 14 M\$, soit 3 M\$ de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 61 M\$, pour s'établir à 442 M\$, par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une augmentation de 25 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 47 M\$, soit 3 M\$ de plus qu'à l'exercice précédent.

Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle se sont établies à 124 M\$, une hausse de 20 M\$ par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 14 M\$, une hausse de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le trimestre a diminué de 30 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2011. Cette diminution découle de l'augmentation de 14 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires sur les souscriptions effectuées avant les modifications apportées à la tarification plus tôt au cours de l'exercice en vue de répondre à la baisse des taux d'intérêt, et elle découle également de la diminution défavorable de 25 M\$ des placements et des résultats au chapitre de la morbidité, facteurs contrebalancés en partie par l'accroissement de 15 M\$ des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net a diminué de 106 M\$ par rapport à l'exercice précédent. D'un exercice à l'autre, l'incidence des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance a diminué de 78 M\$ par rapport à 2011, situation qui s'explique essentiellement par l'adoption par la Compagnie en 2011 des normes de pratique actuarielle révisées en ce qui concerne l'amélioration au chapitre de la mortalité, ce qui a donné lieu à une importante reprise relativement à l'assurance-vie individuelle sans participation au cours de l'exercice précédent. Les résultats pour 2012 comprennent également une augmentation de 40 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires et une baisse de 23 M\$ des gains actuariels au chapitre de la mortalité et de la morbidité, facteurs contrebalancés en partie par une augmentation de 32 M\$ des gains actuariels relatifs aux placements et au comportement des titulaires de police.

Le bénéfice net a diminué de 72 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de 40 M\$ des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, et à la baisse de 25 M\$ des gains actuariels relatifs aux placements et à la morbidité.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 206 M\$ au quatrième trimestre de 2012, comparativement à 99 M\$ au quatrième trimestre de 2011. Le bénéfice net pour le quatrième trimestre comprend l'incidence de la modification de la provision liée à des litiges.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 269 M\$, comparativement à 108 M\$ pour l'exercice 2011. Pour les deux périodes, les résultats comprennent l'incidence des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance ainsi que l'incidence du litige relatif au compte de participation. Mis à part ces deux éléments, le bénéfice net pour 2012 comprend également une baisse des pressions exercées par les nouvelles affaires par rapport à 2011, malgré la hausse des souscriptions.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation a augmenté de 133 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2012.

PERSPECTIVES – ASSURANCE INDIVIDUELLE

Se reporter aux rubriques Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives et Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, au début du présent rapport.

La division de l'assurance individuelle a affiché de solides résultats en 2012, compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêt en vigueur. La réputation de la Compagnie en matière de vigueur et de stabilité, conjuguée à ses pratiques commerciales avisées, de même que la profondeur et l'étendue de ses canaux de distribution font en sorte que l'organisation est en bonne posture pour 2013 et par la suite. Nous avons revu nos stratégies et nous avons réaligné les aspects de notre organisation avec comme objectif d'améliorer considérablement notre croissance interne au chapitre de la rentabilité des produits.

En 2013, la Compagnie continuera de fournir aux conseillers des stratégies et des outils pour aider leurs clients à privilégier une sécurité financière à long terme, peu importe les fluctuations des marchés. Cette façon de faire est avantageuse, car elle permet de conserver et d'améliorer le taux de maintien des affaires existantes; elle aide également les conseillers à attirer de nouveaux clients vers l'organisation. L'une des principales stratégies de distribution consiste à encourager autant que possible l'utilisation d'outils, de processus et de soutien communs tout en offrant, au besoin, un appui spécifique à certaines catégories de conseillers.

Le vaste réseau d'associés de distribution de la Compagnie, qui comprend les canaux exclusifs et indépendants, ainsi que ses multiples marques lui procurent des avantages stratégiques importants au sein du marché canadien. La Compagnie continuera de développer sa vaste gamme de produits d'assurance individuelle, de fixer les prix de ces derniers et de les commercialiser de façon concurrentielle tout en continuant de se concentrer sur le soutien aux souscriptions et aux services pour ce qui est des grandes affaires de tous les canaux.

Les produits d'assurance individuelle diversifiés qu'offre la Compagnie, y compris les produits d'assurance-vie entière avec participation, d'assurance-vie temporaire, d'assurance-vie universelle, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves, combinés à un engagement au chapitre du service en ce qui a trait aux nouvelles affaires, nous placeront en bonne position pour continuer à être un chef de file sur le marché en matière de souscriptions en 2013. La Compagnie continuera d'améliorer sa gamme de solutions et de services, qui lui permet d'être un fournisseur de premier plan dans le secteur, ainsi que de mettre l'accent sur la croissance de ses affaires internes en améliorant constamment son service à la clientèle.

La gestion des charges opérationnelles continue d'être un élément déterminant dans l'atteinte de solides résultats financiers. Cette gestion se concrétisera par la mise en place de contrôles rigoureux des charges ainsi que par le développement et la mise en œuvre efficaces des placements stratégiques. La direction a repéré un certain nombre de secteurs clés dans lesquels de tels placements favoriseraient l'atteinte de l'objectif visé, soit la croissance interne.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011*
Primes et dépôts	2 869 \$	2 021 \$	2 134 \$	9 382 \$	8 542 \$
Souscriptions	2 386	1 825	2 026	8 286	7 983
Honoraires et autres produits	233	223	220	906	905
Bénéfice net	69	82	80	299	267

* Au cours de l'exercice, la Compagnie a réaffecté à l'unité Gestion du patrimoine certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Primes et dépôts

Les primes et dépôts des fonds de placement de détail exclusifs pour le quatrième trimestre ont augmenté de 140 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 1 074 M\$. Cette augmentation découle des importants dépôts effectués dans des produits assortis d'une garantie de retrait minimum et des produits destinés aux particuliers à valeur nette élevée. Les primes et dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates de 57 M\$ ont diminué de 16 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2011. Cette diminution tient en partie à la faiblesse des taux d'intérêt à long terme, les investisseurs recherchant des garanties à court terme offrant une marge moindre et une sensibilité accrue aux prix. Les primes et dépôts liés aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 611 M\$, pour s'établir à 1 738 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce résultat tient à la vigueur des transferts forfaitaires effectués par les nouveaux clients des régimes de capitalisation collectifs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les primes et dépôts des fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 41 M\$, pour s'établir à 3 877 M\$, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vigueur des résultats enregistrés au quatrième trimestre. Pour l'exercice 2012, les primes et dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 173 M\$ par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 230 M\$. La diminution des dépôts liés à ces produits tient principalement aux taux d'intérêt très faibles, lesquels rendent ces produits, qui sont sensibles aux taux d'intérêt, moins attrayants pour les clients. Les primes et dépôts liés aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 972 M\$, pour se chiffrer à 5 275 M\$, par rapport à l'exercice précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués ci-dessus pour le trimestre.

Les primes et dépôts des fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 209 M\$, et les primes et dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont augmenté de 18 M\$ par rapport au trimestre précédent. Les primes liées aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 621 M\$ par rapport au trimestre précédent. Ces augmentations découlent des mêmes facteurs que ceux évoqués pour le trimestre ainsi que de la hausse cyclique normale survenant au quatrième trimestre.

Souscriptions

Au cours du trimestre, les souscriptions ont augmenté de 360 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 216 M\$, pour s'établir à 1 393 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de 57 M\$ des souscriptions des produits assortis d'une garantie de retrait minimum et d'une hausse de 139 M\$ des souscriptions des produits destinés aux particuliers à valeur nette élevée. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 33 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 166 M\$, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués ci-dessus au sujet des primes et dépôts. Les souscriptions de produits de retraite collectifs se sont chiffrées à 581 M\$, une augmentation de 134 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation importante des souscriptions de régimes de capitalisation collectifs et des souscriptions de produits de placement seulement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 131 M\$, pour se chiffrer à 4 838 M\$, par rapport à l'exercice précédent. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 213 M\$, pour s'établir à 649 M\$, par rapport à l'exercice précédent, pour les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus pour la comparaison d'un exercice à l'autre. Les souscriptions de produits de retraite collectifs ont augmenté de 352 M\$, pour se chiffrer à 1 897 M\$, par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une importante hausse des souscriptions de régimes de capitalisation collectifs.

Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 311 M\$ et les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont augmenté de 18 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison de la vigueur des souscriptions des produits assortis d'une garantie de retrait minimum et de la hausse cyclique normale survenant au quatrième trimestre. Les facteurs expliquant la hausse de 175 M\$ des souscriptions de produits de retraite collectifs sont les mêmes que ceux évoqués pour la comparaison des primes et dépôts d'un trimestre à l'autre.

Honoraires et autres produits

Actif administré

	31 décembre	
	2012	2011
Actif géré		
Retraite et investissement de l'Individuelle		
Produits fondés sur le risque	6 983 \$	7 278 \$
Fonds distincts	24 061	22 702
Fonds communs de placement exclusifs	3 585	3 318
Services de retraite collectifs		
Produits fondés sur le risque	6 677	6 788
Fonds distincts	30 280	26 920
	71 586 \$	67 006 \$
Autres actifs administrés⁽¹⁾		
Retraite et investissement de l'Individuelle	4 572	4 140
Services de retraite collectifs	835	729
Total	5 407 \$	4 869 \$
Sommaire par activité/produit		
Retraite et investissement de l'Individuelle	39 201 \$	37 438 \$
Services de retraite collectifs	37 792	34 437
Total de l'actif administré	76 993 \$	71 875 \$

(1) Comprend les fonds communs de placement distribués par les Services d'investissement Quadrus, les régimes d'achat d'actions gérés par la London Life ainsi que l'actif des portefeuilles gérés par GLC Asset Management Group.

Les honoraires pour le quatrième trimestre ont augmenté de 13 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre correspondant de 2011. La hausse moyenne de 2,8 % des indices boursiers TSX et la hausse de la valeur des biens immobiliers et des titres à revenu fixe ont été contrebalancées en partie par la baisse des marges qui découle de la modification de la composition des fonds de placement de détail en faveur des produits à revenu fixe, et par la pression exercée sur la tarification des régimes de capitalisation collectifs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 1 M\$ par rapport à l'exercice précédent, la baisse des marchés boursiers canadiens et des marges liées aux honoraires ayant été essentiellement contrebalancée par les flux de trésorerie positifs et par le rendement des fonds de placement immobiliers et des fonds de placement de titres à revenu fixe. En 2012, l'indice boursier TSX moyen a été de 6,7 % inférieur à celui de l'exercice précédent.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 10 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse des marchés boursiers, en moyenne, par rapport au troisième trimestre de 2012.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre de 2012 a diminué de 11 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et de la hausse des charges opérationnelles, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la hausse des honoraires et par des résultats plus favorables au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 a augmenté de 32 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation tient essentiellement à la hausse des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, principalement en raison de l'adoption par la Compagnie en 2011 des normes de pratique actuarielle révisées en ce qui concerne l'amélioration au chapitre de la mortalité, ce qui avait donné lieu à une hausse importante des rentes immédiates au cours de l'exercice précédent, hausse qui a été contrebalancée en partie par la hausse des charges opérationnelles et par la baisse des résultats de placement.

Le bénéfice net a diminué de 13 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

PERSPECTIVES – GESTION DU PATRIMOINE

Se reporter aux rubriques Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives et Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, au début du présent rapport.

La réputation de la Compagnie en matière de vigueur et de stabilité, conjuguée à nos pratiques commerciales avisées, de même que la profondeur et l'étendue des canaux de distribution du secteur Gestion du patrimoine font en sorte que l'organisation est en bonne posture pour 2013 et par la suite. La stratégie et la structure de Gestion du patrimoine visent à améliorer considérablement la croissance interne au chapitre de la rentabilité des produits.

En 2013, la Compagnie continuera de fournir aux conseillers des stratégies et des outils pour aider ses clients à privilégier le succès des placements à long terme. Cette façon de faire est avantageuse pour la Compagnie, car elle permet d'améliorer le taux de maintien de l'actif existant; elle aide également les conseillers à attirer de nouveaux dépôts de clients vers l'organisation. L'une des principales stratégies de distribution consiste à encourager autant que possible l'utilisation d'outils, de processus et de soutien communs tout en offrant, au besoin, un appui spécifique à certaines catégories de conseillers.

Les multiples marques et le vaste réseau d'associés de distribution de l'unité Gestion du patrimoine, qui comprend les canaux exclusifs et indépendants, procurent des avantages stratégiques importants au sein du marché canadien. La Compagnie continuera de développer sa vaste gamme concurrentielle de produits de gestion du patrimoine, de fixer les prix de ces derniers et de les commercialiser auprès des clients de l'Individuelle et de la Collective. Elle accordera une importance particulière aux comptes plus importants et complexes en offrant un soutien privilégié en matière de souscriptions et de service.

Au cours du prochain exercice, Gestion du patrimoine axera ses efforts sur la création de produits de revenu de retraite de nouvelle génération qui répondront aux besoins de la population vieillissante. Au cours des années à venir, la Compagnie s'attend à ce que ces efforts contribuent à l'augmentation des flux de trésorerie nets et des honoraires connexes liés aux fonds distincts, aux fonds communs de placement et aux rentes immédiates garanties. La Compagnie utilisera son réseau de distribution diversifié pour maximiser la croissance de sa part de marché.

Gestion du patrimoine mettra l'accent sur les investissements stratégiques, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et la gestion rigoureuse des charges pour livrer de solides résultats financiers.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011*
Primes et dépôts	1 880 \$	1 860 \$	1 812 \$	7 453 \$	7 166 \$
Souscriptions	154	82	158	523	536
Honoraires et autres produits	37	36	35	149	147
Bénéfice net	136	119	101	439	375

* Au cours de l'exercice, la Compagnie a réaffecté à l'unité Assurance collective certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Primes et dépôts

Pour le quatrième trimestre de 2012, les primes et dépôts ont augmenté de 68 M\$, pour s'établir à 1 880 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une hausse des primes d'assurance-maladie et d'assurance-invalidité de longue durée.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les primes et dépôts ont augmenté de 287 M\$, pour se chiffrer à 7 453 M\$, par rapport à l'exercice 2011. Les primes et dépôts des grandes affaires se sont accrus de 6 %.

Les primes et dépôts ont augmenté de 20 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Souscriptions

Au cours du quatrième trimestre 2012, les souscriptions ont diminué de 4 M\$, pour se chiffrer à 154 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à la baisse des souscriptions dans le marché des petites et des moyennes affaires et dans le marché des produits d'assurance créances et des ventes directes, cette baisse ayant été contrebalancée en partie par la hausse des souscriptions dans le marché des grandes affaires. Les souscriptions du marché des grandes affaires peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les souscriptions ont diminué de 13 M\$, pour s'établir à 523 M\$, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des souscriptions dans le marché des petites et des moyennes affaires.

Les souscriptions ont augmenté de 72 M\$, pour s'établir à 154 M\$, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par la hausse des souscriptions dans le marché des petites et des moyennes affaires et dans le marché des grandes affaires, hausse qui a été partiellement contrebalancée par une baisse des souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits sont essentiellement tirés des contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective, au prix coûtant majoré.

Au cours du trimestre, les honoraires et autres produits ont augmenté de 2 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2011, principalement en raison de la hausse des équivalents des primes SAS.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 2 M\$ par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse des équivalents des primes SAS.

Les honoraires et autres produits pour le trimestre ont augmenté de 1 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison du caractère saisonnier des équivalents des primes SAS.

Bénéfice net

Pour le quatrième trimestre de 2012, le bénéfice a augmenté de 35 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison des résultats favorables au chapitre de la morbidité et de l'augmentation des profits découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des profits sur les placements et par des résultats défavorables au chapitre de la mortalité.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net s'est chiffré à 439 M\$, une augmentation de 64 M\$ par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation résulte principalement de la hausse des profits découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, des résultats favorables au chapitre de la morbidité et de la hausse des profits sur les placements. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la baisse de profits relatifs aux frais d'assurance.

Le bénéfice net a augmenté de 17 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la hausse des profits découlant des modifications des bases liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et de la hausse des profits relatifs aux frais d'assurance, partiellement contrebalancées par des résultats défavorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité, par la baisse des profits sur les placements et par les ajustements d'impôt sur le résultat favorables comptabilisés au troisième trimestre.

PERSPECTIVES – ASSURANCE COLLECTIVE

Se reporter aux rubriques Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives et Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, au début du présent rapport.

La Compagnie est bien positionnée au sein du marché de l'assurance collective au Canada, puisqu'elle détient la plus importante part de marché dans la plupart des secteurs, selon la taille des affaires, la région ou le régime. La Compagnie estime qu'une telle position au sein du marché de même que sa structure de coûts peu élevés et sa capacité de distribution étendue favoriseront la croissance continue du revenu-primes. Grâce à des investissements efficaces dans les technologies, la Compagnie prévoit enregistrer des réductions soutenues au chapitre des frais d'administration et des coûts liés au règlement de sinistres, améliorant ainsi sa position concurrentielle.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne. Au cours de l'exercice, la Compagnie a réaffecté à différentes unités d'exploitation certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

L'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 47 M\$ pour le trimestre, comparativement à un bénéfice net de 22 M\$ au quatrième trimestre de 2011. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable à la reprise des provisions au titre de certains régimes de retraite canadiens de 38 M\$, comme il est décrit à la note 30 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse de 11 M\$ des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des immeubles de placement et par des pertes de 5 M\$ sur les placements.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, l'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 115 M\$, comparativement à 51 M\$ pour l'exercice 2011. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable à la reprise des provisions au titre de certains régimes de retraite canadiens de 38 M\$, comme il est décrit ci-dessus, ainsi qu'à la hausse des produits liés aux surplus d'actifs et à la baisse des coûts opérationnels.

L'augmentation de 50 M\$ du bénéfice net par rapport au trimestre précédent tient principalement à la reprise des provisions au titre de certains régimes de retraite canadiens de 38 M\$, comme il est décrit ci-dessus, ainsi qu'à la réduction de l'impôt sur le résultat.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats opérationnels de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial), de Putnam Investments, LLC (Putnam), des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds, de placement et de consultation. Elle offre également des produits individuels, notamment des comptes de retraite et des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et des régimes d'avantages à l'intention des cadres. L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

PROFIL

SERVICES FINANCIERS

Great-West Financial offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur. Grâce à ses relations avec des promoteurs de régimes gouvernementaux, la Compagnie est l'un des plus importants fournisseurs de services de régimes à cotisations définies destinés aux employés de l'État, ayant pour clients 17 États ayant recours à nos services de tenue de dossiers et deux États utilisant nos régimes d'investissement uniquement, ainsi que le gouvernement de Guam. Great-West Financial offre également des produits de rentes et d'assurance-vie à l'intention des particuliers et des entreprises, de même que des services de gestion de fonds, de placement et de consultation. Par l'intermédiaire de sa filiale FASCore, elle offre des services administratifs et de tenue de dossiers exclusifs pour d'autres fournisseurs de régimes à cotisations définies.

GESTION D'ACTIFS

Putnam offre des services de gestion de placements, de distribution, certains services administratifs, ainsi que des services liés aux régimes de retraite. Putnam offre un vaste éventail de produits de placement, y compris des actions, des titres à revenu fixe, des produits axés sur le rendement absolu, ainsi que des stratégies de remplacement, par l'intermédiaire des fonds Putnam, des fonds Putnam World Trust Funds et des portefeuilles institutionnels. Le revenu de placement provient de la valeur et de la composition de l'actif géré, des honoraires liés au rendement, des frais administratifs et des frais de placements. Par conséquent, les fluctuations des marchés des capitaux et les modifications de la composition de l'actif ou des comptes ont une incidence sur le revenu de placement et les résultats opérationnels.

APERÇU DU MARCHÉ

PRODUITS ET SERVICES

La Compagnie offre une gamme de produits distribuée par l'intermédiaire de divers canaux.

SERVICES FINANCIERS

PART DE MARCHÉ	PRODUITS ET SERVICES	DISTRIBUTION
<ul style="list-style-type: none"> Quatrième fournisseur en importance de services de tenue de dossiers de régimes de retraite à cotisations définies au pays pour 4 656 306 comptes de participants et 27 343 régimes Part de 25 % du marché des régimes de rémunération différée du gouvernement d'État et locaux (au 30 septembre 2012) 36 % du marché des produits d'assurance-vie individuelle vendus par l'entremise de canaux de banques à réseau (au 30 septembre 2012) 10 % du marché des régimes d'assurance-vie détenue par des sociétés achetées par des institutions financières (au 30 septembre 2012) Les fonds Great-West Lifetime Funds sont les 14^e fonds à date cible en importance aux États-Unis 	<ul style="list-style-type: none"> Services de souscription, de documentation, options de placement et services de formation pour les régimes à cotisations définies offerts par l'employeur Services de gestion et de tenue de dossiers pour les institutions financières et les régimes à cotisations définies et à prestations définies connexes offerts par l'employeur Services de gestion de fonds, de placement et de consultation Comptes de retraite individuels, assurance-vie individuelle et à prime unique, et produits de rentes individuels Produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et régimes d'avantages du personnel à l'intention des cadres 	<ul style="list-style-type: none"> Produits des Services de retraite distribués aux promoteurs des régimes par l'entremise de courtiers, de conseillers, de tiers administrateurs et de banques Services de gestion et de tenue de dossiers FASCore distribués par l'entremise des clients institutionnels Produits d'assurance-vie individuelle et de rentes distribués par l'entremise d'agents de vente de gros et au détail, de banques, de courtiers et de conseillers en placement Les clients peuvent ouvrir des comptes de retraite individuels en communiquant avec le personnel du service à la clientèle ou en consultant le site Web prévu à cet effet Produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et régimes d'avantages du personnel à l'intention des cadres distribués par l'entremise de grossistes et de consultants spécialisés

GESTION D'ACTIFS

PART DE MARCHÉ	PRODUITS ET SERVICES	DISTRIBUTION
<ul style="list-style-type: none"> Gestionnaire d'actifs d'envergure mondiale dont l'actif géré s'établissait à 128,3 G\$ US au 31 décembre 2012 Distribution internationale effectuée notamment grâce à des équipes de vente qui concentrent leurs efforts sur les principaux marchés institutionnels en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Australie grâce à une relation stratégique de distribution au Japon 	<p>Produits et services de gestion de placements</p> <ul style="list-style-type: none"> Particuliers – gamme de fonds communs de placement et de fonds d'investissement à capital fixe, régimes d'épargne-études et produits de rentes variables Investisseurs institutionnels – régimes de retraite à prestations et à cotisations définies offerts par des entreprises, des États, des administrations municipales ou d'autres autorités gouvernementales, fonds de dotation universitaires, organisations caritatives et instruments de placement collectifs (tant aux États-Unis qu'à l'étranger) Services administratifs et de tenue de dossiers pour les régimes à cotisations définies Produits de placement non conventionnels privilégiant les titres à revenu fixe, les devises, l'analyse quantitative et les actions <p>Services administratifs</p> <ul style="list-style-type: none"> Agent des transferts, placement pour compte, distribution, services aux actionnaires, services fiduciaires et autres services de fiducie 	<p>Particuliers</p> <ul style="list-style-type: none"> Vaste réseau de relations en matière de distribution constitué de courtiers, de planificateurs financiers, de conseillers en placement inscrits et d'autres institutions financières non affiliées distribuant les fonds Putnam et les services liés aux régimes de retraite à cotisations définies à leurs clients et qui, au total, regroupe près de 160 000 conseillers Relations de sous-conseillers et fonds Putnam proposés à titre de solutions d'investissement pour les compagnies d'assurance et les résidents autres qu'américains Canaux de distribution de détail soutenus par l'équipe de vente et de gestion des relations de Putnam Grâce à sa relation avec FASCore, Putnam offre du soutien aux promoteurs de régimes de retraite et à leurs participants par l'intermédiaire de professionnels en matière de régimes de retraite <p>Investisseurs institutionnels</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutien par les professionnels spécialisés dans la gestion de comptes, la gestion de produits et le service à la clientèle de Putnam Relations stratégiques avec plusieurs sociétés de gestion de placements à l'extérieur des États-Unis

CONCURRENCE

Services financiers

Le marché de l'assurance-vie, de l'épargne et des placements est concurrentiel. Les concurrents de la Compagnie comprennent des sociétés de fonds communs de placement, des compagnies d'assurance, des banques, des conseillers en placement ainsi que certaines entreprises de services et certains organismes professionnels. Aucun concurrent ni regroupement de concurrents ne domine le marché. La concurrence concentre ses efforts sur la notoriété de sa marque, le service, la technologie, les coûts, les diverses options de placement, le rendement des placements, les caractéristiques des produits, les prix et la santé financière indiquée par les notations publiées par les agences reconnues à l'échelle nationale.

Gestion d'actifs

Les activités de gestion de placements de Putnam sont soumises à une forte concurrence. Putnam est en concurrence avec d'autres fournisseurs de produits et de services d'investissement, essentiellement sur le plan de l'éventail de produits d'investissement offerts, du rendement des placements, de la distribution, de l'étendue et de la qualité des services aux actionnaires et des autres services, ainsi que de la réputation générale sur le marché. Les activités de gestion de placements de Putnam subissent également l'incidence de la conjoncture générale des marchés des valeurs mobilières, de la réglementation de la part des gouvernements, de la conjoncture économique générale ainsi que des mesures promotionnelles de mise en marché et de vente. Putnam est également en concurrence avec d'autres sociétés de fonds communs de placement et gestionnaires d'actifs institutionnels qui offrent des produits d'investissement semblables aux siens ainsi que d'autres produits qu'elle n'offre pas. En outre, Putnam est également en concurrence avec bon nombre de promoteurs de fonds communs de placement qui offrent leurs fonds directement aux clients, alors que Putnam n'offre ses fonds que par l'entremise d'intermédiaires.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Primes et dépôts	8 395 \$	8 289 \$	7 216 \$	30 018 \$	33 991 \$
Souscriptions	9 533	9 071	8 890	33 512	36 834
Honoraires et autres produits	314	304	304	1 226	1 232
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	77	87	79	325	370
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	78	87	78	325	375
Total de l'actif	57 563 \$	57 242 \$	54 581 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	131 013	128 081	122 072		
Total de l'actif géré	188 576	185 323	176 653		
Autres actifs administrés	144 164	138 595	126 247		
Total de l'actif administré	332 740 \$	323 918 \$	302 900 \$		

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Services financiers	96 \$	91 \$	87 \$	365 \$	355 \$
Gestion d'actifs	(19)	(4)	(8)	(40)	15
Exploitation générale	–	–	–	–	–
	77 \$	87 \$	79 \$	325 \$	370 \$

Bénéfice net détenteurs d'actions ordinaires
(en millions de dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011*	31 déc. 2012	31 déc. 2011*
Services financiers	97 \$	91 \$	86 \$	365 \$	359 \$
Gestion d'actifs	(19)	(4)	(8)	(40)	16
Exploitation générale	–	–	–	–	–
	78 \$	87 \$	78 \$	325 \$	375 \$

* Au cours de l'exercice 2012, la Compagnie a réaffecté à Great-West Financial certains éléments de l'impôt sur le résultat et des charges initialement comptabilisées dans l'exploitation générale américaine, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent rapport.

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Pour l'exercice considéré, les souscriptions se sont chiffrées à 9,7 G\$, soit une hausse de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Au quatrième trimestre de 2012, les souscriptions se sont chiffrées à 2,9 G\$ US, contre 3,4 G\$ US pour l'exercice 2011.
- Le bénéfice net pour l'exercice considéré s'est chiffré à 365 M\$ US, soit une augmentation de 2 % par rapport à l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 11 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011, principalement en raison d'avantages fiscaux.
- Pour l'exercice considéré, les primes et dépôts se sont chiffrés à 6,2 G\$ US, soit une hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent. Les primes et dépôts se sont chiffrés à 1,7 G\$ US pour le quatrième trimestre de 2012, un résultat comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Pour l'exercice considéré, les honoraires et autres produits ont atteint 495 M\$ US, en hausse de 20 M\$ US par rapport à l'exercice précédent. Au quatrième trimestre de 2012, les honoraires et autres produits se sont établis à 129 M\$ US, comparativement à 119 M\$ US pour la période correspondante de 2011.
- L'actif géré des comptes gérés de Great-West Financial dépasse maintenant 6 G\$ US.
- Les fonds Great-West Lifetime Funds ont augmenté de 89 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 3,7 G\$ US, et sont ainsi devenus les 14^e fonds à date cible en importance aux États-Unis.
- L'initiative de Great-West Financial visant à accroître le solde des participants aux régimes en les informant et en les aidant au sujet de la consolidation des comptes de retraite a contribué à réaliser des transferts de 916 M\$ US vers des régimes existants des Services de retraite, montant qui s'ajoute ainsi à l'actif administré.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011*	31 déc. 2012	31 déc. 2011*
Primes et dépôts	1 712 \$	1 659 \$	1 761 \$	6 234 \$	5 827 \$
Souscriptions	2 850	2 441	3 435	9 728	8 670
Honoraires et autres produits	128	122	122	495	470
Bénéfice net	96	91	87	365	355
Primes et dépôts (en dollars américains)	1 730 \$	1 659 \$	1 726 \$	6 238 \$	5 874 \$
Souscriptions (en dollars américains)	2 878	2 441	3 368	9 736	8 702
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	129	122	119	495	475
Bénéfice net (en dollars américains)	97	91	86	365	359

* Au cours de l'exercice 2012, la Compagnie a réaffecté à Great-West Financial certains éléments de l'impôt sur le résultat et des charges initialement comptabilisés dans l'exploitation générale américaine, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Primes et dépôts

Les primes et dépôts du quatrième trimestre de 2012 ont augmenté de 4 M\$ US par rapport au quatrième trimestre de 2011.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les primes et dépôts ont augmenté de 364 M\$ US par rapport à l'exercice 2011, en raison des hausses respectives des résultats de 213 M\$ US et de 151 M\$ US enregistrées par les Marchés de l'Individuelle et les Services de retraite. La hausse enregistrée par les Marchés de l'Individuelle tient essentiellement à la hausse des souscriptions liées aux marchés des banques de détail et des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés. L'augmentation enregistrée par les Services de retraite tient essentiellement à l'accroissement du volume d'activité lié aux régimes 401(k) de grande taille, qui a été contrebalancé par la diminution du volume des ventes d'importantes souscriptions dans le marché du secteur public et des organismes à but non lucratif.

Comparativement au trimestre précédent, les primes et dépôts ont augmenté de 71 M\$ US, principalement en raison de la hausse des transferts, qui s'est chiffrée à 86 M\$ US, des options de placement de détail vers le fonds général des régimes 401(k).

Souscriptions

Les souscriptions du quatrième trimestre ont diminué de 490 M\$ US par rapport au quatrième trimestre de 2011, en raison de la baisse de 558 M\$ US des résultats enregistrés par les Services de retraite, qui a été contrebalancée par la hausse de 68 M\$ US des souscriptions enregistrées par l'unité Marchés de l'Individuelle. Les résultats pour le quatrième trimestre de 2011 tenaient compte de deux importantes souscriptions à un régime au sein du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif qui ne se sont pas reproduites au quatrième trimestre de 2012. Les affaires liées aux comptes de retraite individuels de l'unité Marchés de l'Individuelle ont augmenté de 48 M\$ US, ou 91 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de l'initiative stratégique visant à faire la promotion du produit de transfert auprès des participants sortis des régimes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les souscriptions ont augmenté de 1,0 G\$ US par rapport à l'exercice 2011, en raison d'une hausse des résultats de 683 M\$ US pour les Services de retraite et de 351 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions de régimes 401(k) ont enregistré une augmentation de 1,1 G\$ US, essentiellement en raison d'une hausse du nombre et de la taille des souscriptions de régimes. Les résultats dans le marché du secteur public et des organismes à but non lucratif ont diminué de 462 M\$ US en raison de la baisse des souscriptions importantes en 2012 par rapport à 2011. Les souscriptions du marché des banques de détail des Marchés de l'Individuelle ont augmenté de 168 M\$ US, ou 56 %, par rapport à l'exercice précédent,

essentiellement en raison de l'ajout de plusieurs grossistes et de la pénétration accrue des nouvelles relations établies avec les banques en matière de distribution. Les affaires liées aux comptes de retraite individuels de l'unité Marchés de l'Individuelle ont augmenté de 97 M\$ US, ou 50 %, par rapport à l'exercice précédent en raison de l'initiative stratégique visant à faire la promotion du produit de transfert auprès des participants sortis des régimes. Les souscriptions de produits d'assurance-vie détenue par des sociétés ont augmenté de 64 M\$ US, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les souscriptions ont augmenté de 437 M\$ US par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse de 519 M\$ US des souscriptions dans le marché des régimes 401(k), qui découle principalement de l'augmentation des souscriptions des régimes et de la hausse du nombre d'importantes souscriptions au sein du marché des régimes 401(k) au quatrième trimestre de 2012.

Services financiers – Valeur des comptes des Services de retraite

(en millions de dollars américains)

	Variation pour les exercices clos les 31 décembre		Total aux 31 décembre		
	2012	2011	2012	2011	% de variation
Fonds général – options fixes					
Sociétés ouvertes et organismes à but non lucratif	201 \$	68 \$	3 825 \$	3 624 \$	6 %
Régimes 401(k)	645	606	5 561	4 916	13 %
	846 \$	674 \$	9 386 \$	8 540 \$	10 %
Fonds distincts – options variables					
Sociétés ouvertes et organismes à but non lucratif	738 \$	679 \$	10 226 \$	9 488 \$	8 %
Régimes 401(k)	985	(250)	7 783	6 798	14 %
Institutionnel	14	–	14	–	– %
	1 737 \$	429 \$	18 023 \$	16 286 \$	11 %
Fonds communs de placement exclusifs					
Sociétés ouvertes et organismes à but non lucratif	(31) \$	(369) \$	341 \$	372 \$	(8) %
Régimes 401(k)	1 361	507	3 756	2 395	57 %
Institutionnel	20	6	74	54	37 %
	1 350 \$	144 \$	4 171 \$	2 821 \$	48 %
Options de placement de détail non affiliées et services administratifs seulement					
Sociétés ouvertes et organismes à but non lucratif	7 376 \$	430 \$	66 175 \$	58 799 \$	13 %
Régimes 401(k)	5 815	222	28 374	22 559	26 %
Institutionnel	10 615	2 149	52 627	42 012	25 %
	23 806 \$	2 801 \$	147 176 \$	123 370 \$	19 %

L'augmentation du fonds général enregistrée en 2012 découle principalement des souscriptions liées aux régimes 401(k). L'augmentation des fonds distincts enregistrée en 2012 tient principalement à la croissance des marchés boursiers. L'augmentation des fonds communs de placement exclusifs découle principalement des souscriptions liées aux régimes 401(k) et de la croissance des marchés boursiers en 2012. Les options de placement de détail non affiliées et les produits de services administratifs seulement ont enregistré une croissance d'un exercice à l'autre en raison de la hausse des marchés boursiers ainsi que des souscriptions liées aux régimes 401(k) et aux régimes institutionnels, hausse qui a été contrebalancée par l'expiration de régimes institutionnels.

Honoraires et autres produits

Pendant le quatrième trimestre de 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 10 M\$ US par rapport au quatrième trimestre de 2011, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration moyenne des marchés boursiers et des flux de trésorerie positifs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 20 M\$ US par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration moyenne des marchés boursiers et des flux de trésorerie positifs.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 7 M\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des honoraires liés aux Marchés de l'Individuelle découlant des souscriptions de produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et de la hausse des honoraires liés aux services de retraite liée aux nouvelles affaires institutionnelles.

Bénéfice net

Pour le quatrième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 11 M\$ US par rapport au quatrième trimestre de 2011, principalement en raison de la hausse des économies d'impôt de 12 M\$ US en 2012.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net a augmenté de 6 M\$ US par rapport à l'exercice 2011, principalement en raison d'une augmentation de la reprise de 8 M\$ US de la provision liée aux prêts hypothécaires, de la réduction de 7 M\$ US des marges liées aux risques de réinvestissement dans l'exercice considéré, et de la croissance des affaires, facteurs partiellement contrebalancés par des résultats défavorables au chapitre de la mortalité dans le bloc d'affaires fermé, lesquels sont imputables à un nombre anormalement élevé de sinistres.

Le bénéfice net a augmenté de 6 M\$ US par rapport au trimestre précédent, car l'Internal Revenue Service (l'IRS) a déposé un avis d'imposition de 11 M\$ US lié à l'exercice précédent au troisième trimestre de 2012, alors que des économies d'impôt de 14 M\$ US ont été enregistrées au quatrième trimestre de 2012. Les résultats du troisième trimestre comprenaient également un montant de 10 M\$ US lié à la reprise d'une provision liée aux prêts hypothécaires, alors que les résultats du quatrième trimestre tenaient compte de l'augmentation plus modeste de 3 M\$ US des marges liées aux risques de réinvestissement.

PERSPECTIVES – SERVICES FINANCIERS

Se reporter aux rubriques Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives et Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, au début du présent rapport.

En plus de contribuer à la forte croissance observée en 2012, le lancement de la marque Great-West FinancialSM et la mise en œuvre des neuf initiatives clés du plan quinquennal ont également ouvert la voie à une croissance soutenue.

Cette nouvelle marque unique et forte a permis de renforcer la notoriété de la marque au sein de chaque secteur et d'améliorer les ventes ainsi que la conservation des clients.

Les facteurs ayant contribué à la hausse des souscriptions des régimes 401(k) en 2012 sont la productivité des employés, l'entente de distribution conclue avec Bank of America Merrill Lynch ainsi que les nouveaux outils qui ont stimulé les ventes. Ces facteurs devraient continuer de contribuer à la croissance des souscriptions dans le secteur des régimes 401(k). Aux États-Unis, la Conference of Mayors, qui représente 4 000 municipalités et dont l'actif placé dans des régimes de retraite totalise 6 G\$ US, a choisi Great-West Financial à titre de principal fournisseur de régimes de retraite. Cette décision ouvre la voie à un nouveau créneau pouvant mener à de nouvelles affaires au sein du marché gouvernemental. De plus, Great-West Financial a lancé un nouveau produit de rentes variables collectif qui sera distribué par American Funds dans le secteur institutionnel.

Les initiatives liées au service sont déterminantes pour la conservation des clients de régimes 401(k). Le modèle de service lancé en 2012 améliorera les services offerts aux conseillers, aux promoteurs de régimes et aux participants en faisant preuve de cohérence et en proposant des résolutions et des réponses proactives en temps opportun. À l'heure actuelle, plus de 1 800 employés utilisent le nouveau système de gestion des relations avec la clientèle qui rassemble des renseignements en un point d'accès commun destiné aux services qui interagissent avec les clients, le but étant d'améliorer l'aide offerte aux promoteurs et aux partenaires de régimes.

De plus, Great-West Financial lance graduellement une gamme de services qui répondra aux besoins des promoteurs et des participants de régimes en matière de préparation à la retraite. Les promoteurs auront droit à des services de fiducie et à une carte de pointage liée au régime, tandis que les participants pourront bénéficier d'une calculatrice de revenu de retraite en ligne ainsi que de relevés trimestriels présentant une estimation de leur revenu de retraite mensuel.

Deux produits de revenu de retraite de détail individuels ont été lancés en 2012 afin de répondre à la demande croissante pour les options de revenu viager garanti. De nouvelles ententes de vente ont été conclues avec des partenaires de distribution, ce qui permettra d'élargir la portée de ces produits vers les clients du marché des institutions financières. Le marché des banques à rayonnement local a produit une croissance solide en 2012 dans les affaires d'assurance-vie détenue par des sociétés en raison du développement du réseau de distribution. Les profits provenant de la part du marché des distributeurs devraient continuer d'alimenter cette croissance.

La mise en œuvre complète du plan d'architecture des systèmes servant à l'administration des marchés des banques de détail et des avantages offerts aux dirigeants ajoute de la souplesse, améliore les capacités en matière d'information, simplifie les processus et permet de réaliser des économies, ce qui place Great-West Financial en bonne position en vue d'atteindre les objectifs de son plan stratégique.

L'initiative liée aux comptes de retraite individuels visant à accroître la conservation de l'actif au moyen de transferts effectués par les participants dont le régime collectif est venu à échéance a poursuivi sa lancée en 2012, tout comme l'initiative visant à accroître le solde des participants au moyen de transferts provenant de régimes existants. Ces initiatives devraient continuer de faire croître l'actif administré dans l'avenir.

Les fonds Great-West Lifetime Funds sont devenus les 14^e fonds à date cible en importance aux États-Unis, avec un actif de 3,7 G\$ US au 31 décembre 2012, et ils sont demeurés au 10^e rang en matière de rentrées nettes parmi les gammes de fonds à date cible en 2012. Les fonds Great-West Lifetime Funds et Great West SecureFoundation Funds, qui offrent un revenu viager garanti au sein de régimes à cotisations définies, devraient continuer de contribuer à la croissance de l'actif géré.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 128 G\$ US, en hausse de 12 G\$ US par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'amélioration des marchés financiers.
- Le total des entrées d'actifs nettes de Putnam pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 a diminué de 2 G\$ US par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des solides souscriptions observées au premier semestre de 2011 et de la prudence dont ont continué de faire preuve les investisseurs en actions en raison de la volatilité sur le marché en 2012.
- Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net a diminué de 56 M\$ US par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net pour 2012 reflète une augmentation de 31 M\$ US d'un exercice à l'autre au titre de la rémunération fondée sur des actions.
- Putnam a été reconnue pour son excellent rendement de placement en 2012, alors que quatre fonds communs de placement Putnam, soit Putnam Global Income Trust, Putnam U.S. Government Income Trust, Putnam Income Fund et Putnam Massachusetts Tax Exempt Income Fund, ont reçu des prix Lipper Fund Awards en

2012 pour récompenser le fait qu'ils procurent un rendement ajusté en fonction du risque solide de façon constante sur des périodes de trois ans et plus, comparativement à leurs concurrents. De plus, environ 75 % des fonds de Putnam se sont retrouvés au-dessus de la médiane de Lipper en 2012. Ce pourcentage se chiffre à 65 % sur une période de trois ans.

- En 2012, Putnam a continué d'approfondir sa présence dans les marchés stratégiques de l'Asie en inaugurant un bureau de représentation à Beijing, son premier bureau en Chine. Ce bureau permettra à Putnam de mettre à profit ses capacités en matière d'établissement et de gestion des relations avec le gouvernement et les institutions privées partout en Chine. De plus, il évaluera les occasions d'affaires à moyen et à long terme dans le marché chinois des finances, qui est en pleine effervescence.
- Putnam a reçu le prix DALBAR récompensant le service exceptionnel offert aux actionnaires à l'égard de ses fonds communs de placement, pour la 23^e année consécutive.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Primes et dépôts	6 683 \$	6 630 \$	5 455 \$	23 784 \$	28 164 \$
Honoraires et autres produits					
Frais de gestion de placements	136	132	128	528	530
Honoraires liés au rendement	4	1	1	13	22
Frais administratifs	35	36	38	142	149
Commissions et frais de placement	11	13	15	48	61
Honoraires et autres produits	186	182	182	731	762
Bénéfice net (perte nette)	(19)	(4)	(8)	(40)	15
Primes et dépôts (en dollars américains)	6 750 \$	6 630 \$	5 348 \$	23 804 \$	28 514 \$
Honoraires et autres produits (en dollars américains)					
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	137	132	126	529	536
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	4	1	1	13	22
Frais administratifs (en dollars américains)	36	36	37	142	150
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	11	13	14	47	62
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	188	182	178	731	770
Bénéfice net (perte nette) (en dollars américains)	(19)	(4)	(8)	(40)	16

Primes et dépôts

Les primes et dépôts ont augmenté de 1,4 G\$ par rapport à la période correspondante de 2011, en raison de la hausse globale des souscriptions institutionnelles de 1,1 G\$ US et des souscriptions des fonds communs de placement de 300 M\$ US au quatrième trimestre de 2012.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les primes et dépôts ont diminué de 4,7 G\$ US par rapport à l'exercice 2011, principalement à cause des souscriptions globales survenues au cours du premier semestre de 2011 et de la prudence dont continuent de faire preuve les investisseurs en actions en 2012 en raison de la volatilité du marché.

Les primes et dépôts ont augmenté de 120 M\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse de 407 M\$ US des souscriptions dans les fonds communs de placement dans le trimestre considéré, qui a été partiellement contrebalancée par une baisse des souscriptions institutionnelles de 287 M\$ US. Les souscriptions institutionnelles du trimestre précédent comprenaient une affaire importante de 1,4 G\$ US.

Honoraires et autres produits

Les produits sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et des frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré moyen et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam et du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Pour le quatrième trimestre de 2012, l'actif géré moyen de Putnam a augmenté de 10,0 G\$ par rapport à la période correspondante de 2011, car la hausse de 16 % de la moyenne de l'indice S&P 500 a été contrebalancée en partie par les sorties d'actifs nettes. Par conséquent, les honoraires et autres produits pour le quatrième trimestre de 2012 ont augmenté de 10 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011, principalement en raison de la hausse des honoraires de gestion de placement découlant de l'actif géré qui était plus élevé et en raison de la hausse des honoraires liés au rendement, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des frais de placement attribuable à la diminution des souscriptions de certaines catégories d'actions assorties d'une option d'achat avec frais d'acquisition reportés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les honoraires et autres produits ont diminué de 39 M\$ US par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'une baisse des frais de distribution découlant de la baisse des souscriptions, d'une diminution des honoraires liés au rendement dans les comptes institutionnels et d'un recul des frais administratifs imputable à une diminution des comptes d'actionnaires. Bien que l'actif géré moyen ait cru légèrement, les frais de gestion de placements ont diminué en raison d'une modification de la composition de l'actif.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 6 M\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des frais de gestion de placements découlant elle-même de la hausse de l'actif géré moyen et de la hausse des honoraires liés au rendement attribuable au caractère saisonnier de la réception de ces honoraires, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des profits réalisés sur les placements.

Bénéfice net

Pour le quatrième trimestre, le bénéfice net a diminué de 11 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une augmentation de 17 M\$ US de la charge liée à la rémunération fondée sur des actions. Les charges opérationnelles ont augmenté de 13 M\$ US pour le trimestre, principalement en raison du moment où ont été comptabilisés les ajustements de la rémunération au rendement liés au rendement des placements. La hausse de ces charges a été partiellement contrebalancée par la hausse de 10 M\$ US des honoraires et l'augmentation de 6 M\$ US des économies d'impôt sur le résultat.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net a diminué de 56 M\$ US par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net pour 2012 tient compte d'une augmentation d'un exercice à l'autre de 31 M\$ US de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions. Les honoraires ont diminué de 39 M\$ US par rapport à 2011, baisse qui a été contrebalancée par la diminution de 26 M\$ US des charges, l'augmentation de 13 M\$ US des profits réalisés sur le marché par les portefeuilles de capitaux de lancement, et par l'augmentation de 9 M\$ US des économies d'impôt sur le résultat. Les reprises de provisions liées à une poursuite judiciaire se sont chiffrées à 16 M\$ US en 2012, comparativement à 57 M\$ US en 2011.

Le bénéfice net a diminué de 15 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison de l'augmentation de 14 M\$ US des charges opérationnelles et de l'augmentation de 10 M\$ US de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des honoraires et des économies d'impôt sur le résultat dans le trimestre considéré.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré

(en millions de dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Actif au début	126 935 \$	119 708 \$	113 871 \$	116 652 \$	121 213 \$
Souscriptions (y compris les participations réinvesties)	6 750	6 630	5 348	23 804	28 514
Rachats	(6 901)	(6 028)	(7 160)	(25 593)	(28 331)
Entrées (sorties) d'actifs nettes	(151)	602	(1 812)	(1 789)	183
Incidence du rendement du marché	1 545	6 625	4 593	13 466	(4 744)
Actif à la fin	128 329 \$	126 935 \$	116 652 \$	128 329 \$	116 652 \$
Actif géré moyen	127 125 \$	123 012 \$	117 077 \$	123 259 \$	123 005 \$

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, l'actif géré moyen s'est établi à 127 G\$ US, soit 62 G\$ US au titre des fonds communs de placement et 65 G\$ US au titre des comptes institutionnels. L'actif géré moyen a augmenté de 10,0 G\$ US par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2011, essentiellement en raison de l'incidence du rendement positif enregistré dans les marchés au cours de l'exercice, qui a été contrebalancée en partie par les sorties d'actifs nettes cumulatives.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, l'actif géré moyen a augmenté de 254 M\$ US par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2011, ce qui tient aux mêmes facteurs que ceux évoqués pour la comparaison avec le trimestre. Bien que l'actif géré moyen soit demeuré comparable pour ces périodes, il a augmenté de 11,7 G\$ US par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2011, principalement en raison du rendement du marché.

L'actif géré moyen a augmenté de 4,1 G\$ US par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de l'incidence du rendement favorable des marchés.

PERSPECTIVES – GESTION D'ACTIFS

Se reporter aux rubriques Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives et Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, au début du présent rapport.

En 2013, Putnam continuera à favoriser la croissance, de même qu'elle cherchera à accaparer une plus grande part du marché grâce à de nouvelles souscriptions et à la rétention d'actifs dans tous les marchés sur lesquels elle offre ses services, soit le marché institutionnel mondial, du détail local, des régimes à cotisations définies et celui des conseillers en placement inscrits, ainsi que par l'intermédiaire de PanAgora (responsable de la gestion quantitative des placements institutionnels de Putnam), tout en préservant sa réputation bien établie dans le secteur en matière d'excellence du service.

Au cours des dernières années, Putnam a redonné de la vigueur à l'organisation de ses placements et la société maintient son engagement à fournir un rendement supérieur.

La société a renouvelé son engagement envers le secteur des régimes à cotisations définies et continue d'enregistrer une hausse des nouveaux régimes de retraite dans sa plateforme de tenue de dossiers et des souscriptions de produits de placement seulement.

L'innovation continuera d'être un puissant outil de différenciation pour Putnam en 2013. La société compte lancer de nouveaux produits et services ainsi que de nouvelles fonctions d'exécution et continue d'en lancer d'autres, tout en renforçant son image de marque en ce qui a trait à la société, aux activités et aux produits grâce à un large éventail de composantes clés. En outre, Putnam entend continuer d'investir dans les technologies afin de répartir les coûts de son modèle d'affaires plus efficacement.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments qui ne sont pas liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine. Au cours de la période close le 31 décembre 2012, la Compagnie a réaffecté à Great-West Financial certains éléments de l'impôt sur le résultat et des charges initialement comptabilisés dans l'exploitation générale américaine, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Le bénéfice net de l'exploitation générale américaine a été de néant pour la période considérée et pour les périodes présentées à titre comparatif.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. L'unité Assurance et rentes représente les activités opérationnelles au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne; elle offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates par l'entremise de la Canada-Vie et de ses filiales. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent rapport.

PROFIL

ASSURANCE ET RENTES

Le secteur d'exploitation internationale de la Canada-Vie et de ses filiales exerce ses activités principalement en Europe, et offre un portefeuille axé sur les produits d'assurance, de gestion du patrimoine et de retraite ainsi que des services connexes au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne.

Les principaux produits offerts au Royaume-Uni sont des produits de rentes immédiates, d'épargne et d'assurance collective. Ces produits sont distribués par l'entremise de conseillers financiers indépendants et de conseillers en avantages du personnel. À l'île de Man, des produits d'épargne et d'assurance individuelle sont offerts par l'entremise de conseillers financiers indépendants et des banques privées du Royaume-Uni et de certains autres États.

Les principaux produits offerts en Irlande sont des produits d'assurance individuelle, des produits d'épargne, des produits de retraite et des produits assortis d'une garantie de retrait minimum. Ces produits sont offerts par les courtiers indépendants et les agents de ventes directes situés en Irlande.

En Allemagne, l'exploitation se concentre sur les produits de retraite, les produits assortis d'une garantie de retrait minimum à vie et les produits d'assurance individuelle distribués par l'entremise de courtiers indépendants et d'agents rattachés à plusieurs sociétés.

La Canada-Vie continue d'accroître sa présence sur les segments de marchés visés en misant sur la commercialisation de produits et de services novateurs, sur la qualité de son offre de service, sur l'amélioration des capacités de distribution et sur les relations avec les intermédiaires.

RÉASSURANCE

La Compagnie exerce ses activités de réassurance aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande.

Aux États-Unis, les activités de réassurance sont exercées par l'intermédiaire de la Canada-Vie et de la London Life et par l'intermédiaire d'une filiale indirecte de Great-West Financial. À la Barbade, les activités de réassurance sont exercées principalement par l'intermédiaire de divisions de la London Life et de la Canada-Vie et de filiales de la London Life. En Irlande, les activités de réassurance sont aussi exercées par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie et de la London Life.

Les activités de la Compagnie englobent les contrats de réassurance et de rétrocession souscrits directement auprès des clients ou par l'intermédiaire de courtiers de réassurance. À titre de rétrocessionnaire, la Compagnie offre des produits de réassurance à d'autres réassureurs afin de permettre à ces derniers de diversifier leur risque en matière de réassurance.

Le portefeuille de produits offert par la Compagnie comprend des produits de réassurance-vie, de réassurance de rentes et de réassurance IARD, qui sont offerts sur une base proportionnelle ou non proportionnelle.

En plus d'offrir des produits de réassurance à des tiers, la Compagnie a également recours à des opérations de réassurance internes entre les sociétés membres du groupe de sociétés de Lifeco afin de mieux gérer les risques garantis liés à la rétention, à la volatilité, à la concentration et de faciliter la gestion du capital de la Compagnie, de ses filiales et de ses divisions. Ces opérations de réassurance intersociétés génèrent parfois des avantages qui peuvent se répercuter sur plusieurs autres unités d'exploitation de la Compagnie.

APERÇU DU MARCHÉ

PRODUITS ET SERVICES

La Compagnie offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine qui sont distribués principalement par l'intermédiaire de réseaux de vente indépendants.

ASSURANCE ET RENTES

PART DE MARCHÉ	PRODUITS ET SERVICES	DISTRIBUTION
<p>Royaume-Uni et île de Man</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parmi les 20 plus importantes compagnies d'assurance-vie du R.-U. • Chef de file du marché de l'assurance-vie collective, avec une part de 29 % du marché • Deuxième fournisseur sur le marché de l'assurance-revenu collective, détenant 21 % de ce marché • Parmi les principales compagnies d'assurance-vie hors frontière qui vendent sur le marché au Royaume-Uni grâce à sa part de marché de 14 % • Parmi les plus importants fournisseurs de rentes immédiates, avec 6 % du marché • Parmi les dix plus importants fournisseurs sur le marché national des obligations à prime unique à capital variable, avec 7 % du marché <p>Irlande</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 % du marché de l'assurance-vie et des produits de retraite en Irlande • Parmi les sept plus importants assureurs en fonction de sa part de marché des nouvelles affaires <p>Allemagne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un des deux plus importants assureurs sur le marché global de l'assurance à capital variable indépendant intermédiaire • Parmi les six plus importants fournisseurs sur le marché global de l'assurance à capital variable 	<p>Gestion du patrimoine</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rentes immédiates, y compris des rentes améliorées • Régimes de retraite, y compris des rentes différées garanties • Régimes d'épargne • Produits assortis d'une garantie de retrait minimum liés à des rentes variables <p>Assurance collective</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurance-vie • Assurance-revenu (assurance-invalidité) • Assurance contre les maladies graves <p>Assurance individuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurance-vie • Assurance-invalidité • Assurance contre les maladies graves 	<p>Royaume-Uni et île de Man</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conseillers financiers indépendants • Banques privées • Conseillers en avantages du personnel <p>Irlande</p> <ul style="list-style-type: none"> • Courtiers indépendants • Agences de ventes directes <p>Allemagne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Courtiers indépendants • Agents rattachés à plusieurs sociétés

RÉASSURANCE

PART DE MARCHÉ	PRODUITS ET SERVICES	DISTRIBUTION
<ul style="list-style-type: none"> • Parmi les dix plus importantes compagnies de réassurance-vie aux États-Unis en fonction des affaires prises en charge • Créneau exclusif en matière de produits de réassurance IARD et de rentes 	<p>Assurance-vie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurance temporaire à reconduction annuelle • Coassurance • Coassurance modifiée • Solutions de réassurance privilégiant un allègement de capital <p>Réassurance IARD</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rétrocession relative aux catastrophes <p>Rentes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rentes immédiates • Rentes à capital fixe 	<ul style="list-style-type: none"> • Courtiers de réassurance indépendants • Placements directs

CONCURRENCE

Royaume-Uni et île de Man

Au Royaume-Uni, la Compagnie détient une solide part dans plusieurs marchés, particulièrement dans les marchés des rentes immédiates, des produits d'épargne hors frontière ainsi que de l'assurance-vie collective et de l'assurance-revenu. La Compagnie possède de solides parts de marché dans chacun des créneaux, soit les groupes de risques (plus de 20 % du marché), les rentes immédiates (6 % du marché et un des cinq grands fournisseurs du marché des conseillers financiers indépendants), de même qu'en gestion du patrimoine où, tant à l'échelle nationale que hors frontière, la Canada-Vie compte parmi les cinq grands fournisseurs sur le marché des obligations à prime unique à capital variable au Royaume-Uni. La Compagnie demeure concurrentielle dans le marché des produits de ventes immédiates et continue de vendre la plupart de ses produits par l'intermédiaire des conseillers financiers indépendants. Pour faire concurrence aux produits des autres sociétés qui sont également utilisés par les conseillers financiers indépendants, la Compagnie doit maintenir des produits, des tarifs et des niveaux de service concurrentiels.

Irlande

La Canada-Vie se classe septième parmi les fournisseurs d'assurance-vie en Irlande en fonction de sa part de marché des nouvelles affaires. La Compagnie exerce ses activités dans tous les secteurs du marché et mise sur des produits à marge plus élevée. La Compagnie continue de démontrer l'importance qu'elle accorde au développement de produits novateurs et de capacités de distribution.

En raison de la conjoncture économique défavorable qui perdure, le volume de nouvelles affaires a continué de souffrir sur le marché et une tarification concurrentielle pour les affaires disponibles a donné lieu à la préservation d'une importante part du marché par les plus grandes sociétés. De plus, en raison du peu d'argent frais investi par les consommateurs, une part importante des nouvelles affaires sur le marché sont en fait des transferts de fonds effectués entre fournisseurs.

Allemagne

La Canada-Vie s'est taillé une place de choix parmi les fournisseurs de produits d'assurance à capital variable sur le marché indépendant intermédiaire allemand. La concurrence sur ce marché demeure féroce, car de nouvelles sociétés y font leur entrée, tentées par la forte croissance projetée au cours des prochaines années. Durant cette période d'intensification de la concurrence, la Compagnie a conservé le deuxième rang dans ce marché grâce à des améliorations continues en matière de produits, de technologie et de services.

Malgré la croissance économique positive observée en 2012 sur les marchés des produits d'assurance-vie et de retraite, les clients sont demeurés craintifs à l'idée d'investir dans des produits de retraite à long terme, particulièrement dans les produits à base d'actions et les produits d'assurance à capital variable en raison de la volatilité des marchés.

Réassurance

Sur le marché de la réassurance aux États-Unis, la demande pour les solutions de réassurance privilégiant un allègement de capital a ralenti en 2012 par rapport aux dernières années, en raison de la reprise sur les marchés des capitaux et de l'intensification de la concurrence en raison du retour des banques sur ces marchés. La baisse des souscriptions d'assurance-vie depuis le début de la crise financière et la rétention accrue par les clients ont nui aux volumes de réassurance-vie traditionnelle. La force financière de la Compagnie ainsi que sa capacité à offrir des solutions de fonds propres et de la réassurance traditionnelle à l'égard de la mortalité représentent toujours un avantage concurrentiel.

Malgré son report, la réforme Solvabilité II en Europe a continué de dominer le paysage réglementaire. De plus, bien que l'intérêt pour les opérations privilégiant un allègement de capital soit demeuré fort, très peu de sociétés sont prêtes à s'engager dans des opérations à long terme avant que la réglementation ne soit finalisée. La demande de réassurance relative à la longévité demeure solide en Europe, même si ce marché compte désormais davantage de réassureurs.

Les assureurs et les réassureurs de biens ont été touchés par moins de catastrophes majeures en 2012 qu'en 2011. Bien que la saison des ouragans dans l'Atlantique ait été la troisième saison active en importance jamais enregistrée, une seule catastrophe a eu une incidence significative sur les États-Unis, c'est-à-dire l'ouragan Sandy. Les nouveaux concurrents et les solutions non traditionnelles continuent de rendre la situation difficile dans le secteur.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Primes et dépôts	2 491 \$	2 380 \$	2 068 \$	9 022 \$	8 916 \$
Souscriptions	1 289	866	881	3 738	4 144
Honoraires et autres produits	170	145	170	618	583
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	152	165	181	618	562
Total de l'actif	74 821 \$	72 316 \$	69 649 \$		
Autres actifs administrés	107	102	102		
Total de l'actif administré	74 928 \$	72 418 \$	69 751 \$		

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Assurance et rentes	92 \$	104 \$	117 \$	410 \$	445 \$
Réassurance	64	61	73	215	130
Exploitation générale européenne	(4)	–	(9)	(7)	(13)
	152 \$	165 \$	181 \$	618 \$	562 \$

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net a augmenté de 56 M\$, soit une hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de 2011 comprenaient une provision de 84 M\$ liée aux catastrophes, constituée en raison des tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 618 M\$, soit une hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent.
- Les souscriptions se sont chiffrées à 3,7 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, comparativement à 4,1 G\$ en 2011, ce qui reflète le ralentissement généralisé des marchés. Néanmoins, les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont chiffrées à 1,3 G\$ au quatrième trimestre de 2012, une hausse de 46 % par rapport à la période correspondante de 2011.
- Au Royaume-Uni, dans le cadre de l'édition 2012 de l'Investments Life and Pensions Moneyfacts Awards, la Canada-Vie a été récompensée du prix *Best Tax and Estate Planning Solutions Provider* pour la deuxième année consécutive et du prix *Best Group protection Provider* pour la quatrième année consécutive.
- Au Royaume-Uni, la Canada-Vie a conservé le *Financial Adviser Service Award* (5 étoiles) dans la catégorie des placements pour la quatrième année consécutive et le *Financial Adviser Service Award* (4 étoiles) dans le secteur des produits d'assurance-vie et de retraite pour la troisième année consécutive.
- Dans le cadre des Irish Pensions Awards de 2012, la Canada-Vie a reçu l'*Innovation Award* pour récompenser le lancement du premier produit de rentes variables sur le marché irlandais. De plus, sa société de gestion de fonds, Setanta Asset Management, a reçu l'*Equities Manager of the Year Award* pour récompenser son rendement en matière de placement et son processus connexe lié au capital dédié.

- Au cours du troisième trimestre, la division Réassurance de la Canada-Vie a conclu des ententes de rétrocession avec une compagnie d'assurance domiciliée au Royaume-Uni couvrant des blocs d'affaires fermés regroupant environ 1,2 million de polices d'assurance distribuées par l'entremise de banques en Espagne et environ 575 000 polices d'assurance distribuées par l'entremise de banques au Portugal. Le montant moyen assuré sur les polices rétrocédées est d'environ 27 000 € par police et le montant total des primes annualisées associées aux polices sous-jacentes se chiffre à environ 185 M€. Les primes diminueront au fil du temps en raison de la déchéance des polices sous-jacentes.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EUROPE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Primes et dépôts	1 567 \$	1 180 \$	1 181 \$	5 021 \$	5 407 \$
Souscriptions	1 289	866	881	3 738	4 144
Honoraires et autres produits	149	133	157	560	540
Bénéfice net	92	104	117	410	445

Primes et dépôts

Pour le quatrième trimestre, les primes et dépôts ont augmenté de 386 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison des solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et des souscriptions de produits d'épargne à prime unique à l'île de Man, facteurs contrebalancés en partie par la fluctuation des devises.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les primes et dépôts ont diminué de 7 % par rapport à l'exercice 2011, essentiellement en raison du recul des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man. La baisse des souscriptions du produit de rentes variables garanties en Allemagne et la fluctuation des devises ont également contribué à cette diminution. Ces baisses sont partiellement contrebalancées par la croissance des souscriptions des produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et du produit de rentes variables garanties en Irlande.

Les primes et dépôts ont augmenté de 33 % par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des souscriptions des produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man, de l'augmentation saisonnière des souscriptions de produits de retraite en Irlande et en Allemagne et de la fluctuation des devises.

Souscriptions

Les souscriptions ont augmenté de 408 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de l'augmentation de 245 M\$ des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et de la hausse de 132 M\$ des produits d'épargne à prime unique à l'île de Man, ce qui reflète les fluctuations normales du nombre de grandes affaires.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les souscriptions ont diminué de 406 M\$ par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison du recul de 835 M\$ des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man, ce qui reflète le ralentissement généralisé des marchés et les fluctuations du nombre de grandes affaires. De plus, la baisse des souscriptions du produit de rentes variables garanties en Allemagne a également contribué à cette baisse. Ces réductions ont été contrebalancées en partie par la hausse de 479 M\$ des souscriptions des produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et par la croissance du produit de rentes variables en Irlande.

Les souscriptions ont augmenté de 423 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la hausse de 352 M\$ des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man. La hausse des souscriptions des produits de retraite en Irlande et en Allemagne découlant des fluctuations saisonnières a également contribué à cette croissance.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits ont diminué de 8 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison du moment choisi pour comptabiliser les honoraires en Irlande en 2011, facteur qui a été contrebalancé en partie par la hausse des frais de rachat au Royaume-Uni. La modification des tendances des souscriptions et des rachats à l'égard de certains produits de placement à prime unique à court terme peuvent donner lieu à des fluctuations importantes des frais de rachat d'un trimestre à l'autre.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 20 M\$ par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des frais de rachat et des variations de la composition des souscriptions au Royaume-Uni. La hausse de l'actif géré moyen en Allemagne a également contribué à cette croissance.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 16 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des frais de rachat au Royaume-Uni.

Bénéfice net

Pour le quatrième trimestre de 2012, le bénéfice net a diminué de 25 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'avantage net de 60 M\$ des modifications des bases actuarielles et des autres provisions en 2011, comparativement à la hausse de 8 M\$ de la provision nette en 2012. La baisse de 8 M\$ des profits au chapitre de la morbidité en ce qui a trait aux activités d'assurance collective et les ajustements d'impôt sur le résultat de 11 M\$ ont également contribué à la diminution. Ces baisses ont été contrebalancées en partie par l'incidence favorable de l'amélioration de 44 M\$ des résultats au chapitre des placements, des profits au titre des nouvelles affaires de 11 M\$ et des profits au chapitre des rachats de 8 M\$.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net a diminué de 35 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les résultats pour 2011 comprennent une incidence favorable de 44 M\$ découlant des modifications de la méthode d'évaluation des provisions au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance, couvertes par des immeubles de placement, et des avantages nets des modifications des autres réserves de 104 M\$. En 2012, l'accroissement des marges liées au risque de réinvestissement et des modifications des autres réserves ont réduit le bénéfice net de 19 M\$. La hausse des charges d'impôt des sociétés a également contribué à cette baisse. Une hausse de 104 M\$ des profits sur les placements, une amélioration des résultats au chapitre de la mortalité pour l'assurance collective au Royaume-Uni et une augmentation de 26 M\$ des profits au chapitre des nouvelles affaires ont fourni un apport positif au bénéfice net pour la période.

Le bénéfice net s'est chiffré à 92 M\$ au quatrième trimestre, ce qui représente une diminution de 12 M\$ par rapport au troisième trimestre. L'incidence nette de l'augmentation de la provision s'est chiffrée à 8 M\$ au quatrième trimestre, alors que les résultats du troisième trimestre comprenaient une réduction des réserves au titre des marges d'intérêt de 24 M\$ et un avantage de 6 M\$ relatif aux modifications des autres provisions. La hausse de 17 M\$ des charges d'impôt des sociétés a également contribué à cette baisse. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par l'incidence favorable de l'amélioration de 45 M\$ des résultats au chapitre des placements.

PERSPECTIVES – ASSURANCE ET RENTES

Se reporter aux rubriques Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives et Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, au début du présent rapport.

En ce qui concerne le cadre réglementaire, la Cour de justice de l'Union européenne a interdit l'utilisation du genre à titre de facteur dans la tarification des produits d'assurance individuelle et de rentes à compter de décembre 2012. Toutefois, ce changement ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la taille et la rentabilité des produits de rentes en 2013 et pour les années à venir.

Royaume-Uni et île de Man – Les perspectives à l'égard des produits de rentes immédiates en 2013 prévoient que la stabilisation des marchés donnera lieu à des occasions de placement pour soutenir la stratégie de vente de la Compagnie en matière de nouvelles affaires de rentes.

La Canada-Vie continue d'occuper un rôle important dans le marché des produits d'investissement à prime unique et elle a solidifié sa part de marché dans le marché national des obligations. Elle continuera d'augmenter sa présence dans le secteur national et dans le secteur international, notamment au moyen du lancement d'une gamme ciblée de fonds communs de placement. La stratégie de distribution de la Compagnie continuera de cibler les conseillers financiers indépendants.

Des changements seront apportés au cadre réglementaire entourant la distribution le 31 décembre 2012, à la suite du lancement par la FSA d'un nouveau régime intitulé *Retail Distribution Review*. On prévoit que le marché connaîtra quelques perturbations en 2013, ce qui pourrait influencer sur le volume de souscriptions à mesure que les sociétés de conseillers financiers indépendants s'adapteront au passage du modèle de rémunération fondée sur des commissions au modèle selon lequel ils devront facturer leurs clients pour les conseils fournis. Les conseillers financiers indépendants resteront au centre de la stratégie de distribution et la Compagnie s'efforcera de renforcer ses liens avec ces derniers en 2013 afin de les aider à s'adapter à ces changements. La Canada-Vie est en bonne posture pour effectuer une transition efficace et, lorsque la confiance des épargnants sera rétablie, pour tirer pleinement parti de la reprise économique.

En ce qui concerne l'assurance collective, les perspectives demeurent prudentes, puisque la Compagnie s'attend à ce que la conjoncture du marché demeure fragile. Même s'il est bien positionné, le domaine de l'assurance collective exerce ses activités dans un marché concurrentiel en pleine maturité dont la taille et l'attractivité sont influencées par la conjoncture globale des affaires au Royaume-Uni.

Dans l'ensemble, les progrès accomplis au cours des dernières années en vue d'établir de solides positions dans les créneaux du marché que nous avons sélectionnés au moyen d'une structure de coûts et d'une gestion financière efficaces confèrent à la Compagnie une base solide qui favorisera sa croissance. La Compagnie est en bonne posture pour faire face aux difficultés.

Irlande – La situation économique s'améliore en Irlande, comme en témoigne le retour à un taux de croissance du PIB positif en 2011 qui découle de la vigueur du secteur de l'exportation au sein de l'économie irlandaise caractérisée par sa petite taille et par son ouverture. Le gouvernement irlandais a atteint ses objectifs en matière de redressement budgétaire et d'emprunt en vertu du programme mis en place par l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI. Dans son budget de décembre 2012, le gouvernement irlandais a affirmé que l'allégement fiscal prévu pour les cotisations aux régimes de retraite serait conservé, confirmant ainsi le maintien des mesures fiscales pour cette importante gamme de produits.

Malgré ces indicateurs positifs, le taux de chômage demeure élevé, à 15 %. Au pays, la confiance des consommateurs reste faible, car ceux-ci doivent s'adapter à la hausse du taux d'imposition et à la restructuration de leur dette personnelle. Par conséquent, la demande relative aux nouvelles affaires devrait rester faible et les perspectives à court terme pour la demande dans les marchés des produits d'assurance-vie et de retraite seront modestes. La Canada-Vie se concentra donc sur l'amélioration de son efficacité et sur la promotion des secteurs dans lesquels elle jouit d'un avantage concurrentiel.

Allemagne – Les perspectives pour les affaires allemandes de la Compagnie sont positives et la Compagnie prévoit que la croissance de l'actif géré se poursuivra en 2013. En Allemagne, les indicateurs économiques de base sont encourageants, malgré le fait que la hausse des souscriptions pourrait être retardée à court terme. Le report tient à l'incertitude entourant l'actuelle crise de la dette en Europe, laquelle, une fois résolue, devrait rétablir la confiance des investisseurs allemands.

La part du marché des produits d'assurance à capital variable devrait croître, en particulier grâce au fait que les produits garantis traditionnels n'ont plus la cote en raison du coût accru des garanties. La Compagnie se positionne de manière à accentuer davantage sa présence sur le marché des produits d'assurance à capital variable grâce à des investissements continus dans le développement de produits, la technologie de distribution et l'amélioration du service.

La plus récente analyse du marché laisse présager que les intermédiaires indépendants préserveront leur part de la distribution. La Compagnie continuera de mettre l'accent principalement sur ce canal de distribution.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Primes et dépôts	924 \$	1 200 \$	887 \$	4 001 \$	3 509 \$
Honoraires et autres produits	21	12	13	58	43
Bénéfice net	64	61	73	215	130

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le quatrième trimestre de 2012 ont augmenté de 37 M\$ par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'incidence favorable des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe qui a été contrebalancée en partie par les fluctuations des devises.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les primes et dépôts ont augmenté de 492 M\$ par rapport à l'exercice précédent, en raison des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe, de la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie et des fluctuations des devises.

Les primes et dépôts ont diminué de 276 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe et de la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie au troisième trimestre.

Honoraires et autres produits

Les activités de réassurance génèrent des honoraires principalement par l'intermédiaire des produits d'assurance-vie, dont les honoraires sont tributaires du volume de la couverture offerte.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 8 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 9 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la récupération d'un contrat de réassurance et de la hausse des volumes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 15 M\$ par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour le trimestre.

Bénéfice net

Au quatrième trimestre de 2012, le bénéfice net a diminué de 9 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'incidence de 14 M\$ des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe et les changements favorables de 13 M\$ apportés aux réserves au titre des marges d'intérêt ont fourni un apport positif au bénéfice de la période. Les modifications des bases actuarielles de 29 M\$, les sinistres de 6 M\$ touchant les activités liées aux rentes et les modifications nettes de 2 M\$ des autres réserves ont eu une incidence négative sur le bénéfice net du quatrième trimestre de 2012. Les résultats du quatrième trimestre comprennent des provisions de 10 M\$ au titre des sinistres provoqués par l'ouragan Sandy qui ont été contrebalancées par des reprises découlant de l'évolution favorable des sinistres liés aux catastrophes en 2011.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le bénéfice net a augmenté de 85 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de 2011 comprennent des provisions de 84 M\$ au titre des catastrophes relativement aux tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande, et les résultats de 2012 comprennent des provisions de 10 M\$ au titre des sinistres causés par l'ouragan Sandy, contrebalancées par des reprises découlant de l'évolution favorable des sinistres liés aux catastrophes en 2011. Le règlement de certaines questions fiscales ayant eu une incidence positive de 25 M\$ sur le bénéfice net, les profits au chapitre des nouvelles affaires favorables de 38 M\$ et les modifications favorables de 11 M\$ aux marges d'intérêt ont fourni un autre apport positif au bénéfice net de la période. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence de 12 M\$ du raffermissement net d'autres réserves, l'incidence de 42 M\$ des modifications des bases actuarielles et d'autres ajustements d'impôt nets de 11 M\$.

Pour le quatrième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 3 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les modifications nettes favorables des bases actuarielles de 20 M\$ et l'incidence de 5 M\$ de la récupération des traités de réassurance ont fourni un apport positif à la croissance du bénéfice net. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par le resserrement de l'avantage conféré par les modifications des réserves au titre des marges d'intérêt de 13 M\$ et par la baisse de 10 M\$ des profits tirés des nouvelles affaires de rétrocession de polices d'assurance-vie.

Les résultats du quatrième trimestre comprennent des provisions de 10 M\$ au titre des sinistres provoqués par l'ouragan Sandy qui ont été contrebalancées par des reprises découlant de l'évolution favorable des sinistres en 2011.

PERSPECTIVES – RÉASSURANCE

Se reporter aux rubriques Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives et Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, au début du présent rapport.

Le secteur de la réassurance aux États-Unis devrait demeurer stable en 2013. De nouvelles directives réglementaires influenceront le calcul des provisions réglementaires (règles fondées sur les principes qui encadrent les provisions), la mise en place de captives d'assurance pour financer les provisions excédentaires, ainsi que les biens que les entités non enregistrées doivent donner en garantie. Ces nouvelles directives auront une incidence sur les types de produits d'assurance qui seront vendus ainsi que sur les besoins en matière de réassurance pour les années à venir. Les souscriptions d'assurance sous-jacentes se maintiendront à leur niveau actuel si l'économie américaine ne présente pas de signe de reprise notable.

Malgré son report, la réforme Solvabilité II en Europe devrait constituer un facteur de stimulation pour les affaires en 2013 et par la suite. L'unité Réassurance se prépare à aider ses clients européens ainsi que d'autres sociétés affiliées à surmonter les défis éventuels en matière de capital et à tirer parti des possibles occasions d'affaires qui découleront de ces modifications à la réglementation.

Malgré les pertes importantes provoquées par les catastrophes naturelles survenues en Nouvelle-Zélande et au Japon en 2011 et par l'ouragan Sandy en 2012, l'augmentation à court terme de la tarification a commencé à se stabiliser et elle devrait s'amoinrir dans le marché de la rétrocession liée aux biens en 2013.

Les rétrocessionnaires traditionnels sont de moins en moins disposés à offrir une couverture mondiale à leurs clients, alors que le secteur passe progressivement aux territoires définis. La capacité du fonds de couverture, les véhicules de type *side-car*, les protections garanties par nantissement de titres et l'émission d'obligations événementielles continuent de croître et la demande subit des pressions à la baisse en raison de l'amélioration de la rétention des clients. En 2013, les objectifs seront de réduire de nouveau l'exposition aux risques, de continuer à utiliser les plus récentes mises à jour au sujet des modèles américains obtenues de Risk Management Solutions (RMS) et de contrôler les risques géographiques tout en limitant l'incidence sur les marges.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des coûts de financement, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

La perte nette de l'exploitation générale européenne pour le trimestre clos le 31 décembre 2012 s'est chiffrée à 4 M\$, comparativement à une perte nette de 9 M\$ pour la période correspondante de 2011.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, l'exploitation générale européenne a présenté une perte nette de 7 M\$, comparativement à une perte nette de 13 M\$ pour l'exercice 2011. L'amélioration observée dans les résultats pour le trimestre et pour l'exercice complet tient essentiellement à l'incidence moins marquée des modifications des provisions dans les activités internationales existantes.

L'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, comparativement à un bénéfice de néant au troisième trimestre. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de 2 M\$ des résultats dans les activités internationales existantes découlant de l'accroissement des provisions.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur Exploitation générale de Lifeco comprend les résultats opérationnels associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, l'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 139 M\$, comparativement à un bénéfice net de 120 M\$ au quatrième trimestre de 2011. Le bénéfice net de l'exploitation générale de Lifeco comprend des provisions liées à des litiges de 140 M\$ en 2012 ainsi des reprises nettes de 124 M\$ des provisions liées à des litiges en 2011. Les résultats du quatrième trimestre de 2012 comprennent une diminution des provisions au titre de l'impôt incertain qui a eu une incidence favorable de 20 M\$ sur le bénéfice net, incidence qui a été contrebalancée en partie par l'incidence des pertes de 8 M\$ liées à l'évaluation à la valeur de marché relatives à une macrocouverture de crédit pour le bilan.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, l'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 168 M\$, comparativement à un bénéfice net de 104 M\$ pour l'exercice 2011. En ne tenant pas compte des provisions décrites précédemment, la perte nette a diminué de 8 M\$, principalement en raison de l'incidence des provisions au titre de l'impôt incertain de 20 M\$ susmentionnées, facteurs contrebalancés par les pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché comptabilisées au titre d'une macrocouverture de crédit de 12 M\$.

La perte nette de l'exploitation générale de Lifeco a augmenté de 126 M\$ par rapport au trimestre précédent. En ne tenant pas compte de l'incidence de la provision décrite précédemment, le bénéfice net a augmenté de 12 M\$, principalement en raison de l'incidence favorable des provisions au titre de l'impôt incertain susmentionnées au quatrième trimestre.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	2010
Total des produits	30 061 \$	29 898 \$	30 103 \$
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires			
Bénéfice opérationnel	1 955 \$	1 898 \$	1 819 \$
Bénéfice net	1 815	2 022	1 615
Bénéfice net par action ordinaire			
Activités opérationnelles	2,059 \$	2,000 \$	1,920 \$
De base	1,912	2,129	1,704
Dilué	1,900	2,112	1,695
Total de l'actif			
Total de l'actif	253 718 \$	238 768 \$	229 421 \$
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	134 598	125 390	126 053
	388 316	364 158	355 474
Autres actifs administrés	157 455	137 807	131 528
Total de l'actif administré	545 771	501 965	487 002
Total du passif	236 132 \$	222 664 \$	214 605 \$
Dividendes versés par action			
Actions privilégiées de premier rang, série D ⁽¹⁾	– \$	– \$	0,29375 \$
Actions privilégiées de premier rang, série F	1,4750	1,4750	1,4750
Actions privilégiées de premier rang, série G	1,3000	1,3000	1,3000
Actions privilégiées de premier rang, série H	1,21252	1,21252	1,21252
Actions privilégiées de premier rang, série I	1,1250	1,1250	1,1250
Actions privilégiées de premier rang, série J	1,50000	1,50000	1,50000
Actions privilégiées de premier rang, série L	1,41250	1,41250	1,41250
Actions privilégiées de premier rang, série M ⁽²⁾	1,450	1,450	1,19377
Actions privilégiées de premier rang, série N ⁽³⁾	0,91250	1,004375	–
Actions privilégiées de premier rang, série P ⁽⁴⁾	1,152120	–	–
Actions privilégiées de premier rang, série Q ⁽⁵⁾	0,625235	–	–
Actions privilégiées de premier rang, série R ⁽⁶⁾	0,26630	–	–
Actions ordinaires	1,230	1,230	1,230

(1) Les actions privilégiées de premier rang, série D, ont été rachetées le 31 mars 2010.

(2) Les actions privilégiées de premier rang, série M, ont été émises le 4 mars 2010. Le premier versement de dividendes a été effectué le 30 juin 2010 et correspondait à un montant de 0,46877 \$ par action. Les versements de dividendes trimestriels réguliers s'établissent à 0,36250 \$ par action.

(3) Les actions privilégiées de premier rang, série N, ont été émises le 23 novembre 2010. Le premier versement de dividendes a été effectué le 31 mars 2011 et correspondait à un montant de 0,32 \$ par action. Les versements de dividendes trimestriels réguliers s'établissent à 0,228125 \$ par action.

(4) Les actions privilégiées de premier rang, série P, ont été émises le 22 février 2012. Le premier versement de dividendes a été effectué le 30 juin 2012 et correspondait à un montant de 0,477120 \$ par action. Les versements de dividendes trimestriels réguliers s'établissent à 0,337500 \$ par action.

(5) Les actions privilégiées de premier rang, série Q, ont été émises le 6 juillet 2012. Le premier versement de dividendes a été effectué le 30 septembre 2012 et correspondait à un montant de 0,303360 \$ par action. Les versements de dividendes trimestriels réguliers s'établissent à 0,321875 \$ par action.

(6) Les actions privilégiées de premier rang, série R, ont été émises le 11 octobre 2012. Le premier versement de dividendes a été effectué le 31 décembre 2012 et correspondait à un montant de 0,266300 \$ par action. Les versements de dividendes trimestriels réguliers s'établissent à 0,30000 \$ par action.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2012				2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits	7 137	\$ 8 636	\$ 7 792	\$ 6 496	\$ 8 003	\$ 8 506	\$ 7 134	\$ 6 255
Détenteurs d'actions ordinaires								
Bénéfice net								
Total	353	520	491	451	624	457	526	415
De base – par action	0,373	0,547	0,517	0,475	0,657	0,481	0,553	0,438
Dilué – par action	0,372	0,543	0,513	0,472	0,651	0,478	0,550	0,436
Bénéfice opérationnel⁽¹⁾								
Total	493	520	491	451	500	457	526	415
De base – par action	0,520	0,547	0,517	0,475	0,528	0,481	0,553	0,438
Dilué – par action	0,518	0,543	0,513	0,472	0,523	0,478	0,550	0,436

(1) Le bénéfice opérationnel est une mesure financière de la performance en matière de bénéfice non définie par les IFRS qui ne tient pas compte de certains éléments que la direction considère comme non récurrents. Se reporter à la section Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent document.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 353 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012, comparativement à 624 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,373 \$ par action ordinaire (0,372 \$ après dilution) pour le quatrième trimestre de 2012, comparativement à 0,657 \$ par action ordinaire (0,651 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le quatrième trimestre de 2012 s'est établi à 7 137 M\$ et comprend des primes reçues de 4 827 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 361 M\$, une variation à la hausse de 182 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 767 M\$. Le total des produits pour le quatrième trimestre de 2011 s'est établi à 8 003 M\$ et comprend des primes reçues de 4 334 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 365 M\$, une variation à la hausse de 1 564 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 740 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information. La direction a évalué l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information de la Compagnie au 31 décembre 2012 et, en se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont efficaces.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes de communication de l'information financière de la Compagnie au 31 décembre 2012 et, en se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers ont conclu que les contrôles internes de communication de l'information financière de la Compagnie sont efficaces et qu'aucune faiblesse importante n'a été décelée dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur celui-ci.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal de ses activités, la Great-West a offert des prestations d'assurance à d'autres membres du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power, la société mère de Lifeco. Dans tous les cas, ces opérations ont été effectuées selon les conditions du marché.

Au cours de l'exercice, la Great-West a reçu certains services administratifs de la Société financière IGM Inc. et ses filiales (IGM), membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power, et lui en a rendu. La Great-West a également fourni des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et de rentes selon une entente de distribution conclue avec IGM. La London Life a fourni des services de distribution à IGM.

Au 31 décembre 2012, la Compagnie détenait des débetures émises par IGM d'un montant en capital de 41 M\$ (39 M\$ en 2011).

En 2012, la Great-West, la London Life et des fonds distincts gérés par la London Life ont acquis d'IGM des prêts hypothécaires résidentiels d'une valeur de 232 M\$ (202 M\$ en 2011).

La Compagnie fournit des services de réassurance et de gestion d'actifs ainsi que des services administratifs à l'égard des régimes de prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés de la Compagnie et de ses filiales.

Aucun prêt ni aucune garantie n'était en cours à la date du bilan, et aucun prêt ni aucune garantie n'avait été émis en 2012 ou en 2011. Aucune provision n'a été constituée relativement aux montants non recouvrables de parties liées en 2012 ou en 2011.

CONVERSION DES DEVISES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises

Périodes closes les	31 déc. 2012	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	31 déc. 2011	30 sept. 2011	30 juin 2011	31 mars 2011
Dollar américain								
Bilan	0,99 \$	0,98 \$	1,02 \$	1,00 \$	1,02 \$	1,04 \$	0,96 \$	0,97 \$
Produits et charges	0,99 \$	1,00 \$	1,01 \$	1,00 \$	1,02 \$	0,98 \$	0,97 \$	0,99 \$
Livre sterling								
Bilan	1,62 \$	1,59 \$	1,60 \$	1,60 \$	1,58 \$	1,62 \$	1,55 \$	1,56 \$
Produits et charges	1,59 \$	1,57 \$	1,60 \$	1,57 \$	1,61 \$	1,58 \$	1,58 \$	1,58 \$
Euro								
Bilan	1,31 \$	1,26 \$	1,29 \$	1,33 \$	1,32 \$	1,40 \$	1,40 \$	1,38 \$
Produits et charges	1,29 \$	1,24 \$	1,30 \$	1,31 \$	1,38 \$	1,38 \$	1,39 \$	1,35 \$

DÉPÔTS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET ÉQUIVALENT DES PRIMES SAS (CONTRATS SAS)

Les états financiers d'une compagnie d'assurance-vie ne comprennent pas l'actif, le passif, les dépôts et les retraits visant les fonds communs de placement ni les règlements de sinistres relatifs aux contrats collectifs de garanties de soins de santé SAS. Cependant, la Compagnie touche des honoraires et d'autres produits relativement à ces contrats. Les fonds communs de placement et les contrats SAS représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie. Par conséquent, ils doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.